



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le jeudi 29 novembre 1984

Vol. 28 - No 22

---

QUÉBEC

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Rapport de l'Office de recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique (ORSPEP)	1123
Dépôt de rapports de commissions	
Commission des affaires sociales	
Vérification des engagements financiers	1123
Dépôt de pétitions	
Retrait du projet de loi 42 demandé	1123
Modifications au projet de loi 42 demandées	1123
Questions orales des députés	
Inefficacité des services de placement québécois	1124
Les nouveaux pouvoirs à réclamer du gouvernement canadien	1125
Demande de l'UPA de retirer le décret sur l'enregistrement des exploitations agricoles	1127
La conciliation à l'usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon	1129
Irrégularité commise par le directeur général du Grand Théâtre de Québec	1130
L'achat de micro-ordinateurs par les étudiants en génie du Québec	1132
L'indexation des exemptions d'impôt	1133
Mise aux voix de la motion proposant que l'Assemblée déplore les dépenses inutiles et la publicité partisane du gouvernement	1134
Avis touchant les travaux des commissions	1136
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	1137
Affaires du jour	
Prise en considération du rapport de la commission de la culture sur l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Société de développement des industries de la culture et des communications	1137
Projet de loi 3 - Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public	
Adoption du principe	1137
M. Yves Bérubé	1138
M. Claude Ryan	1146
M. Michel Leduc	1158
M. Germain Leduc	1160
M. Jean-Paul Champagne	1163
M. Marcel Parent	1166
M. Patrice Laplante	1169
M. Herbert Marx	1172
M. Raymond Brouillet	1175
M. Maximilien Polak	1178
Ajournement	1181

Abonnement: 30 \$ par année pour les débats de la Chambre

Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au  
Service de distribution des documents parlementaires  
Assemblée nationale du Québec  
Édifice H - 4<sup>e</sup> étage  
Québec G1A 1A7  
Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

ISSN 0709-3632

Le jeudi 29 novembre 1984

(Quatorze heures deux minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir. Aux affaires courantes, il n'y a ni déclarations ministérielles ni présentation de projets de loi.

#### Rapport de l'ORSPFP

Au dépôt de documents, j'ai le plaisir de déposer le rapport 1983-1984 de l'Office de recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique.

Au dépôt de rapports de commissions, Mme la présidente de la commission des affaires sociales.

#### Vérification des engagements financiers

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 13 et 20 novembre 1984, aux fins de procéder à la vérification des engagements financiers qui sont de sa compétence pour les mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre 1984.

Le rapport est composé des procès-verbaux des séances du 6 septembre et du 30 octobre 1984, des procès-verbaux des séances de vérification des engagements financiers tenues les 13 et 20 novembre 1984.

Le Président: Rapport déposé. Au dépôt de pétitions, M. le député de Louis-Hébert.

#### Retrait du projet de loi 42 demandé

M. Doyon: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 326 pétitionnaires, membres du Syndicat des employés(es) de l'hôpital Laval, CSN, invoquant les faits suivants: "Nous ne sommes pas d'accord avec l'abolition de la rente à vie et son remplacement par un montant forfaitaire ridicule, avec la disparition de l'évaluation de l'incapacité permanente basée sur la difficulté de se retrouver un travail rémunérateur suite à une lésion permanente, avec les restrictions concernant le droit de retour à son emploi, car la sécurité du revenu n'est pas assurée jusqu'au moment de se retrouver un emploi, car le choix de son médecin et le respect de son diagnostic ne sont pas respectés, car le droit d'en appeler des décisions est limité avec l'orientation de ce projet de loi, car la responsabilité des employeurs n'est pas reconnue et une partie des coûts de la

réadaptation sont transférés aux régimes d'assistance sociale tels que l'aide sociale, l'assurance-chômage et la Régie des rentes du Québec qui sont défrayés par l'ensemble de la population.

"Nous concluons que le projet de loi 42 soit retiré".

Le Président: Pétition déposée. M. le député de Viau.

#### Modifications au projet de loi 42 demandées

M. Cusano: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 784 pétitionnaires de plusieurs circonscriptions électorales de la région de Montréal, concernant le projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, et invoquant les faits suivants: "Le projet ne répond pas aux revendications des accidentés(es) du travail et en voici quelques exemples: 1° disparition des rentes à vie pour incapacité permanente qui seront remplacées par des montants forfaitaires ridiculement bas; 2° disparition d'un palier d'appel indépendant, c'est-à-dire la Commission des affaires sociales, seul palier d'appel rendant, dans bien des cas, justice aux accidentés(es); 3° droit légal à la réadaptation pour les accidentés(es) appliqué selon un critère inacceptable pour les accidentés(es), soit la solution la plus économique; et concluant à ce que la loi actuelle soit maintenue mais modifiée immédiatement afin de répondre à nos revendications et à ce que soient adoptés les points positifs prévus dans le projet de loi 42."

Le Président: Pétition déposée.

Cela nous mène à la période de questions des députés. Je vous fais part auparavant qu'il y aura un vote reporté immédiatement après la période de questions. M. le député de Jean-Talon.

M. Rivest: Ma question s'adresse au premier ministre.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, le premier ministre sera ici dans quelques instants.

Le Président: Entre-temps, peut-on

passer à une autre question? M. le député de Laurier.

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### Inefficacité des services de placement québécois?

**M. Sirros:** M. le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Étant donné que la ministre semble tenir beaucoup plus à son ministère qu'à ses idées, il faudrait tout au moins qu'elle accepte de s'attaquer à temps plein à ses responsabilités ministérielles. Ma question concerne les centres Travail-Québec chargés essentiellement de deux choses, l'aide sociale et le placement. Dans un contexte de chômage élevé et du nombre extrêmement élevé de bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail, comment la ministre peut-elle permettre que les centres Travail-Québec, chargés, justement, de placer les chômeurs et les bénéficiaires de l'aide sociale aptes au travail, fonctionnent dans la confusion et l'inefficacité? Ma question précise est la suivante: Est-ce que la ministre est consciente que les services de placement québécois dont elle a la responsabilité se trouvent effectivement dans un état pitoyable?

**Le Président:** Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**Mme Marois:** Après un certain nombre de commentaires dont on peut contester la pertinence, lorsque le député de Laurier parle du fait que certains services dans les CTQ sont dans un état lamentable, j'aimerais qu'il précise un tant soit peu sa question. Ce que je peux dire à ce moment-ci, c'est que nous avons introduit certaines améliorations dans le système de placement et que pour introduire ces améliorations, évidemment, il était nécessaire qu'on vive une période de transition et d'ajustement. Je pense, entre autres, aux instruments nécessaires à l'"opérationnalisation" de la mission des centres Travail-Québec, à certains instruments informatiques, et il est possible que, pendant une période de temps déterminée, il y ait eu certaines difficultés. Enfin pour le reste, j'aimerais qu'on précise la question, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** Est-ce que la ministre pourrait préciser quand ces améliorations ont été apportées aux centres Travail-Québec?

**Le Président:** Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**Mme Marois:** Sous toute réserve, il me

semble qu'on a démarré - parce qu'on l'a fait évidemment par étapes, selon les régions, selon l'état d'avancement de leur dossier - à partir du printemps dernier et que les plus grandes difficultés, me semble-t-il, se sont posées à la fin du printemps et au début de l'été. Actuellement, ce que j'ai comme rapport, sous toute réserve toujours parce que je ne l'ai pas vérifié encore dans les derniers jours, ça semblait effectivement être en bonne voie de solution, là où les problèmes s'étaient posés.

**Le Président:** M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** Est-ce que la ministre est au courant d'une lettre signée par son sous-ministre adjoint et directeur général du réseau Travail-Québec, datée du 10 août 1984, qui parle de la fonction main-d'oeuvre, entre autres le placement et qui dit: "Le constat général qui se dégage laisse voir une zone de performance ministérielle dans un état de délabrement avancé."

Êtes-vous au courant de cette lettre là? Et, depuis le 10 août, qu'est-ce que vous avez fait pour réparer cet état de délabrement qui, en d'autres mots, veut dire en ruines quasiment?

**Le Président:** Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**Mme Marois:** Je ne connaissais pas le contenu très précis de la lettre mais je comprends qu'elle ait été envoyée puisque je souhaitais, et je l'ai dit à plusieurs reprises à l'intérieur de mon ministère, qu'on stimule les centres Travail-Québec, qu'on leur identifie les difficultés. Je ne suis donc pas étonnée que mon sous-ministre adjoint ait envoyé cette lettre même si je ne l'ai pas vue.

**Le Président:** M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** Question complémentaire, M. le Président. Trouvez-vous ça normal que vous nous disiez en Chambre que le plus gros des problèmes était au printemps dernier et que le 10 août votre sous-ministre dise que la situation est dans un état de délabrement avancé? Qu'est-ce que vous avez fait pour stimuler, comme vous dites, les centres Travail-Québec depuis le 10 août spécifiquement?

**Le Président:** Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**Mme Marois:** Depuis le 10 août il y a eu beaucoup de gestes posés, entre autres des rencontres entre le sous-ministre en titre du ministère et les gestionnaires... Je crois que mon collègue de Laurier a de la difficulté à entendre ma réponse à cause de

ses propres collègues, M. le Président.

Il y a donc eu des rencontres entre mon sous-ministre et les directeurs régionaux, de même que les regroupements régionaux des centres Travail-Québec. Il était évident aussi qu'il y avait certaines lacunes au niveau des ressources humaines en termes de nombre et nous avons donc injecté de nouvelles ressources dans le réseau Travail-Québec. Si je ne m'abuse, à la suite du constat fait au printemps, effectivement tout ce qui a trait au système de placement semble en bonne voie d'être efficace et opérationnel, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** M. le Président, deux questions supplémentaires. C'est clair que Mme la ministre n'a pas fait son pain quotidien de s'occuper de cela. C'est très clair.

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**M. Sirros:** N'est-il pas exact qu'un des problèmes précis et identifiés par le sous-ministre adjoint, dans sa lettre, c'est effectivement le manque d'objectifs et d'orientations précises, en date du 10 août?

**Le Président:** Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**M. Sirros:** Je m'excuse...

**Le Président:** Oui, M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** ...je demande le consentement de déposer la lettre pour qu'on sache de quoi on parle.

**Le Président:** Y a-t-il consentement au dépôt de ce document?

**Une voix:** Consentement.

**Une voix:** Aucune objection.

**Le Président:** Il y a consentement au dépôt du document.

Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**Mme Marois:** Malgré certaines difficultés que j'ai moi-même reconnues, M. le Président, et c'est assez normal pour une organisation et un ministère qui se voit confier des mandats importants, il reste que nous avons mis en place une nouvelle orientation fondamentale au ministère, que cette orientation s'est soldée par des résultats positifs pour les jeunes qui vivent un certain nombre de difficultés. D'autre part, nous sommes même à compléter - dans

quelques jours, j'aurai l'occasion d'en faire l'annonce ou d'informer tant les membres de cette Assemblée que la population en général - nous avons même réussi à mettre en place des réorientations profondes au niveau de programmes d'aide aux jeunes. Si cela ne semble pas satisfaisant, enfin, je me demande de quoi le député veut bien parler.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Jean-Talon.

#### **Les nouveaux pouvoirs à réclamer du gouvernement canadien**

**M. Rivest:** Ma question s'adresse au premier ministre. Vous avez, M. le premier ministre, eu des négociations de dernière minute avec trois de vos députés, soit le député d'Arthabaska, le député de Trois-Rivières et le député de Rivière-du-Loup, pour les garder dans l'équipe ministérielle après le virage que vous avez effectué. Or, ces députés ont déclaré à la presse que vous leur aviez promis et donné l'assurance - c'est l'expression du député de Rivière-du-Loup - que le gouvernement du Québec, votre gouvernement, réclamerait de nouveaux pouvoirs au gouvernement canadien et que cela serait connu au moment de l'élection. Ma question est la suivante, elle est double. La première: Est-ce exact? La deuxième: Si c'est exact, pourquoi n'avez-vous pas donné la même assurance au ministre des Finances et au ministre des Affaires sociales, MM. Laurin et Parizeau et les autres?

Une autre question: Est-ce que cette assurance que vous auriez donnée contredit votre déclaration qui a déclenché ce que l'on sait lorsque vous affirmiez - je le cite très brièvement: Il ne faudrait pas que la question référendaire soit l'enjeu électoral ni directement ni encore moins par une replongée dans la tentation de vouloir amorcer à la pièce quelque processus que ce soit de souveraineté en recommençant à nouveau, dans une semaine ou dans un mois, à évoquer chacun sa ou ses tranches préférées de l'objectif de souveraineté?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Ce qui est de la toute fin de l'intervention ou de la question, si on préfère, du député de Jean-Talon, je dois dire que je n'ai pas le temps de voir si c'est tout à fait en contexte ou hors contexte. Je reconnais quelque chose qui, me semble-t-il, provenait au moins en grande partie de ma modeste plume. Je n'ai rien à dire là-dessus. Sauf que pour revenir au début - et je suppose s'il y en a une - de la vraie question, inutile de dire que comme tous ceux qui sont ici de ce côté-ci de la Chambre, je suis très heureux qu'il y a quelques jours se soit dénouée, jusqu'à nouvel

ordre et peut-être pour un bon bout de temps, cette crise interne par la décision des trois députés que vous avez mentionnés, c'est-à-dire celui de Trois-Rivières, celui d'Arthabaska et celui de Rivière-du-Loup, de se sentir suffisamment convaincus - je n'ai pas à parler pour eux, mais je crois que c'est ça - pour continuer à faire route ensemble avec nous.

Ce que j'ai pu dire n'était rien à côté de ce qui a été dit parce qu'il y avait entre 50 et 100 personnes. Je comprends que le député n'ait pas tous les détails. J'avoue que j'en perds moi aussi. Ce que j'ai pu dire était donc très court à côté de ce qui a été pour nous, à l'intérieur de nos rangs, un extraordinairement beau spectacle, c'est-à-dire ce qu'on peut appeler, entre guillemets "une dynamique de groupe de gens qui se ressentent en équipe et qui essaient de voir comment il y a moyen de finir". M. le Président, heureusement qu'on a tous un peu la mémoire courte. Je vois le député d'Argenteuil qui se bidonne. Pourtant cela devrait lui rappeler quelques souvenirs. Cela étant dit, je voudrais juste ajouter parce que j'ai pigé ce que je pouvais, que c'est sûr que ce qui, en fin de compte, et on peut dire jusqu'à un certain point en dernière heure, a réussi - et Dieu sait qu'on a essayé tout le long - avec les trois députés en question, Dieu soit loué, n'avait pas réussi avec ceux qui sont partis. Bon, ils sont partis plus vite, peut-être avaient-ils moins besoin de réflexion, cela est leur droit. Les jours qui passent parfois permettent de réfléchir davantage. Puis, il y en a toujours - cela sera toujours vrai - qui sont plus exigeants plus longtemps que d'autres, ce qui ne veut pas dire que tout le monde n'est pas exigeant dans les cas comme cela.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Ce que vous évoquez - je vous ai parlé en termes concrets - c'est la déclaration du député de Rivière-du-Loup. Vous lui auriez indiqué que votre gouvernement, comme d'ailleurs la lettre des treize le demandait, s'engageait, d'ici à la prochaine élection, à réclamer de nouveaux pouvoirs du gouvernement canadien et que ces nouveaux pouvoirs seraient ce qu'on a appelé des morceaux de souveraineté...

**Le Président:** La question, M. le député.

**M. Rivest:** Une dernière question: N'est-il pas vrai que le député...

**Le Président:** Cela commence à ressembler beaucoup à un préambule à une question complémentaire. La question, M. le député.

**M. Rivest:** Une dernière question additionnelle: N'est-il pas vrai que le député de Rivière-du-Loup a interprété ce que vous lui avez dit, en privé cette fois et non pas devant 100 personnes, comme étant justement une étape vers la souveraineté?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, après quelques jours où - je ne résumerai pas longtemps - c'est sûr de notre côté qu'il y a eu plus que du brasse-canadiens, alimenté comme c'est inévitable par l'ensemble des médias, donc en même temps gonflé et amplifié, et comme cela aurait pu être évitable mais ne l'est jamais, encore davantage par l'Opposition, il est évident que le mot "espoir", pour beaucoup de gens qui se disaient: Bien, est-ce que c'est vrai à ce point que ...le mot "espoir", qui en particulier a été employé à un moment donné ce jour là, il y a quelques jours, par le député de Rivière-du-Loup lui-même, devient une sorte de clé. Qu'est-ce que j'ai pu dire? Je pense que vous en savez aussi long que moi maintenant, mais en gros - je ne vais pas recommencer à tout bout de champ - j'ai dit: Oui, je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas d'espoir. Premièrement, l'espoir que d'ici à la mi-janvier on soit le plus possible sur la même longueur d'onde - on a le temps encore d'écouter - que nos concitoyens, ce qui a quand même une certaine importance. Deuxièmement, l'espoir que jusqu'aux environs de janvier, pour des raisons que vous comprendrez, certains changent encore d'idée dans ce que je pourrais appeler - mais tout le monde n'est pas du même avis - la bonne direction, le bon sens. Et, troisièmement, réclamer de nouveaux pouvoirs, entre autres pour les mois qui viennent, et je pourrais même dire de nouveaux anciens pouvoirs du fédéral. Bien, Seigneur! Si vous ne l'aviez pas deviné... Je comprends que vous vous écoutez vous-mêmes beaucoup plus que vous n'écoutez quoi que ce soit, je ne vois pas pourquoi cette question est posée. Bien sûr, la réponse est oui.  
(14 h 20)

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Pourquoi cette question vous a-t-elle été posée directement par le Dr Camille Laurin et que vous semblez ne pas lui avoir répondu puisque le Dr Laurin a démissionné? Qu'est-ce que ça veut dire?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, ça revient très exactement...

**M. Bertrand:** ...au téléphone?

**Une voix:** Au téléphone, peut-être, au téléphone!

**Une voix:** On va s'en parler tantôt.

**M. Lévesque (Taillon):** Si ça ne vous suffit pas, il me semble que c'est tellement évident, ça vient d'être dit spontanément. Simplement, le Dr Laurin n'a pas écrit seulement une chose, il en a écrit un certain nombre, parce que c'est un homme, au-delà de toutes ses autres qualités, qui est très articulé et qui, quand il a le temps, articule bien. Il me semble que n'importe qui peut voir que ce n'est pas aussi simpliste que voudrait le laisser croire le député.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Ces nouveaux anciens ou nouveaux nouveaux pouvoirs morceaux de souveraineté, est-ce que vous allez en faire la demande formelle à votre rencontre avec le premier ministre du Canada, M. Mulroney, le 6 décembre prochain?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je pense que ce n'est pas un grand secret que d'apprendre au député - peut-être que pour lui c'est encore un secret - que le jeudi 6 décembre - c'est bientôt - en laissant de côté les rencontres préliminaires, comme celle d'il y a quelques jours et les quelques appels inévitables de part et d'autre, pour la première fois, pendant quelques heures, on pourra avoir ce qu'on peut appeler une rencontre bilatérale. Ce sera la première.

Il est évident qu'à ce moment-là, on va aborder, comme c'est normal dans les circonstances actuelles, pour essayer de maximiser tous les efforts, et surtout, comme M. Mulroney l'a dit avant et après la campagne, et comme nous nous tuons à le dire à quelque gouvernement fédéral que ce soit depuis avant la crise qui vient de secouer tout le monde, d'abord, comment faire mieux, faire moins mal de plus en plus du côté économique, ce qui veut dire aussi du côté emplois? Mais il est évident qu'au moins de façon préliminaire, c'est à lui, il me semble - sauf à ceux de ce côté-ci qui doivent se consulter - que je devrais le communiquer en premier.

Avec sa longue expérience un peu lointaine, sa longue expérience inter-gouvernementale que chacun connaît, le député de Jean-Talon doit savoir de quoi je parle.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Est-ce qu'au moins, M. le

premier ministre - je vois le député d'Arthabaska qui vous écoute, et il ne semble pas vous reconnaître - vous allez déposer cette liste de nouveaux pouvoirs sur lesquels vous vous êtes engagé auprès des députés, avant le congrès plénier du Parti québécois?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, ça, ça ne regarde vraiment pas le député. On verra.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** M. le Président, je veux bien que cela ne me regarde pas, mais le député de Trois-Rivières et le député d'Arthabaska vous posent la question par mon intermédiaire.

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, si on ne cesse pas de nous inquiéter sans arrêt à commencer par celui qui vous parle, cela va devenir intolérable.

**Le Président:** M. le député de Maskinongé, question principale.

#### **Demande de l'UPA de retirer le décret sur l'enregistrement des exploitations agricoles**

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et a trait justement au programme d'enregistrement des exploitations agricoles et de diffusion des informations agricoles, ce qu'on appelle communément le décret 524-84. L'Union des producteurs agricoles du Québec, réunie en congrès hier, a expédié un télégramme au ministre demandant le retrait pur et simple du décret 524-84. Le ministre a-t-il l'intention d'annoncer aujourd'hui même le retrait de ce décret?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Garon:** M. le Président, le décret qui met en vigueur l'enregistrement des exploitations agricoles est une mesure administrative nécessaire puisqu'elle permet au ministère de l'Agriculture d'avoir les données de base concernant l'administration des programmes pour accorder des subventions aux agriculteurs. L'enregistrement des exploitations agricoles permet également aujourd'hui au ministère, alors qu'on sait

qu'un grand nombre de cultivateurs font affaires sous des noms de compagnies, de mieux administrer les programmes et de répondre non pas entièrement mais en partie aux exigences du Vérificateur général qui nous a demandé d'administrer nos programmes d'une façon, si on veut, moins compliquée parce qu'on avait trop de renseignements à demander. À chaque année, ceux qui font affaires avec le ministère doivent remplir une fiche où ils fournissent un certain nombre de renseignements; ensuite, il n'est pas nécessaire de les demander pour chacun des programmes qu'on administre parce qu'on doit administrer au ministère de l'Agriculture près d'une centaine de programmes.

J'ai rencontré déjà l'exécutif des producteurs agricoles qui m'a demandé certaines modifications qui sont étudiées par le contentieux du ministère, mais à toutes fins utiles, le décret sur l'enregistrement des exploitations agricoles fonctionne très bien; les renseignements sont fournis par les agriculteurs et cela permet de mieux administrer les programmes.

**M. Picotte:** M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Maskinongé.

**M. Picotte:** Le ministre de l'Agriculture est-il prêt à donner suite par un autre décret dans ce cas à l'entente qui a eu lieu entre le contentieux de son ministère de même que l'étude Beaupré et Trudeau et l'Union des producteurs agricoles concernant les modifications à apporter à ce décret? Y aura-t-il un autre décret qui devrait être publié dans les jours qui viennent?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Garon:** Le député de Maskinongé est mal informé puisqu'il y a eu une rencontre entre les producteurs agricoles, l'exécutif de l'UPA moi-même à laquelle étaient présents les représentants du bureau d'avocats qui conseillent l'Union des producteurs agricoles et le contentieux du ministère. Au contraire, j'étais d'accord pour donner satisfaction aux producteurs agricoles dans leur demande dans les limites que permettait la législation. C'est plutôt le contentieux du ministère qui avait des réserves puisqu'il n'interprétait pas de la même façon les représentations du bureau d'avocats de l'Union des producteurs agricoles; il interprétait les textes d'une façon différente. En gros, les producteurs agricoles ne voulaient pas qu'il y ait de subvention et de carte de producteur pour les producteurs produisant pour moins de 3000 \$. Il faut revenir à la réalité. On

tombe dans des choses... Vous posez vos questions d'une façon tellement théorique que le monde ne peut pas comprendre. Mais je vais vous dire de quoi il est question. C'est que l'Union des producteurs agricoles ne voudrait pas qu'on donne des subventions aux agriculteurs qui produisent pour moins de 3000 \$ et que la carte du ministère, celle qui permet de faire affaires avec le ministère, ne soit pas donnée aux agriculteurs qui produisent pour moins de 3000 \$. Ils trouvent que, dans le système actuel, il y a des ouvertures qui permettent à certaines fermes d'avoir des cartes alors qu'elles ne produisent pas 3000 \$. C'est ce qui doit être ajusté présentement. Il ne s'agit pas d'un système très chinois. Il s'agit tout simplement de... À ce point de vue-là, j'étais assez d'accord avec eux et c'est de cela uniquement dont il est question.

**Le Président:** M. le député de Maskinongé.

**M. Picotte:** Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut-il me dire de quelle façon justement sera ajusté, à l'intérieur du décret, l'élément qu'il vient d'apporter en ce qui concerne les 3000 \$? En sus de ça, est-il exact que le décret 524-84 du mois de mars, tel qu'il est présentement, enlève à une autorité indépendante, c'est-à-dire la Régie des marchés agricoles, de déterminer qui doit être ou qui n'est pas producteur agricole et que c'est le ministère maintenant qui va décider si, effectivement, vous ne corrigez pas les 3000 \$... Mais d'abord, de quelle façon allez-vous corriger les 3000 \$ si le décret reste tel quel?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Garon:** Le ministère est responsable de l'administration de ses programmes. S'il y a des gens qui font une demande et qu'ils n'ont pas droit aux subventions du ministère, ce n'est pas à des organismes comme l'UPA ou à d'autres de dire s'ils y ont droit ou non. C'est le ministère qui est responsable de l'administration de ses programmes. Là-dessus, je pense bien qu'aucun organisme public ne va dire le contraire. Actuellement, on aimerait bien pouvoir dire qu'il faut passer par l'UPA pour avoir droit au programme du ministère. Alors qu'on dit tout simplement que ceux qui ont droit au programme y ont droit en fonction d'une réglementation précise et que si, dans certains cas, des comités locaux ont admis des gens qui n'auraient pas dû l'être, le ministère a le droit d'intervenir pour dire qu'ils ne seront pas admis parce qu'ils n'ont pas droit au programme. Cela évitera bien



des poursuites judiciaires par la suite.

**Le Président:** M. le député de Maskinongé.

**M. Picotte:** Question additionnelle. Qu'est-ce qui arrive dans ce cas-là, au comité ad hoc, constitué d'une part et, deuxièmement, est-ce qu'un producteur agricole, qui est capable de démontrer qu'il fait au moins 100 \$ de profit avec sa petite production, va être admissible à vos subventions justement, tel que vous le mentionnez ou si, effectivement, cela va rester à 3000 \$? De quelle façon les 3000 \$ vont-ils être précisés dans le décret qui est en vigueur?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Garon:** D'abord, il faudrait que le député de Maskinongé lise les textes de loi. Il n'est pas question de 100 \$ de profit. Ce n'est pas la loi. La loi... (14 h 30)

**M. Picotte:** C'est le décret.

**M. Garon:** Non. Le décret et la loi disent la même chose. C'est que le producteur agricole doit mettre en marché pour 3000 \$ de produits, qu'il fasse des profits ou non. Ce n'est pas jugé sur les profits, c'est jugé sur le montant de la mise en marché.

Il y a, au plan local, des gens qui acceptent ou non, des gens de l'UPA, disons, qu'on reconnaît comme producteurs agricoles ou non. Mais vous savez qu'à un moment donné, quand il y avait les N sur les licences, il y avait quasiment deux fois plus de N qu'il y avait de cultivateurs. Évidemment, il y avait une tentation forte au plan local de reconnaître des gens comme étant des cultivateurs qui paieraient une cotisation à l'UPA et qui auraient ensuite une subvention du gouvernement pour payer moins cher l'assurance automobile.

Ce que je vous dis est très simple: sur le plan administratif, le comité existe. C'est le comité du ministère et de l'Union des producteurs agricoles qui est là pour évaluer si les gens doivent être reconnus comme producteurs agricoles. Mais le ministère, lui, quand il administre ses programmes, n'est pas automatiquement lié par ça. Pourquoi? Parce que dans l'administration de ses programmes, c'est lui qui est responsable de déterminer si un producteur a droit ou non à une subvention. Ce n'est pas un comité qui fait simplement une enquête pour recommander ou non tel producteur. Au niveau local - vous savez ce que c'est le niveau local - on peut vouloir recommander quelqu'un qui n'a pas nécessairement droit

aux subventions parce que cela va permettre une cotisation. On n'a pas à intervenir là-dedans, sauf que, dans les faits, dans les structures administratives, on a mis la recommandation de ce comité. Ce comité fait l'étude du cas mais, par ailleurs, si, au niveau du ministère, on se rend compte que le comité n'aurait pas dû reconnaître telle personne...

**Le Président:** En conclusion, M. le ministre.

**M. Garon:** ...et qu'on considère qu'elle n'a pas droit aux subventions, elle n'aura pas droit aux subventions parce que la responsabilité administrative, en dernier ressort, du point de vue des fonds publics, est une responsabilité du gouvernement.

**Le Président:** Question principale, M. le député d'Abitibi-Est.

#### **La conciliation à l'usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon**

**M. Bordeleau:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail et concerne un conflit de travail qui existe dans le comté d'Abitibi-Est, impliquant la compagnie Domtar à Lebel-sur-Quévillon. C'est un conflit de travail qui dure depuis plus de cinq mois et on sait que les relations du travail sont très difficiles à Lebel-sur-Quévillon depuis deux ans environ. La population de 3000 habitants est pratiquement prise en otage dans ce conflit. Le ministre du Travail a déjà eu l'occasion de s'en préoccuper parce que je l'ai sensibilisé déjà à plusieurs reprises et un conciliateur est nommé depuis le début du conflit. Ce que je voudrais demander au ministre du Travail, à la suite des dernières rencontres qui ont eu lieu entre le maire de Lebel-sur-Quévillon, M. Brisson, et son sous-ministre en titre au ministère du Travail, M. Blain, c'est si les réunions de la semaine dernière ont porté des fruits. Ont-elles donné des résultats qui nous permettent de croire que le dossier a avancé ou qu'il continue d'avancer depuis ce temps?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** Merci, M. le Président. Le député d'Abitibi-Est a effectivement très bien décrit la situation, tant au niveau du phénomène des relations du travail dans cette industrie qu'au niveau de la situation qui existe à Lebel-sur-Quévillon.

Il y a effectivement eu, vendredi dernier, le 23 novembre, une rencontre avec le maire de Lebel-sur-Quévillon, qui est un salarié syndiqué de Domtar, et un de ses conseillers qui, lui, est un cadre de Domtar. Tous les deux ont rencontré le sous-ministre,

M. Blain, et, après discussion, on a convenu que des efforts seraient tentés pour que la conciliation puisse se réamorcer dans les meilleurs délais. Ces efforts ont été utiles puisque, effectivement, la conciliation, qui avait été rompue depuis un bon moment, les positions qui s'étaient durcies de part et d'autre ayant été modifiées, a repris hier, le 28 novembre. Elle se continue aujourd'hui et les autres informations que j'ai, c'est que, tant et aussi longtemps que cela ne sera pas terminé, la conciliation va continuer.

**M. Bordeleau:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** M. le député d'Abitibi-Est, en complémentaire.

**M. Bordeleau:** Justement, à propos des rencontres d'hier et d'aujourd'hui, est-ce que, d'abord, le ministre sait ce qui s'est passé au cours de ces dernières rencontres? Est-ce qu'il peut faire le point et nous dire s'il pense qu'à partir de cette deuxième journée il y a des chances qu'on se rapproche d'un règlement dans ce conflit de travail?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** M. le Président, je sais effectivement ce qui s'est passé, mais je pense que, dans l'intérêt de toutes les parties, il ne serait pas utile que j'explique en détail la série des événements qui se sont passés depuis hier. Je n'entreprendrai pas non plus de me prononcer sur l'éventualité des résultats que donnera la conciliation. Ce que je peux dire, cependant, c'est qu'au moment où l'on se parle, le climat est plus serein qu'il ne l'a jamais été. Les parties ont accepté de revenir à la table avec l'aide du conciliateur; elles se parlent; des points qui étaient en litige ont été réglés et tout ce qu'il nous reste à souhaiter c'est que ce mécanisme qui a été enclenché hier puisse se continuer effectivement jusqu'à ce que nous ayons la nouvelle qu'une entente est intervenue entre les deux parties.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Louis-Hébert.

#### **Irrégularité commise par le directeur général du Grand Théâtre**

**M. Doyon:** Merci, M. le Président. Après les affriolantes festivités roses offertes par le ministre des Affaires culturelles à Diane Dufresne et payées par les contribuables québécois, voici que l'administration du Grand Théâtre de Québec est mise en cause. Le directeur général de cette régie d'État a été nommé il y a quelque temps, par ou sur recommandation du ministre des Affaires culturelles, pour

remettre de l'ordre dans la gestion des affaires du Grand Théâtre. Nous apprenons que le Vérificateur général du Québec, lors que son inspection régulière, aurait découvert que le directeur général, M. Pierre Duguay, avait, à même les fonds du Grand Théâtre, émis un chèque de plus de 7800 \$, signé par lui-même à l'ordre du Receveur Général du Canada pour payer ses impôts personnels au gouvernement fédéral.

Le ministre peut-il informer cette Assemblée quand il a été informé de cette très grave illégalité et quels sont les gestes concrets qu'il a posés à ce sujet?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Richard:** M. le Président, il est exact qu'une irrégularité administrative a été commise par le nouveau directeur général du Grand Théâtre puisqu'il avait fait émettre un chèque à l'ordre du Receveur Général du Canada pour payer un solde d'impôts. Ce que le député de Louis-Hébert aurait dû ajouter toutefois, parce que je pense que c'est la réputation d'un homme qui est en jeu, c'est que le directeur général avait également donné des instructions pour que ce montant soit déduit de sa paye à chaque semaine et que les intérêts soient également payés à chaque semaine à même son salaire.

J'ai été informé de cette irrégularité administrative par la présidente du Grand Théâtre de Québec, je pense le jour même où elle-même l'a apprise de la part du Vérificateur général. Il est évident que le conseil d'administration du Grand Théâtre de Québec a délibéré à plusieurs reprises et longuement sur ce cas. Le conseil d'administration du Grand Théâtre a décidé à l'unanimité, moins une personne membre du conseil d'administration, de ne pas congédier le nouveau directeur général mais de sévir sous la forme d'une réprimande.

M. le Président, on ne nous apprend rien puisque le conseil d'administration du Grand Théâtre, la présidente et le directeur général du Grand Théâtre ont eux-mêmes donné une conférence de presse pour raconter les faits, il y a déjà plusieurs jours. Ces faits ont été rapportés dans le journal *Le Soleil*.

**Le Président:** M. le député de Louis-Hébert.

**M. Doyon:** Le ministre confirme la totalité des faits que j'ai avancés. Ce que je veux savoir du ministre c'est ceci: Est-ce qu'il cautionne personnellement en disant qu'il s'agit d'un emprunt purement et simplement, d'une avance de fonds? Est-ce que le ministre cautionne cette façon d'agir par des gens qui ont accès aux fonds publics et est-ce que, dorénavant, chacun pourra se

prêter de l'argent en disant: je rembourserai et je donnerai des ordres à la comptabilité pour déduire de mon salaire les montants que je me serai avancés moi-même? Est-ce que le ministre est d'accord avec ça?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Richard:** Je n'ai jamais cautionné le geste du directeur général du Grand Théâtre. J'ai même demandé au conseil d'administration du Grand Théâtre de se pencher sur ce cas. C'est ce qu'ils ont fait à de nombreuses reprises, je crois savoir. Je respecte l'autonomie du Grand Théâtre qui, après plusieurs séances portant sur ce cas, a décidé de ne pas congédier le nouveau directeur général.

Non seulement je ne cautionne pas le geste, mais j'en ai même saisi le ministère de la Justice.

(14 h 40)

**Le Président:** M. le député de Louis-Hébert.

**M. Doyon:** M. le Président, est-ce que le ministre peut nous dire quand il a appris que ce geste avait été posé? Deuxièmement, est-ce qu'il peut nous dire s'il est exact que l'étude Grondin et associés, à la demande de la présidente du conseil d'administration, Mme Christine Piette, a émis une opinion juridique sur la nature du geste posé par M. Pierre Duguay? Est-ce que le ministre a été mis au courant de cette opinion juridique et à quel moment?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Richard:** M. le Président, de mémoire, il me serait difficile de répondre quand exactement. Je crois savoir que la présidente du conseil d'administration, il y a déjà plusieurs jours, plusieurs semaines même, m'en a informé dès qu'elle-même en eut été informée par le Vérificateur général. En ce qui a trait à l'opinion juridique émise par l'étude dont fait état le député de Louis-Hébert, elle n'a jamais été portée à ma connaissance.

**Le Président:** M. le député de Louis-Hébert.

**M. Doyon:** M. le Président, une question additionnelle à nouveau. Est-ce que le ministre, au-delà de ce que pense le conseil d'administration, peut nous dire si lui a toujours confiance en M. Pierre Duguay qui a pigé à même les fonds publics, comme il vient de le dire, pour agir en tant que fiduciaire des fonds publics en ce qui concerne le Grand Théâtre de Québec? Est-ce qu'il a toujours confiance en M. Pierre

Duguay.

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Richard:** M. le Président, le conseil d'administration du Grand Théâtre de Québec était beaucoup mieux en mesure que moi de juger du cas du directeur général du Grand Théâtre et il l'a fait, je le rappelle encore une fois, à l'occasion de plusieurs séances. J'ai entièrement confiance en ce conseil d'administration composé - comme le député de Louis-Hébert le sait pertinemment - de personnes éminemment responsables et qui, je pense, ont une bonne expertise. Je fais donc confiance à ce conseil d'administration et je respecte la décision qu'il a prise en toute autonomie. Je ne voudrais pas non plus que le député de Louis-Hébert me reproche de ne pas respecter l'autonomie des conseils d'administration des organismes culturels.

**Le Président:** M. le député de Louis-Hébert.

**M. Doyon:** M. le Président, le ministre des Affaires culturelles a tellement confiance qu'il a référé le cas au ministre de la Justice. Ce que je veux demander au ministre des Affaires culturelles, c'est: Comment défendra-t-il dorénavant aux gens qui sont dans des positions de confiance semblables à celle de M. Duguay d'agir de la même façon? Comment défendra-t-il, sans appliquer la loi de deux poids deux mesures, de faire exactement la même chose, ce qu'il dit ne pas être, finalement, si grave que cela chez M. Pierre Duguay? Comment peut-il séparer ces deux choses-là?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

**M. Richard:** M. le Président, dois-je me répéter? Le conseil d'administration était beaucoup mieux en mesure que moi-même de juger du cas du nouveau directeur général dont on m'a dit et dont je sais qu'il a fait, jusqu'à maintenant, un travail admirable comme directeur général du Grand Théâtre de Québec. Le conseil d'administration a pris la décision, sans que j'intervienne d'aucune manière, de ne pas congédier le nouveau directeur général. J'imagine que le conseil d'administration a pris une décision éclairée et je pose la question au député de Louis-Hébert: Condamne-t-il les huit membres du conseil d'administration qui ont pris cette décision-là?

**M. Doyon:** M. le Président, est-ce que je peux répondre à cette question?

**Le Président:** M. le député de Louis-Hébert, non. Vous pouvez poser une...

M. Doyon: Je vous condamne, M. le ministre des Affaires culturelles...

Le Président: Bon.

**Une voix:** J'ai une question supplémentaire.

**Le Président:** M. le député de Frontenac, en complémentaire.

**M. Grégoire:** Au premier ministre, et je m'aperçois qu'il n'est pas là. Alors, au ministre des Affaires culturelles. Est-ce la nouvelle politique fédéraliste du gouvernement que de prendre de l'argent du provincial pour payer les impôts fédéraux?

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**Le Président:** M. le ministre des Affaires culturelles.

M. Richard: M. le Président, encore une fois, je comprends que le député n'a pu s'interdire cette boutade, mais il faut faire attention. C'est la réputation du directeur général du Grand Théâtre qui est en jeu, et essentiellement - c'est cela que les faits démontrent - ce qu'on peut reprocher au directeur général - il a lui-même admis cela en conférence de presse - c'est d'avoir demandé au service de la comptabilité du Grand Théâtre de payer ses impôts, mais, immédiatement, il avait donné les instructions pour que cette somme-là soit retenue de son salaire...

**Des voix:** Ah!

**M. Richard:** ...y compris les intérêts. Alors, la vérité a ses droits...

**Des voix:** Ah!

**Le Président:** À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

**M. Richard:** Je ne voudrais pas qu'on se serve de ce forum pour salir quiconque impunément.

**Le Président:** Mme la députée de Jacques-Cartier, question principale.

#### **L'achat de micro-ordinateurs par les étudiants en génie du Québec**

**Mme Dougherty:** Ma question s'adresse au ministre "délégué par intérim" à la Science et à la Technologie. Le ministre est sans doute au courant du projet d'achat de micro-ordinateurs négocié par les étudiants en génie du Québec et de la demande de garantie de prêt et de financement que ceux-ci ont présentée au gouvernement. Le

ministre peut-il nous dire ce qu'il compte faire avec ce projet qui risque d'être sérieusement compromis si soumis à de nouveaux délais?

**Le Président:** M. le ministre de la Science et de la Technologie.

**M. Bérubé:** Merci. En fait, dans ce dossier, le ministre de l'Éducation avait complété une analyse et fait une proposition à son collègue le ministre de la Science et de la Technologie pour tenter de résoudre le problème. Le dossier était resté en suspens. Je puis vous assurer que d'ici à quelques jours il va se régler rapidement.

**Le Président:** Mme la députée de Jacques-Cartier, en complémentaire.

**Mme Dougherty:** Est-ce que le ministre est prêt à maintenir l'engagement de l'ancien ministre de la Science et de la Technologie?

**Le Président:** M. le ministre.

**Mme Dougherty:** Le ministre de la Science et de la Technologie s'était engagé à le présenter au Conseil des ministres avant la fin du mois. Est-ce que vous êtes prêt à maintenir cet engagement?

**Le Président:** M. le ministre de la Science et de la Technologie.

**M. Bérubé:** Effectivement, j'ai préparé, comme ministre de l'Éducation, une proposition à l'intention de mon ex-collègue de la Science et de la Technologie. Celui-ci ne partageait pas nécessairement l'ensemble des éléments de la proposition qui lui avait été faite. Il était à travailler avec les gens de son administration, soit à une modulation de la proposition qui était faite, soit à une proposition alternative avec laquelle il aurait peut-être été davantage d'accord. Le dossier en était là à ce moment. Maintenant, il est clair qu'à partir du moment où je reprends le dossier, j'aurai davantage tendance à partir de la proposition que nous avons préparée au ministère de l'Éducation et c'est effectivement celle-là que j'entends présenter à mes collègues.

Je tiens, cependant, à bien mettre en garde la députée dans la mesure où il est clair, premièrement, qu'il n'y a pas de crédits prévus dans les budgets existants dans les ministères votés par l'Assemblée nationale au printemps dernier, d'une part. D'autre part, il n'y a pas eu de demande dans le cadre du budget supplémentaire et que s'il devait y avoir décision, il faudrait que ce soit dans le cadre de l'allocation par le Comité des priorités d'allocations additionnelles. Toutefois je dois dire que la proposition que j'ai faite est une proposition

qui représente un coût modeste, somme toute, et qui représente un compromis valable à la demande proposée par les étudiants. Merci.

**Le Président:** Une dernière question. Oui. M. le député de Vaudreuil-Soulanges, brièvement. Il reste très peu de temps.

#### L'indexation des exemptions d'impôt

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Brièvement, cela peut être plus difficile. Ma question s'adresse au nouveau ministre des Finances. Il y a deux jours je demandais au premier ministre quels étaient les gestes que le gouvernement entendait poser à l'endroit des engagements du prédécesseur du ministre des Finances qui, dans son discours sur le budget, en mai dernier, avait indiqué qu'il retardait volontairement certaines décisions à une date postérieure à la discussion du livre blanc. Le premier ministre ne semblait pas du tout savoir de quoi il retournait. Ce n'est pas étonnant ni nouveau pour la Chambre. Il s'agissait de se souvenir du discours sur le budget de l'ancien ministre des Finances qui disait: Enfin, j'annonce normalement au printemps le taux d'indexation des exemptions en raison des changements importants que propose le livre blanc. Je retarde donc. Il est préférable d'attendre l'issue de cette publication, des discussions, avant de faire ces annonces.

Il est évident que les petites, moyennes et grosses entreprises au Québec trouvent relativement urgent de préparer les feuilles de paie, les systèmes de déduction à la source qu'elles auront à faire dès le 1er janvier. Est-ce que le ministre actuel des Finances entend donner suite à l'engagement de son collègue avant le 1er janvier?  
(14 h 50)

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Duhaime:** M. le Président, c'est un fait que mon prédécesseur avait évoqué la possibilité d'envisager une formule quelconque d'indexation des exemptions d'impôt sur le revenu des particuliers qui pourrait entrer en vigueur le 1er janvier 1985. J'ai eu à peine quelques heures pour faire le tour du dossier. Je vous dirai que si je me trouvais aujourd'hui en 1972, en 1973, en 1974, en 1975 ou en 1976, alors que le Québec n'avait pas connu une crise mondiale de l'économie, j'aurais peut-être contrôlé davantage les dépenses publiques, engagé moins de fonctionnaires, et possiblement, à cette époque, envisagé d'indexer les exemptions. Mais aujourd'hui nous sortons à peine d'une des pires secousses sismiques que l'économie mondiale ait connues et nous en avons subi les conséquences que vous connaissez. Aussi bien régler le problème tout de suite, il n'y

aura pas d'indexation des exemptions d'impôt.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** M. le Président.

**Le Président:** Il faudrait avoir le consentement parce que la période des questions est terminée. Est-ce qu'il y a consentement pour une question complémentaire.

**Une voix:** Une courte additionnelle.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Une courte additionnelle, de consentement.

**Le Président:** Consentement, M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Est-ce que le ministre des Finances se rend compte ou se souvient que l'indexation ne faisait même partie du débat public dans les années qu'il a évoquées, 1970 à 1975? Est-ce que le ministre se rend compte que c'est un vulgaire procès d'intention que de prétendre que le Parti libéral n'aurait jamais indexé les exemptions personnelles? Est-ce que le ministre ne se souvient surtout pas que dans ces années les Québécois avaient du travail et pouvaient payer des impôts mais que l'exemption, les indexations...

**Le Président:** Un rappel au règlement, M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, le ministre des Finances est bien prêt à répondre, mais je pense que si on se réfère au règlement il s'agissait bien plus d'une argumentation et d'un débat que d'une question additionnelle.

**Le Président:** La question est posée, M. le ministre des Finances.

**M. Duhaime:** Je suis un peu étonné par la question parce que je me souviens des campagnes électorales de 1970 et de 1973. Le député de Vaudreuil-Soulanges était probablement sur un autre continent à cette époque, mais M. Bourassa s'était engagé, ainsi que son ministre des Finances, M. Garneau, très clairement sur cela. S'il n'en tient qu'à moi... Pour l'année 1985, le député de Vaudreuil-Soulanges sait très bien que ce dont nous parlons c'est d'un montant de 250 000 000 \$, ce n'est pas de la petite bière. Aussi bien régler le problème. Je répète essentiellement qu'en jetant un coup d'oeil sur le rythme de croissance des dépenses publiques du Québec sous le régime de Bourassa, je vois qu'on a atteint des seuils historiques qui ont dépassé 20% - je ne voudrais pas perdre la mémoire - et je

dis simplement que le 1er janvier 1985 l'indexation des exemptions d'impôt sur le revenu des particuliers au Québec n'aura pas lieu, point à la ligne.

**Le Président:** J'entendais M. le député de Deux-Montagnes qui, du fond de l'Assemblée, se plaignait qu'on n'entendait pas le ministre. Ce n'est pas la faute des micros, M. le député, c'est la faute du brouhaha incessant, constant, systématique qui règne à longueur de périodes de questions de part et d'autre et partout dans l'Assemblée. J'ai, à maintes reprises, invité les députés à tenir leurs colloques, conversations bilatérales, trilatérales ou minicaucuses à l'extérieur de la Chambre, mais sans grand succès, semble-t-il.

M. le leader de l'Opposition.

**M. Gratton:** M. le Président, vous conviendrez sûrement que cela ne nous nuirait pas non plus si le nouveau ministre des Finances parlait directement dans le micro.

**Le Président:** On ne va pas faire des rappels au règlement sur des aspects purement techniques, à savoir la capacité des microphones de l'Assemblée de capter les propos. Ces microphones sont très sensibles, ils sont capables de capter les sons et on est parfaitement capable d'entendre dans l'Assemblée lorsqu'il règne un silence aussi complet que possible.

**M. Duhaime:** M. le Président...

**Le Président:** Oui, M. le ministre des Finances.

**M. Duhaime:** ...je voudrais dire au leader parlementaire, sur une question de privilège, simplement ceci.

**Le Président:** M. le ministre. Si vous soulevez une question de privilège, vous devez d'abord m'indiquer quel privilège vous invoquez parce que, a priori, je dois vous dire que je ne vois pas du tout en quoi une question de privilège peut être soulevée.

**M. Duhaime:** C'est que l'Opposition confond micro avec radio, M. le Président.

**Mise aux voix de la motion proposant que l'Assemblée déplore les dépenses inutiles et la publicité partisane du gouvernement**

**Le Président:** Le temps que nos collègues... Nous allons mettre aux voix la motion de M. le député de Gatineau, dès que nous pourrons nous comprendre mutuellement et que nos collègues seront entrés en Chambre, ce qui semble être le cas. C'est

une motion qui se lit ainsi:

"Que cette Assemblée déplore vivement le manque de rigueur et de discernement dont continue de faire preuve le gouvernement péquiste dans l'utilisation de l'argent des contribuables québécois, tel qu'illustré par les dépenses inutiles et la publicité partisane."

Que les députés favorables à cette motion veuillent bien se lever.

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Gratton (Gatineau), O'Gallagher (Robert Baldwin), Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Ryan (Argenteuil), Vaillancourt (Orford), Mme Bacon (Chomedey), M. Marx (D'Arcy McGee), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Middlemiss (Pontiac), Blank (Saint-Louis), Hains (Saint-Henri), Polak (Sainte-Anne), Saintonge (La Prairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Côté (Charlesbourg), Pagé (Portneuf), Paradis (Brome-Missisquoi), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Doyon (Louis-Hébert), Sirros (Laurier), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Dauphin (Marquette), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Leduc (Saint-Laurent), Mmes Bélanger (Mégantic-Compton), Saint-Amand (Jonquière), MM. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), Pratt (Marie-Victorin), Parent (Sauvé), Bisailon (Sainte-Marie), de Bellefeuille (Deux-Montagnes).

**Le Président:** Que les députés qui s'opposent à cette motion veuillent bien se lever.

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Lévesque (Taillon), Bertrand (Vanier), Jolivet (Laviolette), Marcoux (Rimouski), Mme Marois (La Peltre), MM. Clair (Drummond), Duhaime (Saint-Maurice), Johnson (Anjou), Bérubé (Matane), Tardif (Crémazie), Rochefort (Gouin), Dean (Prévost), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Dupré (Saint-Hyacinthe), Garon (Lévis), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Rodrigue (Vimont), Chevrete (Joliette), Richard (Montmorency), Ouellette (Beauce-Nord), Rancourt (Saint-François), Leduc (Fabre), Bordeleau (Abitibi-Est), Boucher (Rivière-du-Loup), Marquis (Matapédia), Gauthier (Roberval), Mme Lachapelle (Dorion), MM. Blouin (Rousseau), Lavigne (Beauharnois), Le May (Gaspé), Beaumier (Nicolet), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Beauséjour (Iberville), Martel (Richelieu), Baril (Arthabaska), Laplante (Bourassa), Charbonneau (Verchères), Brouillet (Chauveau), Champagne (Mille-Îles), Blais (Terrebonne), Lachance (Bellechasse), Gravel

(Limoilou), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), Le Blanc (Montmagny-L'Islet), Léonard (Labelle), Mme LeBlanc-Bantey (Îles-de-la-Madeleine).

**Le Président:** Que ceux qui s'abstiennent veuillent bien se lever.

**Le Secrétaire adjoint:** M. Grégoire (Frontenac).

**Le Secrétaire:** Pour: 41  
Contre: 54  
Abstentions: 1

(15 heures)

**Le Président:** La motion est rejetée. Aux motions sans préavis. Aux avis touchant les travaux des commissions. Pardon?

**Une voix:** Il y a une motion du député de Labelle.

**Le Président:** Oh! Je m'excuse, M. le député. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Avec le consentement de l'Assemblée, je voudrais présenter la motion suivante: "Que cette Assemblée offre ses remerciements et ses félicitations à M. Jacques Parizeau pour les services remarquables qu'il a rendus au Québec, comme conseiller de plusieurs gouvernements, comme ministre des Finances et comme député de L'Assomption et souligne, de plus, sa haute conception du parlementarisme et du rôle de l'État".

**Le Président:** Y a-t-il consentement à la discussion d'une telle motion?

**M. Gratton:** Consentement.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, je vais donner exactement la même indication que le leader de l'Opposition officielle, hier: c'est que nous ne refusons pas notre consentement, loin de là, à la discussion de cette motion. Je veux l'indiquer immédiatement au député. Mais je dois indiquer aussi que le premier ministre souhaiterait pouvoir parler sur cette motion. Le premier ministre - et, d'ailleurs, j'en avais été informé bien avant la période de questions - doit quitter Québec pour Montréal immédiatement.

**Des voix:** Ah!

**M. Bertrand:** Le premier ministre souhaiterait... Hier, on a été très coopératif avec le leader de l'Opposition...

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** Est-ce que le taux d'adrénaline du député de Charlesbourg peut baisser un peu pour qu'on puisse...

**Une voix:** Il partira une demi-heure en retard...

**Le Président:** Pouvez-vous terminer votre intervention?

**M. Bertrand:** Alors ma demande est très simple, c'est que si le député acceptait que nous puissions le faire lundi, à ce moment-là, le premier ministre... Lundi. Nous siégeons lundi. Le premier ministre, à ce moment-là, pourrait être disponible à l'Assemblée nationale. Comme nous l'avons fait, hier, pour le député de Trois-Rivières, qui aurait souhaité parler sur cette motion, qui n'est pas présent ici aujourd'hui, je pense qu'on pourrait peut-être donner le même genre de consentement.

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition.

**M. Gratton:** M. le Président, je regrette de devoir m'opposer à ce que dit le leader du gouvernement, dans le sens où il dit: On fait comme l'Opposition officielle, hier. Les circonstances sont complètement différentes. Je pense bien qu'il doit y avoir un porte-parole qui pourrait parler au nom du gouvernement sur la motion que présente le député de Labelle. Hier, si on a demandé qu'elle soit reportée à aujourd'hui, c'est qu'il s'agissait de la dernière période qui appartient à l'Opposition, le dernier mercredi. Ce n'était pas pour privilégier l'intervention d'un député ou d'un autre du côté de l'Opposition.

Quant à nous, il nous semble que si on attend trop tard, il sera trop tard effectivement pour souligner le départ de M. Parizeau. Il est parti déjà depuis deux jours.

**Le Président:** À l'ordre! N'entrons pas dans... Sans vouloir commencer un débat sur la question, parce que... M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, je fais une demande très simple au député de Labelle. J'indique que nous ne refuserons certainement pas notre consentement à ce que cette motion puisse être discutée. Nous souhaiterions que cette motion puisse être discutée et que le premier ministre du Québec, lui-même, puisse avoir l'occasion de s'exprimer. Je demande au député de Labelle, dans les circonstances, s'il accepterait que sa motion puisse être reportée à lundi. Je puis lui dire qu'effectivement, à ce moment-là, nous nous ferons un plaisir de la discuter.

**Le Président:** M. le chef de Labelle.  
l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, pour qu'on se comprenne très bien, je pense bien que le leader parlementaire du gouvernement aimerait que le premier ministre intervienne. C'est un peu le sens de ses remarques. Mais le premier ministre en a eu l'occasion, lorsque le ministre des Finances a démissionné.

**Le Président:** Je ne veux pas faire un débat sur la question. Le leader du gouvernement s'est adressé au proposeur de la motion...

**M. Bisailon:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Président:** Oui, M. le député de Sainte-Marie.

**M. Bisailon:** C'est une demande de directive, M. le Président. Comme moi, M. le Président, vous avez pu remarquer, au moment où le député de Labelle a présenté sa motion, qu'il y avait consentement à la discussion...

**Des voix:** C'est cela.

**M. Bisailon:** Ma demande de directive est à l'effet suivant: si le député de Labelle acceptait aujourd'hui de la reporter à lundi, est-ce qu'on tiendrait pour acquis ce consentement pour lundi, dès maintenant? Autrement dit, ce que je crains, c'est qu'on ne puisse plus, lundi, à cause de procédures qui pourraient être différentes, discuter de cette question-là. C'est de cela que je voudrais bien m'assurer avant que le député consente à ce qui lui est demandé par le leader du gouvernement. Je voudrais savoir si, effectivement, il va avoir l'occasion - et nous, par la même occasion aussi - de discuter de cette motion lundi.

**Le Président:** Ce n'était pas une demande de directive. C'était davantage une intervention. J'ai laissé intervenir beaucoup de personnes. La question que j'avais posée à l'origine, c'était: Est-ce qu'il y a consentement à la discussion de la motion? Oui ou non? S'il n'y a pas consentement, cela règle le cas et nous allons passer à autre chose.

**M. Gratton:** M. le Président, je voudrais indiquer très clairement qu'il y a consentement de la part de l'Opposition officielle.

**Une voix:** Il y a consentement?

**Le Président:** Très bien. M. le député de

**M. Léonard:** M. le Président, je ne voudrais pas qu'on s'éternise trop longtemps pour discuter d'une motion de félicitations et de remerciements à l'endroit de quelqu'un qui a fait des choses insignes pour le Québec. Et, comme le parti gouvernemental peut simplement refuser, je pense que je vais me rendre et accepter de la discuter lundi.

**Une voix:** Très bien.

**Le Président:** Bien. Donc, la motion sera présentée de nouveau lundi.

Aux avis touchant les travaux des commissions, M. le leader du gouvernement.

#### Avis touchant les travaux des commissions

**M. Bertrand:** M. le Président, aujourd'hui, après les affaires courantes, jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

À la salle 81, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales. Si cette commission ne devait pas avoir terminé l'étude de ce projet de loi ce soir, elle la poursuivrait demain, soit le vendredi 30 novembre, de 10 heures à 12 heures, à la salle 81.

À la salle 91, la commission du budget et de l'administration procédera à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Je voudrais aussi, M. le Président, apporter une modification à un avis qui avait été donné concernant la date de la consultation particulière sur le projet de loi 13. La commission de l'aménagement et des équipements procédera à la consultation particulière sur ce projet de loi...

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, je vous arrête à nouveau avec grand regret. Je rappelle aux nombreux députés qui sont debout...

**Une voix:** Dont vous.

**Le Président:** ...que les règlements de la Chambre... M. le député d'Iberville, cela s'applique à vous aussi qui êtes debout. Veuillez prendre votre siège.

**Une voix:** Il reste là.



**Une voix:** Il ne comprend rien. Ce n'est pas compliqué cela...

**Une voix:** On ne comprend rien.

**Le Président:** Bien.

**Une voix:** C'est vrai.

**Le Président:** Puis-je rappeler, ce qui me semble un peu superflu normalement, qu'il y a quand même l'article 32 du règlement concernant le rôle des députés. Les députés en Chambre "occupent la place qui leur a été assignée par le président, y demeurent assis et gardent le silence à moins d'avoir obtenu la parole." Le moins qu'on puisse dire depuis quelques jours, c'est qu'il y en a qui ne restent pas assis, et pour ce qui est du silence, c'est une question qui est presque superflue.

M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, je termine donc sur cette modification à un avis qui a été donné relativement à la consultation particulière sur le projet de loi 13, Loi sur les parcs nationaux. Cette consultation particulière n'aura pas lieu le mardi 11 décembre, mais bien le mercredi 12 décembre 1984, tel que mentionné hier lors de la séance, c'est-à-dire que nous allons rectifier l'avis qui avait été donné.

**Le Président:** Bien. Aux renseignements touchant les travaux...

**Une voix:** M. le Président...

**Le Président:** Oui. Je veux simplement donner...

**M. Fortier:** ...question.

**Le Président:** Oui, oui, oui, M. le député. Je veux simplement rappeler que l'interpellation qui aura lieu demain est celle du député de Brome-Missisquoi au ministre des Affaires sociales sur le sujet mentionné au feuillet, qui est "l'indifférence du gouvernement péquiste et l'incohérence de ses politiques dans les dossiers de la santé et des services sociaux" et qu'il y aura, par ordre de l'Assemblée, une interpellation vendredi prochain, nonobstant le règlement touchant la période du mois de décembre, et que cette interpellation - je vais la retrouver, j'espère, dans le feuillet - est celle du député de Portneuf au ministre du Travail sur l'industrie de la coiffure. Bien! (15 h 10)

M. le député de D'Arcy McGee aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

#### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

**M. Marx:** Sur les travaux de la Chambre, M. le leader du gouvernement, c'est

indiqué que mardi le 4 décembre on va faire l'étude article par article des projets de loi privés. Est-ce mardi ou lundi?

**Le Président:** M. le député d'Outremont en attendant le renseignement à ce sujet-là.

**M. Fortier:** M. le Président, j'ai fait inscrire au feuillet de l'Assemblée trois questions écrites, au mois de mars dernier. Elles ont été reportées au feuillet au mois d'octobre. Je n'ai reçu qu'une seule réponse sur ces trois questions. Il en reste deux pour lesquelles je n'ai pas reçu de réponse. J'en ai inscrit une autre au mois d'octobre dernier, qui n'était pas inscrite au mois de mars. Étant donné que, semble-t-il, nous avons un ingénieur qui devrait être plus efficace que l'ancien ministre de l'Énergie et des Ressources, est-ce que le leader peut m'assurer que j'aurai enfin des réponses dont j'ai besoin pour continuer mes travaux en ce qui a trait aux questions que j'ai posées par écrit au feuillet au mois de mars?

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** Dès cet après-midi je vais m'assurer qu'on communique avec l'ensemble des cabinets politiques pour que réponses soient données aux questions qui ont été inscrites au feuillet par les députés, qu'ils soient de l'Opposition ou du parti ministériel.

Quant à la question du député de D'Arcy McGee, les projets de loi privés relatifs à la Justice seront étudiés lundi et ceux relatifs aux Affaires municipales, mardi.

#### Prise en considération du rapport de la commission de la culture sur l'examen des activités de la SODICC

**Le Président:** Ce qui nous mène donc aux affaires du jour et à la prise en considération du rapport de la commission de la culture qui a siégé les 30 et 31 octobre afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Société de développement des industries de la culture et des communications.

Y a-t-il des intervenants?

**Une voix:** Adopté.

**Le Président:** Le rapport est adopté.

#### Projet de loi 3

#### Adoption du principe

Nous passons donc au débat sur le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public. La parole est au ministre de l'Éducation.

**M. Yves Bérubé**

**M. Bérubé:** Merci, M. le Président. Certaines de nos lois ont comme effet, apportent comme résultat de changer en profondeur nos institutions qui façonnent même notre façon d'être.

Certes, lorsqu'on parle d'une réforme d'une loi de l'instruction publique, on parle d'une réforme d'un système qui est véritablement le creuset de la société car, année après année, vont passer à travers notre système d'éducation des générations de jeunes qui vont bâtir ce que nous voulons être la société de demain. Par conséquent, une loi comme celle de l'instruction publique est nécessairement une loi à laquelle nous devons apporter beaucoup d'intérêt et d'attention.

À tel point que la loi actuelle, la vieille loi de l'instruction publique dont nous allons discuter est une loi qui remonte à 1899. Oh! elle a été amendée systématiquement, méthodiquement depuis au moins 25 ans, mais on n'a pas toujours respecté cette cohérence interne de cette vieille dame qu'était la Loi sur l'instruction publique de 1899.

On retrouve encore aujourd'hui un grand nombre d'articles, de dispositions qui ne sont plus appliqués. On retrouve éparpillés absolument partout dans toute la loi, des articles qui traitent de la responsabilité des pouvoirs de tous les intervenants qui façonnent l'école. On y trouve des pouvoirs ministériels très larges, car autrefois on voulait donner au gouvernement le plus de pouvoirs possible. Ces pouvoirs-là sont donc très larges, sont imprécis. Ils donnent ouverture à une intervention systématique et à une certaine déresponsabilisation de la part de ceux qui font l'école.

Le temps est venu de se donner une nouvelle loi, une loi plus claire, une loi moderne, une loi qui définirait, par exemple, ce qui n'existe pas dans la loi actuelle, qui définirait le droit des élèves, qui définirait des services éducatifs que doit fournir le système scolaire, qui définirait les droits et responsabilités de l'éducateur, qui définirait la place de ceux qui encadrent l'acte pédagogique. On pense aussi ici à la direction. On pense aux enseignants, aux parents, aux élus locaux, au ministre de l'Éducation, au gouvernement.

On voudrait une loi qui donne un cadre administratif qui soit plus respectueux de la réalité québécoise moderne qui n'est plus la réalité de 1899. On voudrait une structure administrative pour nos commissions scolaires qui soit linguistique, qui favorise une réelle participation de tous nos concitoyens anglophones, de toute confessionnalité, à la gestion de leurs écoles. On voudrait favoriser la mise en place d'un réseau intégré d'écoles qui puisse répondre à des besoins qui sont

variés, qui sont différenciés selon les besoins et la volonté de tous nos intervenants en milieu scolaire. On voudrait favoriser une école qui soit accessible, accueillante à un simple pluralisme qui se développe à l'heure actuelle au Québec. On voudrait donc une loi qui soit mieux adaptée à une société qui a beaucoup changé depuis 100 ans et qui a besoin aujourd'hui, sans doute, d'une loi qui encadre un système d'éducation plus moderne et qui, en même temps, puisse stimuler, engendrer, développer de nouveaux courants de changement au sein de notre système d'éducation de manière à orienter l'éducation au Québec dans un sens que nous désirons.

Notre système d'éducation vit des problèmes comme partout ailleurs. Nous avons souvent trop tendance à les exagérer, à en amplifier leur importance en oubliant qu'ils représentent la marge, la frange, que l'essentiel dans notre système d'éducation va fondamentalement bien. Mais nous vivons des situations qu'il faut continuellement tenter de corriger.

Je participais, la semaine dernière, à cette conférence de l'Organisation de coopération et de développement économique qui regroupe tous ces pays industrialisés d'Europe, mais aussi quelques-uns d'Asie. On pense au Japon, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Donc, elle regroupe ces pays. Au départ, c'était dans un but fort généreux de venir en aide aux pays en voie de développement et, graduellement, cela s'est muté en un vaste forum où nous échangeons sur nos institutions politiques, économiques, et où nous tentons de voir quelles orientations prennent les différents pays dans le monde. Car il est intéressant de voir ce que font les autres, de voir quels sont les courants qui transforment les systèmes d'éducation, par exemple, dans le monde, de telle sorte que l'on puisse juger si on est dans la bonne direction ou, au contraire, si on va à contre-courant.

Dans ces textes qui étaient soumis à notre attention, on nous parlait du problème d'une démoralisation que l'on observe chez nos éducateurs dans le monde. Je cite, par exemple: "Le moral des enseignants est sapé non seulement par la diminution des effectifs de leur profession, mais aussi par les pressions auxquelles ils sont soumis pour modifier leur style et leur méthode pédagogique, élargir leur expérience de la société et abandonner une part plus ou moins importante de leur autonomie dans la classe." On croirait lire cette phrase comme si elle était adressée au Québec. Oui, nous avons de nouveaux régimes pédagogiques que nous implantons et qui causent des difficultés à nos enseignants. Oui, effectivement, les effectifs de nos enseignants avec la diminution des effectifs étudiants décroissent eux aussi. Oui, effectivement, nos enseignants doivent relever des défis reliés à

une transformation de la société qui compliquent leur tâche en classe. Ce qu'ils vivent n'est pas différent de ce que vivent les enseignants d'autres pays. Ce sont des problèmes réels auxquels nous devons nous attaquer en étant conscients que les solutions que nous allons trouver ont toutes les chances du monde de ressembler aux solutions que les autres ont découvertes ou sont en voie de découvrir.

À cette réunion de l'OCDE, on a également parlé de la place des parents. Je cite à nouveau ce texte qui nous était distribué pour susciter notre réflexion. "La revendication en faveur d'une association plus étroite de la population locale et des parents à la vie des établissements d'enseignement n'est que l'une des manifestations de l'opinion générale selon laquelle l'école devrait rendre plus largement compte de ses activités, mais elle est fondée sur la conviction de plus en plus répandue que la famille, en particulier, les opinions des parents et leurs encouragements, déterminent dans une mesure importante la façon dont les enfants apprennent et les résultats qu'ils obtiennent dans leurs études".

(15 h 20)

Voilà une préoccupation que tous les systèmes d'éducation au monde doivent accommoder dans un effort de modernisation. Nous observons un peu partout ce problème de dépersonnalisation de nos écoles. D'abord parce que plus peut-être au Québec que dans beaucoup d'endroits dans le monde nous avons regroupé nos élèves dans de vastes écoles pour pouvoir leur offrir un éventail plus complet, plus large d'options qui auraient pu correspondre, à ce moment, à des choix individuels aux besoins particuliers de l'enfant. Nous avons également poursuivi un objectif d'accroissement de la scolarisation de nos enseignants. Nous avons voulu spécialiser nos maîtres en visant à améliorer le contenu de leurs cours. Ceci en même temps implique un temps moindre de contact entre un éducateur donné et un élève.

En effet, l'enseignant spécialisé se cantonnera à une matière plutôt qu'à plusieurs matières et devra donc voir un grand nombre de groupes d'élèves plutôt que de se concentrer sur un groupe en particulier. Ce qui coupe le contact personnel si essentiel dans le travail de l'éducation.

Nous observons aussi dans notre société comme partout ailleurs une déstabilisation du tissu social et familial qui est source d'insécurité pour l'enfant. Si en même temps on projette cet enfant plus rapidement encore dans un univers impersonnel, on devine les problèmes que cela suscite au sein de la classe. Plus ici qu'ailleurs avons-nous également vécu un certain climat d'affrontement entre nos intervenants. Par

exemple, la négociation de nos conventions collectives a dressé à tous les trois ans, enseignants et employeurs, les uns contre les autres. L'équipe école composée du directeur des enseignants a eu de la difficulté à se souder sans parler des traumatismes vécus au sein d'équipes d'éducateurs entre les éducateurs eux-mêmes.

Également, la participation progressive des enfants à la vie de l'école initiée vers les années soixante-douze leur a laissé rapidement l'impression qu'on tentait de les reléguer à un rôle peu glorieux d'organiseurs de sorties pour élèves ou de danses de fin d'année. Soulignons que la tendance centralisatrice de l'État a transformé les contrôles des finances publiques et des régimes pédagogiques en une multitude de règles desséchantes, déresponsabilisantes pour ceux qui se voient confier la tâche d'édifier le système d'éducation du Québec. Les volontés d'autonomie des commissions scolaires les ont amenées à s'opposer à l'action gouvernementale brisant ainsi des liens essentiels à un système d'éducation fondé sur deux niveaux de responsabilités qui sont condamnés à s'entendre.

En fait, nous vivons des problèmes comme partout ailleurs. Le projet de loi ne règle pas ces problèmes, ce sont des problèmes humains. Mais il vise à promouvoir un modèle de système d'éducation où chaque intervenant a une place tant sur le plan de la responsabilité décisionnelle au niveau de l'école, tant au chapitre de son droit à la consultation. Donc, chaque intervenant a une place. Chaque intervenant doit connaître sa place. Chacun doit avoir une place qu'il respecte.

Ce qui m'amène à vous parler des grands principes qui articulent le présent projet de loi. Nous faisons d'abord face à un problème d'organisation scolaire. Qui parle d'organisation scolaire parle de restructuration territoriale, linguistique ou administrative. D'une part, nous devons vivre avec un grand nombre de structures. Il est vrai que dans les années 1971, 1972, on a réduit considérablement le nombre de nos commissions scolaires, passant de quelque 1000 à 250. Soulignons que nous avons encore, toutes proportions gardées, plus de structures administratives qu'ailleurs. Que, par exemple, si on pouvait réussir à réduire le nombre de ces structures administratives, de 250 où elles sont présentement à environ 150, nous ferions une économie de tout près de 30 000 000 \$.

Il ne faut pas voir cette opération simplement sous l'aspect économie, mais il faut voir ce que représente cette économie. Par exemple, une telle économie de 30 000 000 \$ permettrait de doubler la quantité de matériel pédagogique acheté dans les écoles du Québec à chaque année. Quand

on sait l'importance de renouveler actuellement le matériel pédagogique dans nos écoles, quand on connaît l'insuffisance des ressources financières de nos commissions scolaires pour faire face à une telle exigence, on réalise à quel point mettre trop d'argent dans l'administration nous prive de ressources au niveau pédagogique. 30 000 000 \$, c'est engager 700 conseillers pédagogiques, par exemple, dans nos écoles pour aider à l'intégration d'élèves en difficulté d'apprentissage ou pour permettre à certains autres de nos élèves plus doués de progresser plus rapidement: 700 conseillers pédagogiques ou éducateurs spécialisés. On se rend compte que plus nous injectons de ressources dans l'administration, alors que nous pourrions faire moins, il est clair qu'à ce moment, en vertu du principe des vases communicants, nous privons la pédagogie, nous privons l'éducation de ressources ailleurs.

Le deuxième objectif relié à cette réforme des structures réside dans l'intégration de l'enseignement au primaire et secondaire. Ce problème ne se pose pas partout. Par exemple, il ne se pose pas dans des régions comme la région métropolitaine de Montréal. Mais dans la plupart des régions du Québec, nous disposons d'un niveau local avec des commissaires élus localement qui prennent en charge l'enseignement primaire. Nous avons des regroupements de commissions scolaires pour s'intéresser à l'enseignement secondaire. D'une part, l'école secondaire du quartier, souvent, est peu intégrée à la communauté car elle relève d'un organisme régional beaucoup plus vaste. Deuxièmement, le passage d'un jeune de l'école primaire à l'école secondaire est marqué d'une "césure" qui, en fait très fréquemment, peut s'avérer fort difficile pour l'enfant. On sait à quel point le passage à l'école secondaire présente un traumatisme chez beaucoup de nos jeunes. Des jeunes qui ont connu des difficultés d'apprentissage à l'école primaire, lorsqu'ils se retrouvent à l'école secondaire, se retrouvent littéralement coupés d'un bagage d'informations qui auraient pu couler l'école primaire vers l'école secondaire. C'est une demande unanime dans toutes les commissions scolaires du Québec de favoriser l'intégration de l'enseignement primaire et secondaire en un cycle continu unique. Évidemment, cela implique l'éclatement de structures administratives régionales, car les commissions scolaires régionales, qui disposaient de services du personnel, qui disposaient de services de gestion, de comptabilité, d'accueil aux étudiants, doivent forcément se démanteler pour s'intégrer aux commissions scolaires locales, à moins évidemment que ce soit la commission scolaire régionale qui absorbe la commission scolaire locale. Mais, dans un cas comme

dans l'autre, il nous faut procéder à une réforme des structures administratives. Cela implique des transferts d'école, de juridiction administrative, cela implique des transferts de personnel d'encadrement, cela implique donc des bouleversements administratifs.

Le troisième élément de cette réforme administrative a trait à la déconfectionnalisation des structures. Notre société est en plein changement. - Un instant, M. le Président, je vais dénicher un texte que je désire avoir. Voilà! - Donc, nous devons procéder comme troisième démarche de transformation de nos structures, à une déconfectionnalisation des structures scolaires. Il faut ici prendre bien garde aux termes que nous utilisons. Il faut comprendre le sens de la démarche entreprise par le présent projet de loi. Notre société québécoise est une société en mutation, en mutation très rapide. Nous nous dirigeons vers un certain pluralisme dans notre société, avec une majorité de citoyens qui désirent une école confessionnelle, différente, certes, de l'école des années quarante, c'est vrai, mais qui demeure confessionnelle, pour la majorité de nos concitoyens.

(15 h 30)

En même temps, nous avons vécu une immigration considérable qui est en voie de transformer notre société. Les dirigeants de la Commission des écoles catholiques de Montréal, venus nous rencontrer en commission parlementaire, nous ont rappelé alors qu'il y a une dizaine d'années, à peine 2% de leurs élèves étaient allophones. Aujourd'hui, c'est près de 25%. Il est clair que ces élèves qui nous viennent de tous les coins du monde ne pratiquent pas très fréquemment les mêmes religions que nous. Ils sont d'origine hindoue, musulmane, israélite, protestante. Ils nous viennent de tous les coins de l'univers et ont un bagage culturel et religieux qui est différent du nôtre.

Nos lois au Québec, la loi 22, la loi 101 les ont amenés à s'inscrire à l'école française. La loi n'a jamais dit qu'ils devaient s'inscrire à l'école catholique, mais on ne réalise pas suffisamment chez nous que pour aller à l'école française il fallait, en général, aller à l'école catholique. Chez nous, catholique et francophone étaient indissociablement unis, alors qu'aujourd'hui, on peut être catholique et anglophone, on peut être catholique et francophone, on peut être juif francophone comme juif anglophone. La démarcation entre les groupes qui constituent notre société n'est plus limpide et claire comme elle l'était autrefois.

À titre d'exemple, les anglo-catholiques se plaignent avec raison de l'impossibilité de se faire représenter politiquement au niveau local, de ne pas pouvoir exercer un contrôle sur les structures administratives qui régissent leur école. Ils sont noyés, on le

comprend, au sein d'une majorité franco-catholique. Par conséquent, quand arrive le temps des élections, quand arrive le temps de procéder à des nominations, il est normal que la majorité francophone prenne le contrôle des institutions scolaires où elle est très nettement majoritaire. Et les anglo-catholiques, souvent, se sentent mal à l'aise dans ces structures.

La multiplication des structures administratives pour répondre à ces besoins serait extraordinairement coûteuse et inefficace. Comment peut-on prévoir des clientèles scolaires, préparer des classes avec des enseignants si on peut passer d'une commission scolaire à l'autre? On était catholique, on désire un enseignement neutre pour ces enfants, ou protestant, comment partager les écoles, à ce moment-là, si elles ne tombent pas sous la juridiction d'un même organisme? La solution est simple: Il faut déconfectionnaliser les administrations car la comptabilité, la gestion du personnel, la gestion des immeubles n'ont pas à être confessionnelles.

Il faut maintenir, là où la majorité le désire, des écoles confessionnelles. Il faut offrir la possibilité de regrouper les élèves en fonction de leurs désirs, de leurs aspirations, de leurs orientations ou inclinaisons. Des parents qui aimeraient un projet éducatif catholique pourraient voir leurs enfants regroupés au sein d'une même école, de manière à pouvoir se doter d'un projet éducatif qui correspond à leur désir, à leurs aspirations.

Il faut en même temps - et ce doit être notre objectif essentiel - ouvrir l'école au pluralisme, garantir un enseignement catholique, protestant, un enseignement moral dans chacune de nos écoles de telle sorte que, progressivement, notre société s'habitue à cette multiplicité des origines, des formations, des cultures et qu'émerge une société québécoise homogène, issue de plusieurs souches culturelles différentes qui se sont enrichies mutuellement par leur rapport respectif.

La loi 3 ne supprime donc pas l'école confessionnelle, ce qu'elle supprime c'est l'administration publique confessionnelle. Cette déconfectionnalisation est attendue depuis longtemps. En fait, dès 1966, il y a 18 ans, dans la sixième tranche du rapport Parent, on recommandait une unification des structures de commission scolaire. En 1969, c'est le député d'Argenteuil qui me rappelait que l'ancien ministre du temps de l'Union Nationale, M. Jean-Guy Cardinal, déposait le projet de loi 62 qui devait mourir au feuillet. Rappelons-nous 1971. On a voulu réduire le nombre de commissions scolaires, mais sans toucher au caractère confessionnel de nos écoles. La loi 28, par contre, qui était proposée par M. Guy Saint-Pierre, proposait des commissions scolaires unifiées

particulièrement à Montréal; elle fut retirée. En 1975, sous le ministre François Cloutier d'alors, le mandat était confié par loi au conseil scolaire de l'île de Montréal afin qu'il propose une restructuration, mais l'absence de consensus empêcha qu'on y donne suite.

Ce sont, en fait, les lois 22 et 101 confirmant l'obligation pour les émigrants d'envoyer leurs enfants à l'école française qui nous obligent à apporter des changements les plus rapides possible, car notre système est en voie littéralement d'éclater.

Aujourd'hui, il y a unanimité, unanimité des évêques du Québec, unanimité même des élus locaux protestants qui sont venus nous dire que s'ils disposaient des mêmes garanties constitutionnelles vis-à-vis de la langue que celles dont ils croient disposer vis-à-vis de la confessionnalité, à ce moment-là, ils préféreraient des structures administratives linguistiques plutôt que confessionnelles.

Les personnels enseignants, les personnels cadres, les parents sont venus nous dire qu'il était temps effectivement de modifier les structures confessionnelles de nos commissions scolaires. En fait, il ne reste que les élus locaux francophones de la région métropolitaine de Montréal, et encore pas tous, qui élèvent une certaine voix dissidente dans le concert de l'unanimité au Québec.

Une question a été soulevée à laquelle, je pense, il faut apporter réponse ici, non pas réponse finale car il faut peser soigneusement cette décision que nous aurons à prendre. Doit-on demander un avis? Doit-on référer à une cour de justice avant de procéder ici à l'Assemblée nationale à l'adoption de la loi? D'abord, compte tenu d'une récente décision de la Cour d'appel, qu'il faut faire casser en Cour suprême à cause de son caractère fort discutable, on ne pourrait pas se contenter uniquement d'un avis de la Cour d'appel, il faudrait déposer ici à l'Assemblée nationale une loi spéciale pour pouvoir obtenir une décision finale au niveau de la Cour suprême. C'est le premier élément. Il s'agit là d'un geste absolument unique, très rare, dans notre système parlementaire. En effet, en vertu de la séparation des pouvoirs, les cours de justice doivent toujours préjuger de la validité des lois adoptées par les Parlements. Les cours doivent donc exercer la plus grande réserve face à l'invalidation de toute loi. Référer donc, avant que le Parlement n'ait statué, équivaut pour le Parlement à douter lui-même de son bon droit. Ce qui laisse à ce moment-là, puisque le Parlement lui-même préjuge de l'invalidité de sa loi, une marge de manœuvre encore plus large au pouvoir judiciaire pour modeler les institutions démocratiques. Or, le Parlement doit hésiter à demander avis à une cour avant de

procéder à l'adoption d'une loi. Il ne doit le faire que s'il doute réellement que son pouvoir est limité, car il n'appartient pas au pouvoir judiciaire de façonner les institutions démocratiques d'une société, mais il appartient plutôt au pouvoir judiciaire de faire respecter ces institutions démocratiques adoptées par le Parlement.

(15 h 40)

Depuis 1900, j'ai fait relever les cas où l'Assemblée nationale avait pu demander de tels avis. On retrouve cinq cas. Cinq cas dont un seul porte sur une loi québécoise à être validée. Il s'agit d'une loi portant sur la juridiction de la Cour de magistrat. En effet, on sait à quel point, dans notre système démocratique, la séparation des pouvoirs est essentielle entre le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Il n'existe pas de hiérarchie entre ces pouvoirs. Une loi qui touche à cette séparation des pouvoirs mérite d'être validée au moins par ces deux pouvoirs que représentent la magistrature et le Parlement. Il s'agit là d'un cas absolument exceptionnel touchant le pouvoir respectif des deux entités. Dans tous les autres cas, il s'agit de vérifier la portée de lois fédérales ou de lois constitutionnelles sans égard aux lois du Québec.

À ce moment-là, nous devons nous poser la question suivante: avons-nous des raisons valables de douter du pouvoir parlementaire de légiférer en la matière? Examinons cette question. Est-ce que, par le présent projet de loi, nous modifions des droits et privilèges de classes de personnes voulant exercer, par exemple, leur droit à la dissidence sur l'ensemble du territoire québécois? La réponse est non. Le présent projet de loi reconduit les dispositions de la loi de 1861 et de la loi de 1867. Voulons-nous modifier les droits des résidents qui demeurent à l'intérieur des commissions scolaires de Montréal et de Québec, tels qu'établis en 1867? La réponse est non. Nous maintenons les commissions scolaires originales, qui existaient en 1867. Nous ne touchons que celles qui ne sont pas couvertes par les garanties constitutionnelles. Voilà pour le texte tel que rédigé à sa face même, de façon tout à fait explicite. Avons-nous reçu, en commission parlementaire, des avis nous permettant de douter du bien-fondé du Parlement de légiférer en la matière? À nouveau, il faut répondre non, bien au contraire.

En fait, un seul juriste a tenu à témoigner et à répondre à des questions. Il s'agit de Me Irving qui parlait au nom des commissions scolaires anglo-protestantes. Je me suis permis deux questions dirigées à son intention, afin de tenter de comprendre les motifs qui sous-tendaient son argumentation. Je lui ai posé une question: en 1867, avait-on le droit de modifier les territoires des commissions scolaires car, dans le présent

projet de loi, nous réduisons le territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal et celui de la Commission des écoles catholiques de Québec, du côté catholique mais nous faisons la même chose du côté protestant? Nous ramenons le territoire à ce qu'il était en 1867 et pour la partie du territoire qu'occupent à l'heure actuelle ces commissions scolaires, nous disons que ces commissions scolaires, qui l'administreront, seront à caractère linguistique et non confessionnel. Donc, nous modifions les territoires.

Question: avait-on le droit, avant 1867, de modifier les territoires? Car la constitution, je le soulignerai tantôt, est venue ratifier des droits existants avant 1867. Il faut donc s'interroger sur les droits dont nous disposons. Dans la Loi sur l'instruction publique, dans les Statuts refondus du Bas-Canada de 1861, en fait, je lis l'article 30: "Mais le gouvernement en conseil pourra, de temps à autre, changer les limites des municipalités existantes pour les fins des écoles". Il dit bien, "des municipalités existantes pour les fins des écoles". Une façon de décrire des commissions scolaires. Donc, "on pourra changer les limites des municipalités existantes pour les fins des écoles". On pourra les subdiviser. On pourra en établir de nouvelles, ce dont il sera donné avis public par le surintendant de l'éducation en la manière qui sera ordonnée par le gouvernement.

Donc, en 1867, le Parlement, le lieutenant-gouverneur en conseil avait le droit de modifier les territoires. Il pouvait agrandir ou diminuer les territoires. Par conséquent, le droit des résidents montréalais sur le plan confessionnel n'entraînait pas de droit concernant l'étendue du territoire attribué à leurs commissions scolaires. La loi était claire et absolument limpide avant 1867. D'ailleurs, toutes les études historiques qu'on peut faire sur l'administration des commissions scolaires de l'époque témoignent de la véracité de l'affirmation que je viens de faire.

En 1867 survient l'Acte d'union. Lisons soigneusement cet Acte d'union. Il dit: "Dans chaque province et pour chaque province, la Législature pourra exclusivement légiférer sur l'éducation, sous réserve et en conformité des dispositions suivantes." Voici la disposition essentielle: "Rien dans cette législation ne devra préjudicier à un droit ou privilège conféré - et je souligne - par la loi, lors de l'union, à quelques classes particulières de personnes dans la province relativement aux écoles confessionnelles" - relativement aux écoles confessionnelles. Il faut que le privilège ait été attribué dans la loi et non dans l'usage. Il faut que cette loi ait été en vigueur lors de l'union. Donc, la mesure réglementaire ou législative doit avoir été prise au moment de l'Acte d'union.

Et, finalement, cela ne doit se rapporter qu'aux écoles confessionnelles, c'est-à-dire qu'au caractère confessionnel des écoles.

Donc, rien ne peut plus préjudicier à ce qui fut conféré par la loi lors de l'union relativement aux écoles confessionnelles. En 1867, qu'est-ce que la loi avait fait? Elle avait défini un territoire pour Montréal et Québec et des droits concernant ce territoire. De fait, à partir du moment où, en 1867, existaient par arrêté ministériel de l'époque des territoires pour les commissions scolaires de 1867, cet acte réglementaire étant assimilé à une loi, il est clair que, pour respecter l'Acte d'union, nous ne pouvons modifier les territoires de 1867. Toute annexion, par exemple, à un autre territoire ne pourrait plus retirer le droit - et c'est ce que nous ont confirmé à de nombreuses reprises et de façon très claire le Conseil privé et la Cour suprême... Par exemple, nous aurions pu, comme société, soustraire des parties du territoire de Montréal de 1867 et les annexer à une autre municipalité. La Cour suprême est catégorique. Ce n'est pas du fait que ce territoire n'appartient plus à Montréal que le droit est retiré. Le droit est associé au territoire qui existait en 1867, quoiqu'on veuille faire après avec les limites des commissions scolaires ou les limites des municipalités. Voilà donc une position très claire qui est prise à l'époque par la Cour suprême et le Conseil privé.

J'ai donc posé cette question au procureur, qui a confirmé qu'effectivement le gouvernement avait le droit de modifier les territoires. J'ai posé une deuxième question au procureur de la partie protestante qui témoignait devant notre commission parlementaire: Le gouvernement était-il forcé d'agrandir le territoire au fur et à mesure de la migration des populations hors des territoires protégés? Ce qui, soulignons-le, lorsqu'ils émigrent en dehors du territoire, les amenait à perdre certains privilèges qui leur avaient été conférés en 1867. A titre d'exemple, si je ne m'abuse, la Commission scolaire protestante de Québec s'étend aujourd'hui jusqu'à Sept-Îles, car comme il n'y a plus assez d'anglophones, d'anglo-protestants à Québec, il a bien fallu agrandir le territoire de la commission scolaire dans le temps pour rendre cette commission scolaire viable.

(15 h 50)

Donc, au fur et à mesure de la migration des populations, on peut s'interroger. Le gouvernement était-il obligé d'agrandir les territoires? Il est très intéressant de souligner la réponse qui nous a été fournie par le conseiller des anglo-protestants. Sa réponse a été claire: Non. Le gouvernement était libre et n'avait nullement l'obligation d'extensionner les territoires des commissions scolaires.

C'est également l'avis de tous les juristes qui examinent l'article 30 de 1861. Il s'agit d'un pouvoir d'agrandir et non d'un devoir d'agrandir à des fins scolaires.

Troisième question à laquelle il faut apporter une réponse: En agrandissant le territoire, confère-t-on un droit constitutionnel irréversible aux populations qui habitent ces territoires extensionnés? Non, nous dit l'arrêt Maher de 1874 et toute la jurisprudence ultérieure. "L'usage ou la pratique ne peut être source de droit ou privilège confessionnel au sens de l'article 93" nous dit l'arrêt Maher, en 1874. "Non" également, nous dit indirectement le jugement du juge Deschênes dans la cause Séguin et Notre-Dame-des-Neiges.

Nous dit-il: "Certes en agrandissant le territoire, on peut invoquer que dans ce nouveau territoire agrandi le bon sens exige que l'on ne maintienne pas deux régimes distincts, compte tenu de la mobilité des élèves d'une école à l'autre sous une même juridiction." Ce que nous dit le juge Deschênes: On ne pourrait pas concevoir une commission scolaire bicéphale avec des enfants traversant, à l'intérieur d'un même territoire, des zones où ils seraient soumis à des droits ou à des règlements différents. Donc, au nom du bon fonctionnement d'une commission scolaire le juge estime que les règles administratives régissant les enfants dans l'ancien territoire de 1867 doivent être les mêmes que celles qui régissent les enfants dans l'ensemble du territoire de la CECM. Mais il ajoute, et c'est là l'élément important de ce jugement: "Cette décision du gouvernement s'est faite librement. Et si en 1861 le réaménagement territorial sur l'île de Montréal était permis, il continue de l'être, sous réserve de ne pas toucher aux droits consentis par l'article 93, c'est-à-dire aux droits existants lors de l'union."

Voilà l'élément très intéressant du jugement du juge Deschênes. Il dit: d'une part, le gouvernement continue de pouvoir modifier le territoire comme il l'entend et, de plus, ceux qui occupent le territoire de la CECM à l'heure actuelle, n'ont pas un droit constitutionnel irréversible, dans la mesure où cela dépend de la détermination des frontières de la commission scolaire.

L'intention du législateur, dans le présent projet, est on ne peut plus claire. Il veut modifier l'organisation scolaire sur les territoires qui n'étaient pas protégés par l'Acte d'union de 1867. Ce droit de l'État est absolu et reconnu par l'article 93 lorsqu'il confère la juridiction exclusive sur l'éducation. Il est également confirmé dans l'arrêt Hirsch qui réitère que l'article de loi: "Does not purport to stereotype the educational system of the province as then existing."

Si les résidents du territoire protégé estiment qu'ils pourraient ne plus disposer

d'école confessionnelle faute d'un nombre suffisant d'élèves, il est clair que cela est le résultat de la migration de la population et non le résultat d'une action indirecte touchant le territoire. Et si l'État n'avait pas, depuis 1867, modifié le territoire de 1867, ces résidents seraient aujourd'hui placés exactement dans la même situation une fois le projet de loi adopté.

Il est donc clair que si la population occupant le territoire de 1867 se trouve placée dans une situation différente aujourd'hui de ce qu'elle était en 1867, c'est la conséquence de la migration et non la conséquence d'une modification aux frontières. Il est également clair que le gouvernement doit, pour ceux qui résident toujours sur ces territoires, assurer une disponibilité réelle d'équipements physiques scolaires avec les enseignants nécessaires pour leur assurer une garantie de leurs droits, tel que prévu en 1861 et 1867. Donc, il nous apparaît, pour l'instant, que nul n'a fourni quelque argument juridique que ce soit pour nous amener à douter, ni en termes de l'intention du projet de loi, ni en termes des objectifs retenus par le projet de loi à sa face même.

Or, ces trois opérations de restructuration supposent des modifications territoriales, des transferts d'actif, des transferts de personnel administratif. Étaler la solution dans le temps, c'est multiplier les bouleversements, c'est engendrer une instabilité qui pourrait durer plusieurs décennies. On pourrait faire aujourd'hui, par exemple, l'intégration primaire-secondaire, tenter ultérieurement de réduire le nombre de commissions scolaires, tenter encore plus tard d'effectuer la restructuration linguistique. En fait, il est beaucoup plus simple de tout faire d'un coup et le gouvernement n'a pas l'intention de multiplier des opérations qui sont inévitables, à plus ou moins brève échéance, et pour lesquelles on ne gagne rien à vouloir les étaler.

Abordons maintenant le deuxième élément du présent projet de loi qui a trait au départage des responsabilités en matière d'éducation. D'abord, au coeur de l'école se trouvent l'enfant et l'éducateur. À l'enfant, on doit reconnaître des droits tant individuels que collectifs. À l'éducateur, on doit reconnaître des responsabilités professionnelles, soit individuellement dans sa classe, soit au sein d'une équipe que constitue le comité pédagogique. Il a droit à un contrôle sur ces instruments qu'il utilise en classe aux fins pédagogiques et nul ne peut se substituer à l'enseignant dans sa classe pour lui dire comment il doit enseigner.

Il y a, autour de ces deux chevilles centrales de l'école, l'enseignant et l'enfant, ceux qui entourent l'école, au premier chef, les parents. Nos traditions et nos lois leur

reconnaissent la responsabilité première vis-à-vis de leurs enfants mineurs. On ne peut pas dissocier l'encadrement familial de celui de l'école, quand il s'agit d'apprentissage du jeune. Il existe une synergie entre ces deux milieux, un appui mutuel, et ces deux milieux garantissent l'efficacité de l'acte éducatif. Comment l'enseignant peut-il obtenir des résultats d'un élève si la famille détruit au fur et à mesure l'effort consenti en classe, et vice versa? Combien de parents se plaignent que c'est à l'école que le jeune apprend ses mauvaises manières?

Doit-on confier à ces parents tous les pouvoirs en ce qui touche l'éducation de leurs enfants? Nous disons non. La société tout entière, qui assure les moyens de cette éducation, doit pouvoir en définir les objectifs et en assurer les moyens. Cette centralisation, au niveau de l'État, de la responsabilité est absolument essentielle si nous voulons atteindre un objectif d'équité, d'égalité des chances face à la vie. Mais, en même temps, elle risque de bureaucratiser, de technocratiser une école que nous voulons vivante, autonome, créatrice, responsable. Comme le souligne avec justesse la Fédération des commissions scolaires catholiques dans le mémoire qu'elle nous a soumis en commission parlementaire tout récemment, la décentralisation excessive vers l'école risque d'accentuer les inégalités sociales que nous cherchons à combattre. Il faut équilibrer, grâce à une dose importante de démocratie locale, en permettant aux collectivités régionales de façonner une école à l'image du milieu.

(16 heures)

Il est intéressant de citer une phrase tirée même du mémoire de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec. En effet, après avoir souligné le danger de cette décentralisation excessive vers l'école qui risque d'accentuer les inégalités sociales, on a permis au paragraphe, de continuer et de prendre tout son sens. Que nous dit la fin de l'intervention citée par la Fédération des commissions scolaires? "C'est ainsi que le déséquilibre du pouvoir entre différents groupes sociaux pourra être corrigé de la façon suivante: si l'on retire aux représentants des parents une partie de leur influence au bénéfice des organes politiques locaux." La citation utilisée dans le mémoire de la Fédération des commissions scolaires appelle, dans un système idéal, un système mixte où l'on retrouverait associés élus locaux et parents.

Voilà exactement la phrase utilisée dans le mémoire de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Il est extrêmement intéressant de constater que c'est effectivement l'orientation que prennent un grand nombre de pays européens à l'heure actuelle. C'est ce qui amène, dans cette étude de l'OCDE, soulignée par la fédération,



que le déséquilibre peut effectivement être corrigé si l'on retire aux représentants des parents une partie de leur influence au bénéfice des organes politiques locaux. C'est une formule mixte où le pouvoir est confié à des parents et à des élus locaux.

En fait, tous s'accordent sur la place qu'il faut accorder aux parents. Le critique de l'Opposition en matière d'éducation, le député d'Argenteuil, a même, dans ses remarques liminaires en commission parlementaire, trouvé que s'il existait un reproche que l'on pouvait faire au présent projet de loi, c'est peut-être qu'il réduisait un peu trop le caractère communautaire de l'école, c'est-à-dire le rôle des parents. En fait, on s'entend sur les objectifs. On est en désaccord quant aux moyens. Mais on est généralement d'accord autour de certains principes. On ne veut pas confier par loi des pouvoirs à l'école qui pourraient dresser cette école contre l'administration de la commission scolaire en créant des situations inconfortables, peu claires. Combien d'intervenants ne sont pas venus nous expliquer la situation délicate où pourrait se trouver un directeur d'école pris entre son conseil d'école voulant prendre un certain nombre de décisions de gestion dans l'école et une commission scolaire qui voudrait poursuivre des objectifs différents.

Également, autre sujet de consensus, on veut déléguer plus de pouvoirs en provenance de la commission scolaire. Cela était écrit en toutes lettres dans le mémoire soumis par la Fédération des commissions scolaires à la commission parlementaire traitant du projet de loi 40. Cela a été écrit en toutes lettres dans les mémoires des enseignants. Cela a été écrit en toutes lettres dans la plupart des mémoires. Donc, on veut une plus grande délégation de pouvoirs réels vers l'école. Mais on ne peut pas, à la fois, confier plus de responsabilités aux parents, refuser une autonomie réelle au niveau de l'école où seraient situés les parents et après exclure les représentants des parents du niveau décisionnel où se situe désormais ce niveau, c'est-à-dire au niveau du Conseil des commissaires d'écoles. Là il y a une incohérence. On veut plus de pouvoirs aux parents. On ne veut pas en donner au niveau où sont situés les parents. On ne veut pas de parents au niveau où est situé le pouvoir. Il y a donc une incohérence dans la recherche du moyen.

Il faut, en fait, une certaine rétroaction de l'école qui vit les décisions de la commission scolaire vers ce niveau décisionnel que représente le Conseil des commissaires d'écoles. Une telle boucle de rétroaction est d'ailleurs la base de tout mécanisme autorégulé qui corrige lui-même ses erreurs. Attendre de l'électorat local, aux trois ans, lui qui a beaucoup d'autres préoccupations que celles de la vie

quotidienne à l'école, attendre les correctifs appropriés, c'est oublier que le mandat de l'élu local en est un vis-à-vis de tous les électeurs, parents ou non, et non vis-à-vis de la seule école. Le modèle d'école que nous retiendrons en est donc un où directeurs, enseignants ont des responsabilités clairement démarquées, où parents, éducateurs, directions et, là où cela est applicable, élèves préparent ensemble un projet éducatif original, autonome, faisant de l'école un milieu chaleureux et personnalisé de vie.

Quant à la commission scolaire, elle dispose de toute l'autorité. Elle exerce son autorité en permettant aux intervenants que sont les directeurs et cadres, enseignants et parents, d'exprimer leurs opinions, d'être consultés. Elle constitue un milieu de prise de décisions en "partnership", regroupant élus locaux et représentants parentaux provenant des conseils d'école. Et, enfin, elle peut déléguer vers l'école une part de responsabilité au fur et à mesure du dynamisme et de la capacité d'accueil de cette responsabilité au niveau de l'école.

Voilà le modèle d'école que nous recherchons dans le présent projet de loi. Reste entier à ce moment le problème de la trop grande centralisation des décisions au niveau du gouvernement. Ces pouvoirs gouvernementaux ont néanmoins fait l'objet de révision. Non seulement a-t-on restreint le pouvoir réglementaire au chapitre de la pédagogie en limitant les points sur lesquels le gouvernement peut faire des règlements, et cela afin d'accroître l'autonomie des commissions scolaires et des écoles, comme le soulignait le dernier rapport du Conseil supérieur de l'éducation sur l'enseignement de l'anglais, qui soulignait à quel point les écoles avaient une très grande marge de manoeuvre, à tel point qu'elles utilisaient cette marge de manoeuvre pour ne même pas respecter les exigences minimales...

Donc, nous voulons accroître l'autonomie, à des fins pédagogiques, de nos commissions scolaires. Mais on a également restreint la réglementation gouvernementale en matière de financement en privilégiant le contrôle a posteriori, en accroissant de manière substantielle l'autonomie des commissions scolaires en matière de gestion immobilière. Certes, le gouvernement ne donne pas suite à la demande de la Fédération des commissions scolaires d'accroître le pouvoir de taxation. Il ne faut pas oublier que, de 1970 à 1976, le parti politique qui nous fait face a augmenté le fardeau fiscal des Québécois de près de 24%. Nous payions, comme le révèle une étude du ministère fédéral des Finances, en 1969, 2% de moins de taxes et impôts que la moyenne des Canadiens et lorsque le gouvernement Bourassa a laissé le pouvoir, le Québec payait 22% de plus de taxes et impôts que la moyenne canadienne. Et soulignons que le

coût par élève est encore un des plus élevés au Canada et nettement plus élevé que celui de notre voisin avec lequel nous sommes en concurrence constante.

Dans ces conditions le problème n'est pas d'augmenter le coût de l'enseignement en dépensant davantage ou encore d'accroître le fardeau fiscal de nos contribuables. Le problème n'est pas celui-là. Compte tenu d'ailleurs d'un objectif d'égalisation des chances entre tous les citoyens, à ce moment, qu'il soit aisé ou modeste, compte tenu de cet objectif, il nous apparaît raisonnable de continuer à laisser l'État défrayer l'ensemble des dépenses de l'éducation, c'est-à-dire près de 95%. Les collectivités locales continuent, dans le régime actuel, à pouvoir vouloir dépenser davantage à la condition qu'elles expriment explicitement cette volonté lors d'un référendum. Y a-t-il une façon plus démocratique de consulter les citoyens à savoir s'ils veulent injecter davantage de ressources dans l'éducation de leurs enfants que de leur permettre de le trancher par voie de référendum? C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas donné suite à cette demande de la Fédération des commissions scolaires. Non pas qu'un jour une telle attitude ne pourrait pas être révisée, non pas qu'un jour, à la lumière d'une disponibilité additionnelle de ressources de l'État, on choisisse de rendre ces ressources disponibles par le biais d'un accroissement du pouvoir de taxation, à la condition que simultanément l'État puisse réduire lui-même ses taxes, de telle sorte qu'on n'accroisse pas le fardeau fiscal global. Certes cela serait possible, comme nous l'avons fait dans le cas des municipalités, mais pour le faire il faut disposer de ressources importantes dont l'État ne dispose pas présentement.

Ce n'est donc pas une opposition de principe à la demande de la fédération, mais un constat qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas les ressources nécessaires pour nous engager dans une réforme de la fiscalité scolaire qui se traduirait par une augmentation des ressources des commissions scolaires sans accroître le fardeau fiscal de l'ensemble des citoyens.  
(16 h 10)

Le modèle d'école que prône le projet de loi 3 représente le fruit d'un important travail de concertation où les principaux acteurs oeuvrant en milieu scolaire ont cherché davantage ce qui les réunissait plutôt que ce qui les opposait.

Il préfigure ce que peut devenir l'école publique québécoise si les partenaires de l'éducation choisissent d'y oeuvrer côte à côte. Il constitue, de ce fait, un équilibre délicat qu'il a fallu établir et qu'il faut considérer comme un ensemble cohérent.

Ce système d'éducation modernisé m'apparaît bien adapté aux défis que nous

pose un univers en mutation. Il m'apparaît viable parce que parents, enseignants, cadres ont tous témoigné de leur volonté d'en faire un essai loyal.

Cette unanimité, elle s'est rarement faite autour de notre école, dans le passé. Certains intervenants, associés au pouvoir politique local, ont fait part de leur réserve. Tantôt, on aimerait certaines garanties constitutionnelles à une loi à laquelle on acquiesce dans ses principes. Tantôt, on voudrait maintenir le mécanisme actuel de gestion des commissions scolaires par des élus locaux sans participation parentale.

On peut espérer que ces objections s'atténueront dans le temps et que nous pourrions, ensemble, sans la moindre arrière-pensée, contribuer à construire ce Québec de demain. En aucun moment - et je dois le dire ici - je n'ai senti de la part de tous ces partenaires de l'éducation, autre chose qu'une volonté commune et je voudrais rendre témoignage, ici, à la Fédération des commissions scolaires et à son président pour la vision généreuse qu'ils se font de l'école et qui nous aura permis - cette vision généreuse - de cheminer ensemble.

Je crois fermement que l'école québécoise est entre bonnes mains et que nous pouvons, ensemble, oeuvrer à faire de cette école ce qu'elle doit être, c'est-à-dire le fer de lance d'une nation jeune qui doit tirer dans la richesse de cette jeunesse l'espoir et la volonté de s'affirmer comme peuple original et fier de contrôler sa destinée. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président CM. Rancourt:** M. le député d'Argenteuil.

**M. Claude Ryan**

**M. Ryan:** M. le Président, l'Opposition est heureuse d'engager le débat de deuxième lecture au sujet du projet de restructuration scolaire et cela pour plusieurs raisons. D'abord, il n'y a pas de sujet plus important, pour l'avenir du Québec, que la qualité de notre système d'enseignement, ne serait-ce que parce qu'il mobilise à lui seul plus du quart de tout le budget du gouvernement.

Le secteur de l'éducation mériterait que l'on s'y arrête plus souvent, dans les travaux de cette Chambre, mais cette dimension financière n'est qu'un aspect et sûrement pas le plus important de la responsabilité que nous avons envers l'éducation, à titre de législateurs.

Ce qui doit nous intéresser surtout, c'est la qualité de l'enseignement et de la formation dispensés à notre jeunesse et à notre population adulte dans les institutions d'enseignement à tous les niveaux.

Depuis la réforme qui entraîna la création du ministère de l'Éducation en 1964, c'est l'Assemblée nationale qui est

responsable, en dernière analyse, des orientations générales du système d'enseignement, de l'accessibilité des services éducatifs à toutes les classes de citoyens, de la qualité de la formation offerte à notre population et en particulier à notre jeunesse. C'est là une responsabilité sur laquelle le débat qui s'engage autour du projet de restructuration scolaire nous invite à nous arrêter et je m'en réjouis vivement.

Le projet de loi sur la restructuration scolaire est, en outre, l'un des trop rares projets de loi traitant d'éducation dont l'Assemblée nationale ait été saisie depuis l'élection générale de 1981 alors que tant de sujets reliés à l'éducation auraient dû faire l'objet d'interventions que nos citoyens attendaient du gouvernement et du législateur.

Les seules interventions législatives proposées à l'Assemblée nationale par le gouvernement en matière d'éducation, depuis 1981, ont été les fameux décrets par lesquels le gouvernement reniait, à la fin de 1982, les conventions collectives qu'il avait signées à peine deux ans plus tôt avec les enseignants faisait des enseignants les boucs émissaires préférés de sa politique financière imprévoyante qui le trouva dépourvu lorsque vint la secousse économique de 1981.

Il y eut ensuite l'odieuse loi 111 par laquelle, au printemps de 1983, le gouvernement ramenait de force les enseignants au travail en les menaçant des pires sanctions qui n'aient jamais été inscrites dans une loi québécoise à l'intention d'un groupe de travailleurs syndiqués, loi que le gouvernement n'a d'ailleurs jamais eu le courage de retirer de nos lois, même si la demande lui en fut faite de manière formelle par l'Assemblée nationale en mai 1983.

Il y eut enfin la Loi sur l'encadrement des associations étudiantes de niveaux collégial et universitaire, qui instituait toute une série de contraintes le plus souvent artificielles dont on aurait facilement pu se passer.

Voilà tout le bilan législatif du gouvernement dans le domaine de l'éducation depuis avril 1981, bilan fort mince et peu susceptible de restaurer dans les milieux de l'éducation ce climat de confiance, de ferveur et d'engagement qui a été gravement miné par les politiques gouvernementales des dernières années et qui est pourtant essentiel à la poursuite de l'oeuvre éducative.

Les origines du projet de loi que nous discutons aujourd'hui remontent au livre blanc intitulé "Une école communautaire et responsable", publié en juin 1982 sous la responsabilité de M. Camille Laurin, alors ministre de l'Éducation. L'objectif fondamental du projet mis de l'avant dans le livre blanc était de revaloriser l'école, de la rendre responsable de son projet éducatif, d'en faire le pivot de notre système scolaire,

de la redonner à ses usagers et à ses agents. Refonte des structures, refonte des règles de fonctionnement, refonte des comportements, des attitudes, des mentalités, le gouvernement ne reculait devant aucun objectif. Oui, concluait le livre blanc, il s'agit bien d'une option qui, à sa source même et malgré notre enracinement dans notre évolution scolaire récente, entraînera des réaménagements majeurs de notre système scolaire.

Un an après la parution du livre blanc, soit en juin 1983, le gouvernement déposait à l'Assemblée nationale le projet de loi 40 dans lequel on retrouvait les grandes orientations du livre blanc. L'école se voyait attribuer des pouvoirs très étendus. À l'intérieur de l'école, les parents se voyaient accorder un pouvoir considérablement élargi. Les commissions scolaires, pour leur part, étaient réduites à un rôle de pourvoyeuses de services pour les écoles. Le gouvernement proposait de les soumettre, en outre, à un mode de scrutin hybride qui visait à assurer une plus grande place des parents dans les processus décisionnels. Quant au ministre de l'Éducation, il conservait presque tous ses pouvoirs, les accroissant même dans certains cas. Le gouvernement proposait, en outre, de remplacer les commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques.

Le projet de loi 40 suscita de vives objections dans la plupart des milieux intéressés à l'éducation. À la suite d'une série d'audiences publiques, la commission parlementaire de l'éducation, autour du projet de loi 40, l'hiver dernier, le parrain du projet de loi, M. Camille Laurin, devant les innombrables objections formulées par les intervenants, reconnaissait qu'il faudrait apporter des modifications profondes à son projet. Il faisait même adopter une motion demandant une réimpression du projet de loi c'est-à-dire une refonte majeure du texte initial. De là découle le projet de loi 3 que nous sommes invités à examiner à l'occasion de ce débat.

Par rapport au projet de loi 40, le nouveau projet de loi comporte de nombreuses modifications. Vu que ces modifications découlent dans la plupart des cas de représentations qui furent faites à la commission parlementaire de l'éducation l'hiver dernier ou, encore, de négociations qui ont eu lieu au cours des derniers mois entre le gouvernement et les principaux milieux intéressés, elles doivent être examinées avec soin et respect.

Dans la mesure où le projet de loi 3 vise à favoriser le regroupement des commissions scolaires des niveaux primaire et secondaire, nous sommes d'accord avec le gouvernement. Le regroupement des commissions scolaires s'impose depuis longtemps, de même que la diminution de leur nombre.

Tout ce qui pourra être fait pour réaliser cet objectif dans des conditions acceptables recevra l'appui de l'Opposition.  
(16 h 20)

Je veux, cependant, prévenir le ministre que nous insisterons au stade de l'étude en commission plénière pour que la nouvelle carte scolaire, devant découler du projet de loi, soit soumise à l'examen de la commission parlementaire de l'éducation, avant d'être promulguée. Le pouvoir de déterminer les limites territoriales des commissions scolaires doit appartenir, en dernier ressort, au gouvernement. Il serait, par contre, inacceptable que le législateur soit laissé complètement en dehors de ce processus très important. Aussi me semblerait-il normal qu'avant d'être promulguée, la carte scolaire, proposée par le gouvernement, soit d'abord soumise à l'examen de la commission parlementaire de l'éducation et que soit donnée aux organismes qui auront des représentations à présenter la chance d'être entendus à ce sujet.

Dans la mesure où le projet de loi veut conserver aux commissions scolaires la plupart des responsabilités qu'elles détiennent présentement, dans la mesure où il entend consolider la place centrale qu'elles occupent et doivent continuer d'occuper dans le fonctionnement de notre système d'enseignement, le gouvernement pourra également compter sur l'accord de l'Opposition. Lors du débat sur le projet de loi 40, nous nous étions vivement opposés au véritable démantèlement des commissions scolaires que laissait entendre la première version du projet gouvernemental. Nous constatons avec satisfaction que le gouvernement a laissé tomber les illusions qu'il nourrissait au départ.

Les nombreux articles du projet de loi 3, qui traitent du rôle des commissions scolaires, donneront lieu à des représentations de notre part, au stade de l'étude en commission plénière. Mais, de manière générale, cet aspect du projet de loi est également acceptable à nos yeux.

Dans la mesure, enfin, où le gouvernement entend promouvoir une participation plus active de tous les intéressés au processus éducatif, nous sommes également d'accord avec lui. Le fatras de structures que propose le projet de loi nous paraît trop lourd, trop uniforme, trop complexe. Des simplifications seront nécessaires à ce niveau. Mais l'intention générale du projet de loi qui est de favoriser la consultation et la participation, autant au niveau de l'école qu'à celui de la commission scolaire, nous est, par contre, tout à fait acceptable. Nous apprécions particulièrement le changement d'attitude du gouvernement en ce qui touche le rôle des enseignants. Ceux-ci se voyaient réduits à une portion congrue dans le projet de loi 40. Dans le projet de loi 3, ils sont

davantage considérés comme des partenaires responsables et indispensables, comme les détenteurs d'une expertise que rien ne saurait remplacer.

Nonobstant ces aspects positifs que nous sommes heureux de souligner, le projet de loi 3 contient néanmoins des dispositions qui soulèvent encore des difficultés très sérieuses. Certaines de ces difficultés pourront être examinées lors de l'étude en commission plénière. D'autres se rattachent, par contre, à des principes fondamentaux. On me permettra de signaler à l'attention du gouvernement en quoi certaines dispositions du projet de loi 3 nous sont encore inacceptables.

Je traiterai d'abord de la gratuité scolaire. Nous avions espéré que le principe de l'accès gratuit et universel au service d'enseignement et de formation, offert par le système d'enseignement public, serait clairement affirmé dans la loi. Il est vrai que la Loi sur l'instruction publique reconnaît, depuis 1961, le principe de la gratuité scolaire. Cependant, cette gratuité n'a jamais été complète, surtout pour les adultes. Sous l'effet des compressions budgétaires des dernières années, on s'est même éloigné de l'objectif de la gratuité au lieu de s'en rapprocher. Loin de baisser, les frais d'inscription aux cours offerts pour les adultes par les commissions scolaires ont augmenté. Ce qui explique en très grande partie la diminution de la clientèle, surtout au cours de formation professionnelle pour les adultes.

Sous le projet de loi 3, l'accès de la population adulte à l'enseignement et aux services éducatifs menace de rester limité en raison de plusieurs clauses restrictives du projet gouvernemental. L'accès aux services éducatifs sera disponible aux adultes, lit-on dans le projet de loi mais - je cite le projet de loi - "dans le cadre des programmes offerts par la commission scolaire". Comme, selon le projet de loi 3, c'est la commission scolaire qui doit déterminer les services éducatifs qui seront dispensés, et cela dans le cadre des règles budgétaires imposées par le gouvernement, on n'a aucunement la garantie que ces services seront réellement offerts par toutes les commissions scolaires, à tous les élèves adultes qui en auront besoin. On n'a qu'à rappeler à ce sujet ce que déclarait il y a quelque temps la Fédération des commissions scolaires catholiques, à savoir qu'au cours de la dernière année, un nombre considérable d'options dans le secteur de l'enseignement professionnel ont été abandonnées par les commissions scolaires. En outre, les commissions scolaires resteront libres, en vertu de l'article 264 du projet de loi, d'exiger des frais de scolarité et d'inscription des élèves adultes qui suivront dans leurs écoles - et je cite le projet de loi, quelle faute, quel

scandale! - des cours qui ne conduiraient pas à l'obtention d'un diplôme décerné par le ministre. Si des personnes veulent suivre des cours d'histoire de leur pays de niveau secondaire pour leur développement culturel, il me semble que c'est aussi noble et peut-être plus que d'autres qui vont suivre des cours simplement dans le but d'augmenter leur salaire au bout de quelques années. Ici, on leur dit: Vous serez des étudiants de deuxième classe. À vous, la commission scolaire pourra imposer des frais d'inscription qui vous rendront peut-être impossible l'accès à ces cours.

En ce qui touche le matériel scolaire mis à la disposition des élèves, le projet de loi 3 contient des clauses dangereusement restrictives qui menacent de priver les élèves moins fortunés d'instruments de travail dont ils ont besoin. L'article 8 du projet de loi dans lequel il est écrit que la "gratuité ne s'étend pas à ce qui ne peut plus être utilisé par un autre élève après usage" est de nature à créer de sérieuses difficultés pour l'enseignement de matières comme les arts plastiques, les sciences et plusieurs disciplines du secteur professionnel.

Le projet de loi n'assure pas davantage la gratuité du transport scolaire et nous savons que, dans certains cas, cela a donné lieu à des situations dramatiques. Il y a quelques années, par exemple, lors d'une grève qui avait eu lieu dans les commissions scolaires de l'Outaouais à l'occasion de laquelle la commission scolaire, se prévalant de la loi, a déclaré qu'elle n'était pas tenue de fournir du transport aux élèves pendant cette période. Ainsi, le gouvernement refuse toujours de reconnaître franchement le principe suivant lequel la formation primaire et secondaire devrait être disponible gratuitement pour toutes les classes de la population. C'est là une position que nous jugeons inacceptable dans le Québec de 1984.

Le mode d'élection des commissaires d'écoles. En proposant de substituer aux commissions scolaires actuelles, toutes formées de commissaires élus au suffrage universel, des commissions scolaires dont les deux tiers des membres seraient élus au suffrage universel et dont l'autre tiers serait formé de représentants élus par les membres des conseils d'école, le gouvernement veut répondre à une attente très louable. Il veut donner suite à une revendication très répandue voulant que les parents des élèves inscrits dans les écoles publiques soient davantage associés au processus éducatif, voire même au processus décisionnel au niveau de l'école et de la commission scolaire. La participation des parents à la vie scolaire doit être favorisée à plusieurs niveaux. Elle doit être favorisée, entre autres, au niveau du conseil d'école au sein duquel nous jugeons tout à fait souhaitable la présence d'une majorité de parents et même

la présence d'un président obligatoirement choisi parmi les parents. Au niveau du comité consultatif des parents auprès de l'école, dans la mesure où la présence d'un tel comité à côté du conseil d'école est jugée souhaitable par les parents eux-mêmes... Il y a bien des cas où les parents trouveront qu'un conseil d'école est suffisant. Il ne faut pas artificiellement, seulement pour le plaisir d'avoir un paragraphe de plus dans la loi, leur imposer un autre comité s'ils trouvent qu'un seul peut très bien répondre à l'attente et mieux correspondre aux ressources dont ils disposent pour les fins de la participation.

La présence des parents s'impose également au niveau de la commission scolaire où nous favorisons sans réserve l'institution d'un comité de parents investi d'un rôle consultatif large et obligatoire auprès de la commission scolaire ainsi que la présence obligatoire de représentants de parents au sein même de la commission scolaire avec droit de participation aux délibérations.

La participation des parents s'impose également aux niveaux régional et national où nous favorisons le regroupement des représentants des parents qui oeuvrent au sein des commissions scolaires afin de faciliter l'émergence d'un mouvement de parents dynamiques et bien équipés pour faire entendre la voix des parents dans les grands débats sur l'éducation. Je signale à ce sujet qu'au cours de nos travaux en commission parlementaire, nous avons rencontré à deux reprises les porte-parole de la Fédération des comités de parents de la province de Québec qui ont apporté à nos travaux une contribution très valable.  
(16 h 30)

La présence au sein des commissions scolaires de commissaires qui seraient élus par les conseils d'école m'apparaît, par contre, comme une réponse éminemment contestable du gouvernement au désir de participation formulé par les porte-parole des parents.

Le mode de composition des commissions scolaires que préconise le projet de loi m'apparaît hybride, contradictoire, peu susceptible de produire de bons résultats. Le mode de composition des commissions scolaires que propose le projet de loi est contraire d'abord à la logique même du suffrage universel suivant lequel électeurs et élus doivent être rigoureusement égaux devant la loi. Ce principe d'égalité, si je le comprends bien, signifie d'abord que tous les électeurs doivent disposer chacun d'une voix et d'une seule voix. Il signifie également que tous les élus doivent tirer leur légitimité de la même source populaire et être redevables de l'exercice de leur mandat devant la même population de qui ils tiennent leur légitimité.

Le projet de loi 3 présente à cet égard

deux difficultés majeures: d'abord chez les électeurs, certains seraient appelés à voter une fois, d'autres deux fois. L'ensemble des électeurs ne voteraient qu'une fois, soit pour l'élection d'un commissaire d'école dans leur quartier respectif mais les électeurs ayant des enfants inscrits aux écoles voteraient deux fois, une fois à titre d'électeurs ordinaires dans leur quartier et une autre fois pour l'élection des membres de conseils d'école parmi lesquels seraient choisis un tiers des commissaires.

Cette situation ne serait pas conforme à la logique du suffrage universel suivant lequel tous les électeurs doivent être rigoureusement égaux et disposer chacun d'une voix.

En deuxième lieu, la création de deux catégories de commissaires entraînerait également des conséquences inacceptables au chapitre de l'imputabilité et de la reddition des comptes. Certains commissaires répondraient de leur gestion devant l'ensemble des contribuables; d'autres ne seraient responsables de leurs actes que devant un groupe limité de la population. Cela serait une source permanente de confusion, de division et de contestation au sein des commissions scolaires et aussi parmi les comités de parents.

Le besoin auquel le gouvernement prétend répondre en instituant une nouvelle classe de commissaires d'école est déjà largement satisfait par l'exercice même du scrutin universel. On prétend assurer la présence de représentants des parents au sein des commissions scolaires en instituant une nouvelle classe de commissaires d'école élus par les conseils d'école. Il faudrait d'abord savoir qu'au sein des commissions scolaires comme elles sont présentement constituées, environ les quatre cinquièmes des commissaires sont eux-mêmes des parents ayant des enfants inscrits dans les écoles de leur commission scolaire respective. S'il existe déjà, par le jeu ordinaire du suffrage universel, une forte représentation des parents au sein des commissions scolaires, quel avantage y aurait-il à ajouter un mode de représentation nouveau qui peut être valable pour d'autres fins et dans d'autres contextes mais qui, dans ce cas-ci, serait éminemment contestable?

Il n'existe aucun motif valable à l'heure actuelle de diluer le principe du suffrage universel qui préside depuis longtemps à l'élection des commissaires d'école au Québec. Nous avons tout intérêt, au contraire, à maintenir le principe du suffrage universel et à améliorer les règles qui président aux élections scolaires de manière à favoriser la participation maximale des électeurs à ce type d'élection.

Il faut éviter de jouer artificiellement avec les institutions fondamentales qui sous-tendent notre régime démocratique. Le mode

de scrutin universel est l'une de ces institutions fondamentales. Si jamais la preuve était faite qu'après des essais loyaux il s'avérerait impossible d'améliorer de manière satisfaisante la performance du système actuel pour le choix des commissaires d'école, il faudrait alors penser à un réaménagement qui irait bien au-delà du rapiéçage et de la dilution que propose le projet de loi 3. Il faudrait penser à un autre système de représentation inspiré de principes différents. Mais, dans la mesure où nous voulons maintenir le principe du suffrage universel, celui-ci ne souffre point qu'on veuille le marier avec des modes de représentation inspirés d'une philosophie différente.

Dans son témoignage devant la commission parlementaire de l'éducation et de la main-d'oeuvre, le 27 novembre dernier, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec portait le jugement suivant sur cette partie du projet de loi qui traite de la composition des commissions scolaires. Je cite le mémoire de la Fédération des commissions scolaires dont le ministre parlait tantôt avec éloge: "Nous ne voyons aucune logique dans le fait de maintenir la commission scolaire comme structure politique tout en cherchant à diluer son autorité par la nomination, dans la proportion du tiers, de parents représentant les conseils d'école et de parents des enfants handicapés ou des enfants en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. Ou la commission est un véritable gouvernement local scolaire et alors tous ses dirigeants sont élus au suffrage universel, ou la commission n'est qu'une succursale administrative du ministère de l'Éducation et alors son conseil d'administration peut prendre diverses formes, dont celle proposée dans le projet de loi 3. Notre option est toujours que la commission doit être un véritable gouvernement local scolaire, parce que c'est par ce moyen que la collectivité locale s'assure d'avoir plus de contrôle et d'emprise sur son système scolaire."

Au cours de la discussion qui a suivi cette présentation, le ministre s'en souviendra très bien, les porte-parole de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, interrogés par les représentants de l'Opposition, qui voulaient savoir nettement à quoi s'en tenir, ont clairement affirmé que les commissions scolaires s'opposeraient au projet de loi 3 si cette nouvelle composition des commissions scolaires devait être maintenue. Nous sommes du même avis que la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec sur ce point précis. Nous tenons au maintien intégral du suffrage universel pour l'élection des commissaires d'écoles.

Je voudrais maintenant en venir à l'aspect constitutionnel du projet de loi, sur

lequel le ministre s'est longuement étendu tantôt, pour en traiter dans une perspective fort différente. En voulant remplacer les commissions scolaires confessionnelles que nous avons actuellement par des commissions scolaires linguistiques dans tout le territoire québécois, le gouvernement veut instaurer un mode d'aménagement des commissions scolaires qui corresponde mieux à la composition actuelle de la population et à la diversité des allégeances morales et spirituelles des citoyens. C'est là un objectif auquel nous souscrivons. Il y a longtemps que le Parti libéral du Québec a exprimé son adhésion à l'objectif d'un réaménagement des commissions scolaires suivant la langue plutôt que suivant la religion. Le ministre se souviendra que le parti auquel il appartient demeurerait attaché au principe de commissions scolaires unifiées alors que nous soutenions, de ce côté-ci de la Chambre, que, par respect pour la dualité linguistique que reflète la composition de notre population, il serait infiniment préférable de réaménager les commissions scolaires suivant une base linguistique. Nous sommes heureux qu'après de nombreuses années de tâtonnement, le gouvernement ait fini par se rendre à ce point de vue. Mais nous avons toujours insisté, par contre, pour qu'un changement aussi fondamental ne soit fait qu'après que le gouvernement se soit assuré de la validité constitutionnelle de la démarche envisagée.

Le remplacement des commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques risque de donner naissance à des problèmes découlant de certains droits garantis par l'article 93 de la constitution canadienne aux communautés catholiques et protestantes, particulièrement dans les territoires de Montréal et de Québec. Les changements projetés auraient des conséquences énormes pour l'affectation des élèves, pour l'affectation du personnel enseignant et du personnel administratif, pour la redéfinition des frontières des commissions scolaires, ainsi que pour la répartition des ressources pédagogiques et financières dans les écoles. Étant donné l'importance de ces changements, il faut s'assurer qu'ils seront faits dans le plein respect de la constitution canadienne. Toute invalidation éventuelle du texte législatif par les tribunaux aurait pour effet de ramener tout le monde au statu quo ante et entraînerait ainsi une dépense irresponsable d'énergie et d'argent. Imaginez que nous ayons transféré tous les élèves catholiques de langue anglaise sous l'autorité d'une commission scolaire de langue anglaise, qui aurait eu dans son territoire à réaménager ses services en fonction d'une clientèle définie de manière différente, et qu'au bout de trois, quatre ou cinq ans, la Cour suprême du Canada vienne dire au gouvernement: Cette réorganisation que vous

avez faite n'était pas légale. Elle n'était pas conforme à la constitution canadienne. Imaginez tout le réaménagement qu'il faudrait entreprendre encore une fois.  
(16 h 40)

Les gens sont venus nous dire en commission parlementaire qu'on en aurait pour quatre ou cinq ans de travail intensif avant de réaliser la réforme qui est proposée ici. S'il fallait la défaire ensuite, quelle comédie coûteuse cela aurait été pour la communauté québécoise. Dans l'état actuel de la jurisprudence, n'en déplaise à M. le ministre de l'Éducation, il existe une incertitude étendue quant à la signification et à la portée exacte des droits garantis par l'article 93 de la constitution canadienne.

D'autres problèmes pourraient découler maintenant de l'interprétation que les tribunaux donneront, éventuellement, à l'article 23 de la nouvelle Charte canadienne des droits et libertés laquelle traite des minorités linguistiques et vient de faire l'objet, l'été dernier, d'un important avis de la Cour d'appel de l'Ontario. L'incertitude est réelle et très répandue. Une forte majorité des organismes entendus par la commission parlementaire de l'éducation et de la main-d'oeuvre ont signalé leurs inquiétudes à ce sujet. Le ministre disait tantôt qu'il n'y a pas de juristes qui se sont présentés devant la commission. Les juristes, M. le ministre, se présenteront devant les tribunaux. Ils n'ont pas à convaincre le ministre de l'Éducation dont ce n'est pas la spécialité, de comprendre la complexité de ces questions. C'est pourquoi ils ne se sont pas présentés. Une deuxième raison est assez simple à comprendre. Ils n'ont pas été invités. Le gouvernement avait fixé une période de temps extrêmement limitée pour l'audition de témoins aptes à se faire entendre. Par conséquent, on ne peut pas sérieusement invoquer un argument comme celui-là. C'est de la légèreté.

Appuyés par une majorité, et je dis ceci après les avoir comptés un à un, des quelque 21 organismes entendus récemment par la commission parlementaire de l'éducation et de la main-d'oeuvre, de nombreux organismes au premier rang desquels on trouve évidemment la Commission des écoles catholiques de Montréal et le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, de nombreux organismes invoquent les droits que leur garantie l'article 93 pour s'opposer au projet gouvernemental de restructuration scolaire. L'article 93 prescrit que dans chaque province, l'autorité provinciale aura compétence pour légiférer en matière d'éducation. Il ajoute, cependant, que rien dans les lois édictées par les Législatures provinciales ne devra porter atteinte aux droits et privilèges relatifs aux écoles confessionnelles, dont certaines classes de personnes jouissaient en vertu de lois

existantes dans leurs provinces au moment de l'entrée en vigueur de la Confédération en 1867.

La CECM et le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal invoquent le fait que le projet de loi 3 les réduirait toutes deux à des dimensions territoriales dérisoires. Elles ajoutent que le projet de loi aurait pour effet de les dépouiller, à toutes fins utiles, de leur substance, de leurs actifs et du rôle historique dont elles ont été et demeurent les dépositaires. Elles soutiennent que la législation en vigueur en 1867 accordait aux catholiques et aux protestants des droits inaliénables en matière de création, de gestion et de direction d'écoles catholiques ou protestantes selon le cas. Le gouvernement affirme, au contraire, nous l'avons entendu le redire tantôt, qu'il est en terrain solide avec son projet de loi. Il soutient que toutes les dispositions du projet de loi sont parfaitement conformes aux obligations découlant, pour lui ou pour l'Assemblée nationale, de l'article 93.

Il serait hors de propos, comme je viens de le dire, d'engager à ce stade-ci de nos travaux, un débat prolongé sur les multiples implications constitutionnelles et juridiques du projet de loi 3. C'est dans un autre forum, celui qu'offrent les tribunaux, que devra se faire, en temps utile, ce débat de fond. Qu'il suffise de signaler, pour l'instant, que plusieurs causes impliquant divers aspects constitutionnels du débat engendré par le projet de loi 3 sont présentement pendantes devant les tribunaux. Je voudrais citer, entre autres, la cause de l'école Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal, la cause de l'école Querbes qui est rattachée à la Commission scolaire de Sainte-Croix, mais qui est située dans la ville d'Outremont. La clause relative à la loi 57 sur la fiscalité municipale qui est présentement à l'étude à la Cour suprême du Canada. La clause relative à l'autorité du gouvernement et des commissions scolaires sur le régime pédagogique qui avait été instituée d'abord par la Commission scolaire Châteauguay et dont le relais est maintenant pris, si j'ai bien compris, par l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec, les procédures déjà instituées par les commissions scolaires protestantes et annoncées par la Commission des écoles catholiques de Montréal au sujet du projet de loi 3, la cause relative aux surplus budgétaires des commissions scolaires instituée par la Fédération des commissions scolaires catholiques, et enfin, le renvoi, maintenant devant la Cour suprême, relatif aux droits de la minorité francophone en Ontario, demandé celui-là - j'y reviendrai tantôt - par le gouvernement de l'Ontario. De la documentation relative à ces diverses causes il ressort clairement qu'il subsiste - je le regrette pour les certitudes dont se

nourrit le ministre de l'Éducation - des questions importantes qui n'ont point encore été résolues de manière claire, complète et définitive concernant la portée exacte de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Ces questions portent notamment sur les aspects suivants:

1) Qui faut-il inclure parmi les classes de personnes dont l'article 93 entend protéger les droits dont elles jouissaient en vertu des lois existant en 1867?

2) Quelle est la nature précise des droits et privilèges ainsi protégés par l'article 93?

3) Quelle était la portée territoriale des droits ainsi protégés? Ces droits s'appliquent-ils de la même manière dans toutes les parties du territoire québécois? J'ai cru entendre le ministre de l'Éducation signaler tantôt que le conseil privé avait tranché cette question dans l'arrêt Hirsch. Je voudrais simplement lui lire un extrait de l'arrêt Hirsch qui pourrait l'intéresser:

"It appears - je cite l'arrêt Hirsch du Conseil privé - that the boundaries of the cities of Montreal in Quebec have since the Union been extended and that the Roman Catholic and Protestant Boards of commissioners have carried their operations into the added areas. The Supreme Court of Canada - au cas où le ministre ne le saurait pas - refrained from pronouncing an opinion as to the effect of any such annexation on school rights in the annexed territories, and their Lordships - of the Privy Council of course - accordingly do not deal with that question; but it is clear that no post-Union annexation of territory could deprive any class of person of the protection afforded to them by Section 93 of the BNA Act". Je n'ai pas besoin de dire que dans l'arrêt qu'elle avait rendu avant que cette cause se rende au Conseil privé, la Cour suprême du Canada avait parlé dans le même sens. Les juges avaient dit ceci: "In this connection it is important to bear in mind that since 1867 much territory constituting or comprised in several suburban municipalities has been annexed to the City of Montreal and now forms part of it for municipal purposes. There was no discussion at bar as to the effect of such annexation on school rights in the annexed territories.

"It must therefore be understood that, in the several answers to questions submitted in the present reference, when we speak of the City of Montreal we mean that city as it was at the date of Confederation and by rural municipalities we mean municipalities which are still without the city limits. Only as to these are definite answers given. The other questions were not examined because they had not been raised." - Les autres questions ne furent pas tranchées, y compris la question de l'extension de la protection constitutionnelle aux territoires annexés,



parce qu'elles n'ont pas été soulevées devant le tribunal à cette occasion.

4) Quel niveau d'enseignement est visé par la protection définie à l'article 93? Cette protection s'applique-t-elle seulement au niveau élémentaire du système d'enseignement? Embrasse-t-elle également les écoles de niveau secondaire? Je souris parce que je regardais mon collègue de D'Arcy McGee qui a déjà fait une étude pour le ministère de l'Éducation sur cette question il y a déjà de nombreuses années d'ailleurs. C'est une question sur laquelle on peut entretenir des opinions différentes, même du côté de l'Opposition, ce qui montre que l'unanimité dont se gourme le ministre n'existe peut-être pas.

5) Quelle est la portée exacte des contraintes imposées à l'autorité législative et aux pouvoirs politiques dans la gouverne des écoles par l'article 93? Ces contraintes visent-elles uniquement l'aspect confessionnel des écoles catholiques ou protestantes ou si elles embrassent également toute l'action éducative confiée à ces écoles? À la lumière de la documentation disponible la plupart des observateurs considèrent qu'en dehors des territoires de Montréal et de Québec - je dis la plupart parce que ce n'est pas unanime là non plus - l'obstacle principal, et peut-être le seul d'importance, demeure actuellement la cause relative à la loi 57 sur la fiscalité municipale.

(16 h 50)

Comme cette cause a déjà été instruite devant la Cour suprême, ces derniers mois, et qu'un jugement est attendu au cours des prochains mois, on peut espérer que le jugement attendu de la Cour suprême devrait aider à vider la question relative aux pouvoirs des commissions scolaires en matière de fiscalité et de gestion des écoles relevant de leur compétence.

Le gouvernement du Québec défend, à cet égard - je vais laisser faire ce paragraphe-ci pour sauver un petit peu de temps - qu'en dehors des territoires de Montréal et de Québec, les Pères de la Confédération aient voulu protéger le droit de la minorité religieuse, de créer et de maintenir des écoles dissidentes. Cela ne paraît pas faire de doute.

Mais comme la plupart des écoles, en dehors de Montréal et de Québec, étaient et demeurent des écoles communes au sens de la loi et que de telles écoles, selon le jugement rendu par le Conseil privé dans la cause Hirsch, échappent à la protection accordée par l'article 93, la portée pratique de cette protection constitutionnelle, garantie par l'article 93, en dehors de Montréal et de Québec, paraît plutôt limitée. Par voie de conséquence, les risques susceptibles de découler de l'application de la loi 3, dans ces parties du territoire québécois, seraient également limités. Ceci, nous le concédons

en toute objectivité encore qu'il subsiste, du côté de certains intervenants, des doutes sérieux de ce point de vue. Mais, en ce qui me touche personnellement, en tout cas, je pense que le poids de la jurisprudence et des opinions compétentes va nettement du côté de l'autre thèse.

Dans le cas de Montréal et de Québec, la situation est infiniment plus complexe. Les villes de Québec et de Montréal possédaient chacune, lors de l'entrée en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, en 1867, une commission scolaire catholique et une commission scolaire protestante. Chaque commission scolaire avait sous sa responsabilité des écoles catholiques ou protestantes, selon le cas. Ces écoles étaient communes selon le jugement des tribunaux, c'est-à-dire que toute personne pouvait y inscrire ses enfants mais elles étaient, en même temps, confessionnelles, c'est-à-dire catholiques ou protestantes selon le cas.

À peu près tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que les citoyens de religion catholique ou protestante, desservis par les commissions scolaires confessionnelles de Montréal et de Québec en 1867, faisaient partie de ces catégories de personnes que vise l'article 93.

Les difficultés surgissent, cependant, lorsqu'il s'agit d'interpréter la portée exacte de la protection qui leur fut accordée par la constitution canadienne.

Le gouvernement, dont j'ai lu des représentations auprès des tribunaux dans les nombreuses causes dont il a été question tantôt, s'en tenant à une interprétation restrictive de l'article 93, soutient que la protection que la constitution accorde ne vise que le territoire des villes de Québec et de Montréal tel qu'il existait en 1867. Il soutient également que cette protection ne s'applique qu'aux écoles de niveau élémentaire, peut-être même seulement aux écoles du niveau de 4e année élémentaire en descendant.

Cette interprétation a conduit le gouvernement à ramener, dans le projet de loi 3, le territoire des commissions scolaires concernées aux frontières de 1867. Cette façon d'aborder le problème donne naissance à de véritables ghettos sociologiques, religieux et scolaires dont on doute sérieusement qu'ils puissent même être viables.

Peut-on imaginer sérieusement que telle ait pu être l'intention du législateur en 1867? Peut-on imaginer que le législateur ait voulu, sérieusement, nous conduire à une situation aussi absurde? Il existe, heureusement, une autre interprétation des droits garantis aux catholiques et aux protestants de Montréal et de Québec par l'article 93. Suivant cette interprétation, la protection découlant de l'article 93 s'applique, non seulement aux territoires,

mais aux catégories de personnes dans les territoires que desservait, en 1867, les commissions scolaires concernées, mais aussi aux personnes vivant dans les territoires qu'elles ont annexés depuis 1867. Elle s'appliquerait aussi non seulement au niveau des écoles élémentaires, mais également au niveau des écoles secondaires. Elle embrasserait, en outre, le droit qu'avaient les catholiques et les protestants de Montréal et de Québec, aux origines de la Confédération, de maintenir des écoles confessionnelles sous la direction de commissaires d'écoles de la même confession, d'y dispenser l'instruction élémentaire et secondaire et de régler des programmes d'études devant être suivis dans ces écoles. Il serait trop long d'exposer ici les arguments qui sous-tendent cette dernière position. Je m'abstiens même de prendre position dans le débat.

Signalons toutefois qu'en ce qui concerne l'aspect territorial et la protection accordée par l'article 93, le juge en chef, Jules Deschênes, de la Cour supérieure du Québec, donnait raison aux tenants de cette dernière thèse dans un jugement qu'il rendait en avril 1980 dans l'affaire de l'école Notre-Dame-des-Neiges. Quant aux autres aspects, ils sont présentement l'enjeu d'autres causes en instance devant les tribunaux. Dans la cause impliquant l'école Notre-Dame-des-Neiges, il est vrai que le gouvernement du Québec en a appelé de la décision du juge Deschênes. Si quatre ans et demi après le jugement Deschênes qui fut rendu en avril 1980, cette cause n'a pas encore franchi le stade de la Cour d'appel, cette situation est due en grande partie au retard dont s'est rendue coupable la partie gouvernementale dans la présentation de son argumentation. Si la thèse que défend le gouvernement était aussi solide qu'il le soutient, si le gouvernement était aussi pressé de procéder dans cette situation qu'il l'affirme aujourd'hui, comment expliquer qu'il n'ait cessé depuis quatre ans de retarder la production de son factum en Cour d'appel. Ce n'est qu'au cours des derniers mois que ce factum a été présenté à la Cour d'appel alors que le jugement a été rendu depuis avril 1980 et que les règlements de procédure prescrivent qu'un appel doit être inscrit dans les 30 jours qui suivent le prononcé du jugement.

Devant la complexité de cette situation, devant la menace de procédures judiciaires dont le cheminement pourrait être très long et le coût très élevé et dont nul ne saurait prédire à l'avance le dénouement, sauf peut-être le ministre de l'Éducation, l'Assemblée nationale agirait avec imprudence si elle décidait de légiférer sans exiger que le gouvernement s'engage d'abord, avant toute application de la loi projetée dans les territoires de Montréal et de

Québec, à tirer au clair dans les meilleurs délais les problèmes juridiques qui demeurent pour l'instant enveloppés d'obscurité et d'inquiétude. Si le gouvernement devait entreprendre la mise en oeuvre de la loi 3 sans avoir d'abord dissipé l'incertitude dans laquelle elle baigne et qu'un jour, dans deux, trois, quatre ou cinq ans, les tribunaux dussent invalider pareille législation, le gaspillage d'énergie et d'argent qui en aurait découlé serait tel que l'opinion publique, à juste titre, blâmerait sévèrement tous ceux qui auraient concouru directement ou indirectement à ce résultat.

Mandataires de leurs concitoyens pour régir avec jugement et pondération la chose publique, ni l'Assemblée nationale ni le gouvernement n'ont le droit d'agir en cette affaire avec légèreté, précipitation ou défaut d'information suffisante. Si le gouvernement avait voulu agir avec réalisme et compétence, il aurait eu, depuis huit ans qu'il est au pouvoir, tout le loisir voulu pour prendre ces précautions dans ce dossier. Il n'en dépendait que de lui pendant toute cette période de soumettre un renvoi à la Cour d'appel sur les points litigieux découlant de l'article 93 ou encore d'accélérer le cheminement devant les tribunaux des causes dont j'ai parlé plus tôt et où il est généralement lui-même impliqué à titre de partie prenante. Quand c'était le temps d'agir, le gouvernement n'a rien fait. Il a laissé passer les années en se traînant les pieds. Il aurait mauvaise grâce aujourd'hui à exiger du législateur qu'il passe l'éponge sur sa négligence.

Le gouvernement doit s'engager à faire clarifier les difficultés constitutionnelles qui entourent le projet de restructuration scolaire à défaut d'un engagement explicite à ce sujet. Il n'aura pas l'appui de l'Opposition.

Les moyens dont dispose le gouvernement pour s'acquitter de ce devoir sont de deux ordres: le gouvernement peut décider de laisser les causes présentement inscrites devant les tribunaux suivre leur cours normal. Ce processus est en soi le meilleur car il permet de franchir avec tout le temps voulu, une à une, toutes les étapes. Dans ce cas-ci, on doit néanmoins prévoir qu'il s'écoulerait au moins cinq ans avant que la situation ne soit clarifiée. Il s'agit là d'un délai très long. En outre, on n'obtiendrait, dans cette hypothèse, des réponses qu'aux seules questions qui auraient été soulevées par les parties contestant certaines dispositions législatives. Il pourrait très bien arriver que des questions importantes aient été laissées de côté par la partie qui a institué une contestation parce qu'elle aurait su à l'avance qu'elle risquait de perdre là-dessus. Elle aurait soulevé, par conséquent, uniquement les questions qui l'intéressaient et on risquerait de ne pas être plus avancés à la fin du processus.

(17 heures)

Si le gouvernement veut agir plus vite, il existe un autre recours qui peut procurer des résultats moins éloignés. Cette procédure, c'est le renvoi à la Cour d'appel, lequel devrait logiquement, dans une affaire aussi importante, être suivi d'un pourvoi en Cour suprême. Pour l'information du ministre qui s'inquiétait de la complexité d'une telle opération, je voudrais lui rappeler que, lorsqu'il s'est agi d'un renvoi, il y a à peine deux ou trois ans, à la Cour d'appel, on a introduit dans cette Chambre une loi spéciale sur le pourvoi en Cour suprême par la suite, lequel a été adopté en l'espace de deux heures. Il n'y a pas de problème là-dessus.

Je sais que le gouvernement hésite devant ce recours. Je comprends son hésitation car je l'ai éprouvée moi-même. Je sais qu'il s'agit là d'un recours que le gouvernement ne doit utiliser qu'en cas de véritable nécessité. Mais les circonstances contribuant à créer une situation de nécessité me semblent être réunies dans ce cas-ci. Au gouvernement qui hésite à recourir à ce moyen extraordinaire, je voudrais rappeler deux cas où un renvoi à la Cour d'appel devait s'avérer très profitable. Il s'agit de deux cas directement reliés au sujet des droits minoritaires en matière scolaire.

Le premier cas est celui de la célèbre cause Hirsch, instruite dans les années vingt et qui donnait lieu à la plus importante, probablement, de toutes les décisions rendues par les tribunaux au sujet de la confessionnalité scolaire. Cette affaire fut instruite, le ministre s'en souvient sans doute, à la suite de l'adoption par cette Assemblée-ci, en 1925, d'une loi selon laquelle cette question, découlant d'une loi adoptée en 1903 par l'Assemblée, fut déferée à la Cour d'appel par le gouvernement du Québec. Ces questions précises, concrètes, fonctionnelles devaient donner lieu à des réponses claires et instructives de la Cour d'appel, puis de la Cour suprême et enfin du Conseil privé. Elle réglait pour longtemps certaines questions qui étaient demeurées, jusque là, non résolues et qui traitaient plus spécialement de la place qui doit être faite aux citoyens de religion juive, dans notre système scolaire.

Un recours plus récent fut fait à la Cour d'appel de l'Ontario par le gouvernement de cette province. Ce recours comportait trois questions portant sur l'extension qu'il importe de donner à certains droits conférés aux minorités linguistiques en matière d'éducation, par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Ce renvoi a donné lieu, à l'été 1984, à des réponses de la Cour d'appel qui ont considérablement élargi la portée des droits garantis à la minorité francophone de l'Ontario, en matière de contrôle de ses

écoles. Ce jugement de la Cour d'appel a donné lieu à un pourvoi auprès de la Cour suprême, laquelle doit statuer à ce sujet au cours des prochains mois.

Dans chacun des deux cas qui viennent d'être évoqués, le renvoi à la Cour d'appel permet au gouvernement concerné de soumettre directement au tribunal toutes les questions qu'il éprouvait de devoir faire clarifier avant d'agir. Il lui permet également de formuler ses questions dans ses termes à lui, c'est-à-dire dans les termes les plus aptes à faciliter des réponses nettes à des problèmes dont le gouvernement pouvait, mieux que quiconque, apprécier la complexité et les implications concrètes. Dans le cas qui nous occupe, les questions en litige sont non moins fondamentales, non moins lourdes d'implications que celles qui donnèrent lieu aux renvois faits par les gouvernements concernés dans des affaires de même nature, par le passé.

Je demande avec insistance au gouvernement d'emprunter la voie de la sagesse, de la prudence et du réalisme en acceptant que ces questions difficiles, découlant de l'article 93, soient soumises à la Cour d'appel du Québec, avant toute application de la loi 3, dans le cas des territoires de Montréal et de Québec.

Dans un affidavit qu'il signait le 30 mars 1984, à l'appui d'une motion pour préséance qui fut soumise à la Cour suprême du Canada afin d'accélérer l'audition de la cause relative à la loi 57 sur la fiscalité municipale, le procureur du gouvernement du Québec dans cette cause, Me Jean K. Samson, inscrivait l'avis suivant: "Depuis la décision rendue par la Cour d'appel, il règne une insécurité juridique concernant la compétence du Québec de procéder à l'organisation et à la gestion de l'ensemble du réseau des écoles publiques du Québec." C'est une constatation qui émane, non pas de l'Opposition, mais du propre conseiller juridique du gouvernement, dans l'une des causes dont j'ai parlées tantôt. Cet aveu relatif à la cause portant sur la loi 57 aurait également pu être fait à propos d'autres causes qui sont présentement en instance devant les tribunaux. Reconnaissant lui-même qu'il vit présentement dans un climat d'insécurité juridique au sujet de sa compétence dans certaines questions délicates qu'implique un projet comme celui de la restructuration scolaire, le gouvernement du Québec devrait d'abord dissiper l'insécurité juridique qu'il observe lui-même avant d'entreprendre une réforme dont les effets à retardement pourraient s'avérer négatifs et coûteux pour toute la communauté québécoise.

En plus des sujets majeurs que j'ai mentionnés, de nombreux autres aspects du projet de loi 3 soulèvent des difficultés et des objections aux yeux de l'Opposition. Le

temps limité dont je dispose ne me permet malheureusement pas de traiter de ces sujets avec l'ampleur qui conviendrait. Je veux, néanmoins, les évoquer brièvement, ne serait-ce que pour laisser entrevoir qu'ils seront abordés dans le présent débat par d'autres porte-parole de notre formation politique et pour donner l'assurance qu'ils donneront lieu à un examen très critique de notre part au stade de l'examen en comité.

Parmi ces sujets, je voudrais mentionner les suivants. D'abord, les aménagements relatifs à la confessionnalité de l'école. J'entendais le ministre dire que les évêques ont donné leur assentiment à la déconfessionnalisation des commissions scolaires. Je regrette infiniment, mais dans la lettre que Monseigneur Vachon a adressée au ministre, j'ai constaté qu'il n'y avait pas un mot à propos des commissions scolaires. La lettre traite uniquement de la confessionnalité au niveau de l'école. J'en ai compris que tout le reste était matière à discussion sur laquelle les évêques avaient choisi de ne pas se prononcer. S'ils ne se sont pas prononcés, on ne peut pas dire qu'ils sont unanimement favorables. Laissons-les dans la neutralité où ils ont voulu s'installer sur cet aspect du projet de loi et faisons le débat entre nous sans chercher à nous cacher derrière eux.

Les aménagements traitant de la confessionnalité au niveau de l'école ont donné lieu, nous le savons tous, à une lettre d'approbation formelle de la part du président de l'Assemblée des évêques du Québec. Vu cette lettre de Monseigneur Vachon, archevêque de Québec, nous accueillons ces aménagements avec un préjugé favorable. Cela ne saurait nous empêcher, toutefois, de constater qu'à plusieurs égards ils paraissent lourds, obscurs et complexes. Ce qui doit nous importer en premier lieu à titre de législateurs, ce n'est pas de faire plaisir à tel ou tel groupe de personnes, si autorisées fussent-elles, mais de nous assurer que le projet de loi pourra fonctionner harmonieusement et pour le meilleur, le plus libre et le plus complet exercice de leurs droits par les citoyens de toute catégorie, de toute classe d'opinion et de toute croyance au Québec. Nous éprouvons le besoin d'obtenir à ce sujet des clarifications importantes, voire des modifications dont il sera question en temps utile.

Deuxièmement, les pouvoirs du ministre et du gouvernement. Il faut aborder ce sujet dans un esprit de réalisme et non pas en cherchant à agiter des épouvantails. Nous avons au Québec un ministère de l'Éducation. Ce ministère fut créé en 1964 par un gouvernement libéral. La création de ce ministère était justifiée en 1964. Son existence est tout aussi nécessaire aujourd'hui. Puisqu'elle répond à un besoin

réel, l'existence du ministère de l'Éducation doit aussi s'accompagner de pouvoirs réels et substantiels pour le ministre.

Il suffit de parcourir les lois de l'instruction publique des autres provinces canadiennes pour constater que le ministre de l'Éducation dans toutes les provinces jouit de pouvoirs étendus. Cela ne sert à rien de nous raconter des histoires là-dessus. Dans les autres provinces, qui n'ont pas toutes versé dans le socialisme et l'étatisation à outrance, que je sache, le ministre de l'Éducation jouit de pouvoirs étendus. Il n'empêche que depuis sa création, en 1964, le ministre de l'Éducation s'est approprié une mesure très grande de pouvoirs et a établi une quantité presque innombrable de contrôles de toutes sortes qui ont fortement contribué à une bureaucratisation prononcée du système québécois d'éducation.

Le livre blanc de M. Laurin laissait entrevoir une révision approfondie et un allègement des modes d'intervention du ministère de l'Éducation. Or, pas plus que le projet de loi 40, le projet de loi 3 n'apporte à cet égard les améliorations qu'avait laissé entrevoir le gouvernement. Beaucoup plus proche du statu quo que des redressements annoncés, le projet de loi 3 doit être abordé par conséquent avec un esprit critique à ce point de vue et je souhaite vivement qu'au stade de l'étude en comité, il soit possible d'apporter des améliorations.  
(17 h 10)

Je voudrais signaler en troisième lieu la prolifération des structures de concertation et de participation. Ce danger avait été fortement signalé au gouvernement lors des audiences de la commission parlementaire de l'éducation autour du projet de loi 40 l'hiver dernier. De nombreux organismes, familiers avec les rouages concrets de notre système d'enseignement, avaient insisté pour que le gouvernement évite d'imposer un moule unique de consultation et de participation à toutes les écoles, à toutes les commissions scolaires du Québec.

Le projet de loi 3 ne tient malheureusement pas compte de ce vœu très général, autant pour les commissions scolaires que pour les écoles. Il propose des structures uniformes de consultation et de participation qui risquent, à l'exercice, de se révéler lourdes et inefficaces.

L'Opposition a tout fait depuis deux ans pour créer un climat propice à l'adoption du projet de restructuration scolaire dans un climat de responsabilité, de sérénité, de collaboration et d'unité qui m'apparaît nécessaire pour une entreprise de cette envergure. Tout en ne partageant pas l'avis du gouvernement quant à l'urgence et à l'opportunité de procéder à une réforme aussi ambitieuse que celle que visait le projet de loi 40, l'Opposition n'a cessé de signaler en cours de route les aspects positifs sur

lesquels elle était d'accord avec le gouvernement, notamment la réduction du nombre des commissions scolaires; le regroupement des commissions scolaires de niveau primaire et de niveau secondaire; le réaménagement des commissions scolaires suivant la langue plutôt que suivant la religion moyennant le respect des droits constitutionnels garantis par l'article 93; et, enfin, la clarification des rôles dévolus à chaque intervenant dans le système d'enseignement public.

À ce stade du débat, il demeure toutefois trois sujets majeurs sur lesquels l'Opposition juge toujours inacceptable le projet de restructuration scolaire. Ces sujets sont: la gratuité scolaire qui n'est pas assez nettement et pleinement affirmée dans le projet de loi 3. Deuxièmement, la dimension constitutionnelle du projet de loi 3 au sujet duquel nous réclamons un renvoi en Cour d'appel avant toute application de la loi éventuelle dans les territoires de Montréal et de Québec. Troisièmement, le mode d'élection des commissaires d'écoles que nous entendons maintenir sur la base du suffrage universel.

Si le gouvernement fait montre d'ouverture et de souplesse sur ces trois sujets, il sera possible d'envisager l'adoption du projet de loi dans le climat de collaboration et d'unité que nous souhaitons tous. Si, par contre, le gouvernement demeure inflexiblement assis dans les positions que définit le projet de loi 3 sur ces trois sujets majeurs, il nous obligera à voter contre le projet de loi en deuxième lecture et à nous opposer fermement à son adoption par tous les moyens raisonnables.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre, vous avez...

**M. Bérubé:** M. le Président, j'aimerais poser une question d'information concernant l'intervention du député d'Argenteuil. Ma question se pose de la façon suivante:

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Un instant, M. le ministre. Est-ce que M. le député d'Argenteuil accepte la question? Oui. M. le ministre, allez-y!

M. Bérubé: Merci. Dans son exposé, le député d'Argenteuil présente le jugement du juge Deschênes comme étant un appui à un élargissement des droits que pourrait conférer l'article 93. La question étant: Est-ce que les régimes pédagogiques, sur le plan religieux, doivent être uniformes à l'intérieur de la CECM par suite de l'agrandissement du territoire? Le juge Deschênes a répondu dans l'affirmative, comme on le sait, en s'appuyant non pas sur des considérations constitutionnelles, mais sur des concepts d'équité et d'efficacité de fonctionnement au

sein de la commission scolaire.

Mais, en même temps, le juge Deschênes dit bien, toujours dans son jugement: "Encore ici la législature pourrait, si elle le jugeait opportun, abolir légalement la confessionnalité aux niveaux les plus avancés." Donc, le juge Deschênes confirme qu'on pourrait s'en tenir à la quatrième année du primaire si on voulait le faire. Il confirme également dans son jugement que: "Le réaménagement territorial sur l'île de Montréal était donc permis et continue de l'être."

Donc, dans l'ensemble de son jugement, le juge Deschênes, au contraire, s'en tient à l'interprétation restrictive de l'article 93. N'est-il pas abusif, à ce moment-là, l'analyse du juge Deschênes étant à ce point explicite, que le député d'Argenteuil lui donne une extension qu'elle n'a visiblement pas?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député d'Argenteuil.

**M. Ryan:** Le juge Deschênes était appelé à trancher un problème dont il faut bien identifier la nature pour comprendre la décision qu'il a rendue. Le problème se posait à propos de l'école Notre-Dame-des-Neiges située dans un territoire qui ne faisait pas partie du territoire de la ville de Montréal en 1867 et qui a été annexé par la suite. La Commission des écoles catholiques de Montréal avait reçu une demande en vertu de laquelle l'école Notre-Dame-des-Neiges serait vidée de son statut confessionnel. Elle avait fait une demande au comité catholique à Québec qui avait accepté de laisser tomber son statut confessionnel. Des contestations ont été instituées. La question que devait trancher le juge Deschênes, c'était la suivante: Les personnes gravitant autour de cette école étaient-elles couvertes, oui ou non, par l'article 93 à la suite de l'annexion qui a été faite? Le juge Deschênes a conclu que oui. Le gouvernement a une opinion contraire et la preuve en est dans le *factum* qu'il a déposé en Cour d'appel à l'encontre du jugement Deschênes. Je pense que le gouvernement, précisément parce qu'il est en opposition au jugement Deschênes en Cour d'appel, aurait mauvaise grâce à venir laisser entendre ici que le juge Deschênes s'est entendu avec lui. C'est complètement faux. Ce que le juge Deschênes a tranché, c'est la question de la protection constitutionnelle découlant de l'article 93 par rapport à l'école Notre-Dame-des-Neiges située dans un territoire qui ne faisait pas partie de la municipalité de Montréal en 1867. Il y a bien des choses autour de cette décision-là, qui sont des propos et des opinions du juge Deschênes, que j'aimerais beaucoup discuter en dehors de cette Chambre qui n'ont pas la même autorité que la décision précise qu'il a

rendue. Il faut bien surveiller cela aussi.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Fabre et adjoint parlementaire au ministre de l'Éducation.

**M. Michel Leduc**

**M. Leduc (Fabre):** Merci, M. le Président. Le projet de loi 3 représente l'aboutissement d'un débat commencé il y a plus de deux ans par la publication d'un livre blanc, "Une école responsable et communautaire", qui nous a conduits à la présentation du projet de loi 40. Par la suite, il y a eu une commission parlementaire où nous avons eu l'occasion d'entendre environ une centaine d'organismes qui sont venus nous faire des propositions et nous dire exactement où ils se situaient par rapport au projet de loi 40.

Si le projet de loi 40 a suscité la controverse dans le milieu de l'éducation, le projet de loi 3, lui, fait presque l'unanimité du milieu de l'éducation. Presque l'unanimité, M. le Président, pour utiliser l'expression d'un journaliste qui observe la scène scolaire, M. Damien Gagnon, du journal *Le Soleil*, qui mentionne également que M. Bérubé, le ministre de l'Éducation, a gagné son pari, soit celui d'aménager un projet de loi qui ferait consensus et qui serait accepté, bien sûr, par les principaux intervenants du monde de l'éducation.

Ce projet de loi est le fruit de plusieurs mois de concertation des principaux intervenants du monde de l'éducation. À cet égard, nous avons accueilli en commission parlementaire plusieurs témoignages du travail qui a été accompli par le ministre de l'Éducation dans ses multiples rencontres qu'il a eues avec différents intervenants. Je me permets de citer M. Charbonneau, le président de la CEQ, qui a remercié le ministre de l'Éducation d'avoir tenu compte des suggestions qui lui ont été faites et d'avoir présenté un projet de loi qui recherche le consensus. Je veux également citer le groupe Alliance Québec qui regroupe plusieurs anglophones du Québec et qui a félicité le gouvernement pour ce projet de loi qui, disait-elle, reflète bien la réalité québécoise actuelle en matière scolaire et sociale et constitue le levier qui permettra au Québec de faire face à l'avenir.

L'Association des cadres scolaires du Québec a souligné en commission parlementaire à quel point les rencontres ont donné des résultats positifs. L'Association des directeurs généraux des commissions scolaires, quant à elle, a souligné que le projet de loi 3 constitue une proposition acceptable dans son ensemble. L'Alliance des professeurs de Montréal est venue affirmer qu'en principe elle adhère au projet de loi 3. La Fédération des comités de parents, elle,

est venue nous dire qu'elle considère le projet de loi 3 comme une proposition globalement acceptable. Même la Fédération des commissions scolaires du Québec ne dit pas non au projet de loi 3, et dit même oui à plusieurs éléments de la réforme proposée. (17 h 20)

La majorité des organismes scolaires entendus en commission parlementaire a demandé avec force que le projet de loi soit adopté. La CEQ, par exemple, et l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires demandent au gouvernement d'agir le plus rapidement possible. M. Charbonneau, par exemple, président de la CEQ estime que la démobilisation s'installera à nouveau si cette réforme scolaire jugée essentielle n'est pas adoptée.

Je pense que ces quelques témoignages devraient nous convaincre de la nécessité d'adopter ce projet de loi. La réforme proposée dans le projet de loi apparaît nécessaire car elle constitue une étape majeure dans l'évolution du système scolaire québécois, en raison principalement, de l'aménagement des pouvoirs proposés entre le gouvernement, les commissions scolaires et les écoles; à cause des droits nouveaux qui sont accordés dans ce projet de loi; à cause de la proposition de former des commissions scolaires linguistiques à la place de commissions scolaires confessionnelles; à cause de l'intégration du secteur primaire et du secteur secondaire qui est proposée et à cause de la place qui est réservée aux principaux intervenants du monde scolaire.

Je voudrais faire ressortir de façon plus précise quelques lignes de force qui apparaissent dans ce projet de loi. Tout d'abord, le projet de loi permet aux commissions scolaires de conserver leurs pouvoirs actuels. Les commissions scolaires demeurent les responsables locaux de la gestion du réseau et du développement pédagogique sur leurs territoires. Il y a donc reconnaissance du rôle important des commissions scolaires comme palier intermédiaire entre le ministère de l'Éducation et la population. Les écoles, quant à elles, tout en demeurant sous le contrôle des commissions scolaires se voient reconnaître un rôle beaucoup plus important que c'est le cas présentement au sein de la communauté locale et au sein de la commission scolaire. Il y a, dans le projet de loi, valorisation de l'école. Cette valorisation est atteinte par une reconnaissance du rôle que jouent les intervenants du monde de l'éducation au sein de l'école. Je veux mentionner le directeur de l'école, les parents des enfants, les enseignants de l'école, le personnel non professionnel ou le personnel non-enseignant, les étudiants.

Tous ces agents, tous ces groupes sont appelés à participer activement et de façon

beaucoup plus concrète que c'est le cas présentement à la vie de l'école, à ses orientations et à la solution des problèmes que rencontre l'école actuellement. Il faut souligner la responsabilisation du milieu qui est un des points forts de ce projet de loi, responsabilisation du milieu et des agents responsables au niveau de l'école.

Le conseil d'école devient, avec le projet de loi, une véritable table de concertation qui permettra à l'école de mieux remplir sa vocation vis-à-vis des enfants, bien sûr, et vis-à-vis de la communauté locale tout entière. Les élèves dans les écoles secondaires se voient accorder une place beaucoup plus grande, se voient accorder une place au sein du conseil d'école. Les responsabilités professionnelles des enseignants sont clairement définies à l'intérieur d'un comité pédagogique.

Quant au rôle des parents, M. le Président, j'ai entendu le député d'Argenteuil nous demander de modifier le projet de loi par rapport à la participation des parents au sein de la commission scolaire. Le député d'Argenteuil - et cela semble être la position de l'Opposition - veut maintenir un rôle consultatif aux parents au sein de la commission scolaire.

Je trouve déplorable que l'Opposition nous présente cela comme sa position. Cela me semble être un recul par rapport à ce que nous ont demandé les parents en commission scolaire, la Fédération des comités de parents qui représente des centaines de comités de parents au niveau de chaque commission scolaire.

Je trouve cela regrettable, M. le Président, parce que je pense que de l'autre côté on n'a pas compris le rôle essentiel que les parents doivent jouer au sein de la commission scolaire. Je voudrais rappeler au député d'Argenteuil que, dans le projet de loi 3, on prévoit que le tiers des parents au sein de la commission scolaire soient choisis par les conseils d'école et que les deux tiers des commissaires d'école soient élus au suffrage universel.

Je ne vois pas en quoi la démocratie n'est pas respectée intégralement dans ce projet de loi et dans la formule proposée. Je ne vois pas comment l'Opposition ne saisit pas à quel point il est important de raffermir les liens entre l'école et la commission scolaire. C'est précisément ce que vise le projet de loi. On prévoit que les parents choisis par les conseils d'école représenteront les écoles primaires, les écoles secondaires et représenteront également les parents des enfants handicapés et en difficulté d'apprentissage. L'objectif est clair. Il s'agit de raffermir encore une fois le lien essentiel entre les écoles et la commission scolaire et de faire en sorte que les problèmes vécus dans les écoles primaires, que les problèmes vécus dans les

écoles secondaires, que les problèmes vécus par les enfants en difficulté d'apprentissage, par les enfants handicapés, que tous ces problèmes soient véhiculés directement à la commission scolaire et que la commission scolaire soit saisie de ces problèmes. Cela me semble clair, M. le Président, qu'il est essentiel de maintenir cette disposition du projet de loi 3 si on veut justement raffermir ce lien qui est essentiel, compte tenu de la complexité de ce qui se vit au niveau des écoles, compte tenu des multiples problèmes qu'on connaît au niveau des écoles.

Si cette demande a été faite par les parents, c'est qu'on est insatisfait de la formule actuelle, c'est qu'on est insatisfait de la façon de procéder actuellement car on sait que les parents sont actuellement présents au sein de la commission scolaire, mais sans pouvoir décisionnel. Les parents veulent véritablement participer aux décisions qui sont prises au sein de la commission scolaire, et cela me semble essentiel qu'ils aient le droit de prendre ces décisions. Je ne comprends absolument pas l'Opposition de reculer sur ce terrain essentiel.

Je voudrais également souligner le fait que le projet de loi 3 n'impose pas un modèle de décentralisation comme le faisait le projet de loi 40. Il permet cependant une décentralisation vers l'école en fonction des besoins du milieu et de la volonté du milieu de se prendre en main. En ce sens, il respecte l'évolution des milieux et il permet à chaque école de faire l'exercice de la participation et de la responsabilisation. Au moment où dans les écoles on est en train de se doter de nouveaux outils pédagogiques, de nouveaux programmes, de nouvelles politiques en adaptation scolaire, de nouvelles politiques dans le domaine de l'éducation permanente, il apparaît important de réaménager l'environnement scolaire de façon que ceux et celles qui ont une responsabilité dans l'éducation des enfants puissent partager, puissent participer pleinement à des décisions qui sont prises concernant les orientations de l'école, concernant la vie pédagogique à l'intérieur de l'école, concernant le mieux-être des enfants.

En conclusion, M. le Président, le projet de loi 3 sur l'enseignement primaire et secondaire public nous permettra d'adapter notre système scolaire aux réalités d'aujourd'hui et de procurer à nos jeunes un système d'enseignement où se combineront qualité, dynamisme et excellence dans le meilleur intérêt de l'avenir du Québec. Merci, M. le Président.  
(17 h 30)

Le Vice-Président (**M. Jolivet**): Je sais que c'est au tour du député de Saint-Laurent qui vient de quitter pour quelques instants. J'aimerais qu'on puisse aller le chercher; il est en arrière. Vous allez attendre quelques

instants, mais il est à la veille de revenir. Voilà, le député de Saint-Laurent, vous avez la parole sur le sujet.

#### M. Germain Leduc

**M. Leduc (Saint-Laurent):** M. le Président, nous en sommes à étudier le projet 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public. On parle, M. le Président, de la réforme de l'école québécoise depuis déjà plus de deux ans maintenant.

Après le livre blanc, en juin 1982, le gouvernement dépose, en juin 1983, le projet de loi 40 fortement critiqué partout au Québec et surtout par les intervenants du monde scolaire. Lors de la présentation de mémoires, au début de l'année 1984, le projet de loi 40 sur l'enseignement primaire et secondaire public est finalement retiré et remplacé par le projet de loi 3.

Deux grandes questions étaient soulevées, parmi plusieurs autres, bien sûr, par la présente version du projet de loi. Premièrement, le rôle important des parents au niveau de l'école comme pivot du système scolaire, au niveau du primaire et du secondaire et le rôle nettement moins important des commissions scolaires.

Dans le projet de loi 40, ces dernières - les commissions scolaires - se voyaient confinées à un simple rôle de pourvoyeurs de services. Les commissions scolaires devenaient de véritables stations-services.

Deuxièmement: la question de la division linguistique plutôt que confessionnelle comme nouvelle structure d'organisation du système scolaire public pour l'enseignement primaire et secondaire. Le nouveau projet de loi, soit le projet de loi 3, en plus de maintenir le nouveau principe de la division linguistique apporte de notables améliorations sur plusieurs questions qui avaient été soulevées lors de l'étude en commission parlementaire du projet de loi 40.

En remplaçant les commissions scolaires confessionnelles actuelles par des commissions scolaires linguistiques, c'est-à-dire basées sur la langue plutôt que sur la religion, j'estime que le gouvernement tient compte de la composition actuelle de la société québécoise ainsi que des diverses allégeances morales et spirituelles de cette même société. Je dirais également que la division linguistique est plus naturelle, plus rationnelle que la division confessionnelle. Il faut bien reconnaître que l'on communique par la langue et non par la religion.

Personnellement, je favorise les commissions scolaires linguistiques depuis plus de quinze ans, soit depuis l'époque où j'étais président de la commission scolaire Sainte-Croix. Comme nous avions, à la commission scolaire, une clientèle anglo-catholique restreinte, qui n'excédait pas 3000 élèves, il nous était très difficile de donner à ces

anglo-catholiques des services éducatifs équivalant à ceux donnés à la majorité francophone.

Il demeure, toutefois, que le ministre prend de grands risques en remplaçant les commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques sans s'assurer d'abord de la constitutionnalité de ce changement, surtout face à l'article 93 de la constitution canadienne et des droits garantis aux communautés catholique et protestante particulièrement sur les territoires de Montréal et de Québec.

Imaginez un seul instant, M. le Président, l'imbroglio auquel nous devrions faire face si, après l'application de la loi 3 qui consacre les commissions scolaires linguistiques, une cour de dernière instance venait dire au gouvernement et au ministre de l'Éducation que sa loi est inconstitutionnelle vu l'article 93 de la constitution canadienne et qu'il faut dès lors rétablir les anciennes commissions scolaires confessionnelles.

Bien sûr, M. le Président, que je pourrais parler longuement sur ce sujet, mais dans la présente intervention, je voudrais plutôt m'attarder à deux problèmes qui ressortent du projet de loi 3 et qui m'inquiètent grandement. D'abord, l'incroyable structure créée par le projet de loi 3 et, deuxièmement, l'absence de mesures visant à assurer la qualité de l'enseignement.

Le projet de loi 3, malgré les recommandations de nombreux organismes qui se sont présentés devant la commission parlementaire en janvier dernier, alourdit dangereusement le fonctionnement des institutions scolaires en multipliant indûment les structures de consultation et les structures de participation. En effet, en vertu du nouveau projet de loi, chaque commission scolaire sera tenue de se doter des comités suivants - je dis bien "sera tenue": - d'abord, d'un conseil des commissaires, d'un comité exécutif, d'un comité consultatif de gestion, d'un comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage; d'un comité consultatif du transport des élèves, d'un comité régional des parents et d'un comité pédagogique régional.

Maintenant au niveau de chaque école, les comités suivants seront obligatoires: un conseil d'école, un comité de parents, un comité pédagogique et, enfin, un comité d'élèves. En tout, onze organismes ou instances. Dans certains cas, dans certaines écoles, particulièrement au primaire, il sera impossible de combler tous ces postes vu le nombre insuffisant de parents, particulièrement dans les écoles d'environ 100 élèves.

Tous ces comités peuvent donner leur avis sur tous les sujets qui les concernent ou sur tous les sujets sur lesquels ils sont consultés.



Or, tous les sujets concernent tous les intervenants, tout le monde consultera tout le monde tout le temps sans pouvoir finalement prendre de décision.

Le projet de loi 3, en instituant pour chaque école un conseil d'école composé majoritairement de parents d'élèves de cette école, ensuite d'au moins deux enseignants, d'un membre du personnel non enseignant et de deux élèves du second cycle du secondaire, ne risque-t-il pas de créer une structure conflictuelle? Je soulève la question, M. le Président: Comment, d'abord, un enseignant peut-il être à la fois un employé de l'école et, en quelque sorte, patron du directeur de l'école, puisqu'il siège au conseil de l'école où il a droit de vote alors que le directeur, lui, n'a aucun droit de vote bien qu'on lui donne le droit de siéger? Comment également concilier le rôle des nouveaux conseils d'école qui ont des pouvoirs décisionnels comme ceux de déterminer des orientations, de déterminer la confessionnalité, d'adopter des règles de conduite pour les élèves, d'approuver le choix des activités éducatives, d'adopter les prévisions budgétaires et de déterminer l'utilisation des locaux avec le rôle du conseil des commissaires qui demeure, comme avant le projet de loi 3, l'organe décisionnel majeur et pivot responsable de la dispensation des services éducatifs?

Par ailleurs, nous constatons que le projet de loi 3 ne crée aucun lien organique entre le conseil de l'école d'une part et le conseil des commissaires d'autre part. En conséquence, tout ce que l'on confie au conseil d'école, qui est sans lien avec le conseil des commissaires, brise à mon sens le devoir de ce dernier de rendre compte à ses commettants de son mandat électoral qui est de s'assurer que la population de son territoire reçoit les services éducatifs auxquels elle a droit. Il faut bien reconnaître que la loi 71, elle, ne laissait aucune ambiguïté, car elle établissait très clairement que toutes les écoles dépendaient d'un seul centre responsable, soit la commission scolaire. Toute l'action des écoles devait se faire conformément aux politiques et règlements de la commission scolaire.

(17 h 40)

Je le répète: À mon avis, il y a risque de confusion avec le projet de loi 3, entre la responsabilité de la commission scolaire, qui détermine les services éducatifs qui sont dispensés dans chaque école, et les responsabilités du conseil d'école quant au projet éducatif dont il a la responsabilité exclusive.

Est-ce que ce n'est pas là une attribution de responsabilité identique à deux organismes différents qui risquent d'être source d'affrontements et de conflits continuels? On doit d'ailleurs ajouter que la présence de deux catégories, de deux classes

de commissaires, dont les deux tiers élus au suffrage universel et un tiers élus par les parents au niveau du comité d'école, n'est en rien la solution idéale pour diminuer les conflits et accélérer le processus décisionnel déjà fortement alourdi par les comités ci-dessus mentionnés.

Tous reconnaissent que les commissaires doivent être élus au suffrage universel. De tous les intervenants à la commission parlementaire, la grande majorité a reconnu qu'il fallait établir le suffrage universel pour la nomination des commissaires d'école. D'ailleurs, des enquêtes ont établi que 85% des commissaires étaient des parents qui étaient passés par des comités d'école. D'ailleurs, je ne vois pas comment on pourrait s'opposer à ce qu'il y ait des personnes, des citoyens qui siègent au niveau de la commission scolaire et qui ne sont pas des parents présentement mais qui auront éventuellement des enfants ou qui en ont déjà eu. À cette lourdeur administrative, le ministère de l'Éducation se réserve, par voie de réglementation, le contrôle des modalités d'exercice des pouvoirs que les commissions scolaires sont en droit d'exercer en toute autonomie.

À titre d'exemple, le ministre détermine les conditions de travail. Il détermine le niveau de subvention aux commissions scolaires. Il se réserve le droit de destituer des commissaires légitimement élus. Il se réserve le pouvoir exclusif de délimiter les territoires des commissions scolaires linguistiques et d'établir des règles relatives à la gestion financière des commissions scolaires. Ce n'est plus l'école aux parents, comme le ministre se plaisait à dire et dont il nous parlait tant.

Je voudrais maintenant m'arrêter à la question de la qualité de l'enseignement dans nos écoles, qualité sur laquelle le projet de loi est complètement muet. Lors de ma réplique au discours d'ouverture du premier ministre, j'ai fait le bilan du gouvernement du Parti québécois dans le domaine de l'éducation. Il me paraît, en réalité, que ce gouvernement s'est davantage intéressé à tout ce qui ne concerne pas la qualité de l'enseignement. Le gouvernement du Parti québécois s'est attaqué, premièrement, aux conditions de travail. Il a ainsi procédé à des coupures salariales chez le personnel enseignant avec les fameuses lois - les pires lois qu'on ait jamais connues au Québec - 70, 72, 105 et 111. Deuxièmement, il s'est attaqué aux relations du travail. Il cherche actuellement à réformer le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic dont, bien sûr, celui de l'éducation. Enfin, il s'est attaqué aux structures scolaires. Il y a d'abord eu le projet de loi 40 qui a soulevé un tollé de protestations et qu'il a fallu retirer. Il y a maintenant le projet de loi 3,

encore sur les structures scolaires.

Pendant que ce gouvernement s'occupait de structures scolaires, de relations du travail et de conditions de travail, il a oublié la question capitale de la qualité de l'enseignement. L'organisme par excellence en ce domaine a même fait les frais de caprices partisans. Le président du Conseil supérieur de l'éducation, M. Claude Benjamin, a été remercié en raison de ses analyses trop objectives sur la qualité de l'enseignement.

**Une voix:** C'est vrai.

**M. Leduc (Saint-Laurent):** Le projet de loi 3 ne dit mot sur toute la question de la qualité de l'enseignement, comme si une modification des structures entraînait nécessairement une meilleure qualité d'enseignement. Le récent rapport du Conseil supérieur de l'éducation sur la condition enseignante devrait pourtant être suffisant pour démontrer le contraire.

Le projet de loi 3 traite principalement de la mécanique du système d'enseignement plutôt que du contenu. À titre d'exemple, il fixe les services qui doivent être rendus aux élèves, les fonctions des comités, le devoir du directeur d'école de fournir à l'élève et aux parents un rapport d'évaluation cinq fois l'an. Le gouvernement oublie-t-il que notre système d'enseignement n'est pas adapté aux besoins actuels du marché du travail, par exemple? C'est ainsi qu'on évalue qu'à peine 10% des finissants du secondaire au Québec ont une formation industrielle adéquate alors qu'en Allemagne, on a établi que les élèves qui terminaient le secondaire avaient une formation industrielle adéquate dans 60% des cas.

Il n'est pas surprenant dès lors que les deux tiers de nos entreprises se plaignent qu'elles ne peuvent trouver sur le marché du travail les personnes compétentes dont elles ont besoin. Il n'est pas surprenant non plus que ces mêmes entreprises doivent investir des millions de dollars chaque année pour former leurs propres employés. Il n'est pas surprenant non plus que nos jeunes ne parviennent pas à trouver un emploi. On exige d'eux de posséder de l'expérience alors qu'ils sortent tout juste de l'école.

À l'avenir, la formule des stages en entreprise doit être généralisée, à mon sens, et rapidement. Mais le gouvernement ne s'empresse aucunement à réagir. Sur plus de 200 programmes scolaires de formation professionnelle, à peine quelques-uns ont été révisés au cours des dernières années. On ne prévoit les avoir tous mis à jour qu'en 1989, dans cinq ans seulement. Il me semble qu'il y a ici une nécessité évidente d'agir rapidement. Je ne crois pas que le changement des structures dans le monde de l'enseignement primaire et secondaire règle

ce problème.

Le Québec est, à l'heure actuelle, la seule province à ne pas avoir de cours de sciences obligatoire aux trois premières années du secondaire. Le Conseil des sciences du Canada n'exagère nullement, par conséquent, dans la critique acerbe qu'il a faite récemment de l'enseignement des sciences au Québec.

Il y a également la question de l'enseignement de la langue seconde. Comment se fait-il que nos jeunes francophones suivent cinq ans de cours d'anglais et terminent leurs études secondaires avec une méconnaissance flagrante de cette même langue?

Encore aujourd'hui plus du tiers des jeunes n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires, ce sont ceux que l'on appelle les décrocheurs. Un jeune sur trois seulement s'inscrit au collégial et pendant longtemps nous les avons incités à s'inscrire dans les secteurs professionnels dont les contenus sont, à bien des égards, complètement désuets.

Il faut réviser et harmoniser les programmes de concert avec le milieu scolaire et les autres agents socio-économiques de la société.

En terminant, je dirai, M. le Président, qu'il y a peut-être lieu de modifier les structures au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, mais il ne faudrait pas que ces modifications se fassent au détriment de l'essentiel qui est recherché par tous les parents, soit la qualité des services éducatifs, la qualité de l'enseignement, cet enseignement qui est fait surtout de présence, de proximité et de disponibilité. Or, ce projet de loi 3 ne garantit nullement la qualité de l'enseignement et ne garantit nullement que des améliorations seront apportées aux déficiences qui ont été identifiées dans le fonctionnement du système d'enseignement. Quand on sait que c'est à l'école que se bâtit l'avenir d'un citoyen, imaginez quelle sorte d'avenir le gouvernement réserve à nos jeunes.

(17 h 50)

Avec ces réserves, nous souscrivons quand même, en autant que ce projet de loi soit modifié de sorte que: premièrement, il n'y ait qu'une seule catégorie de commissaires et qu'ils soient tous élus au suffrage universel; deuxièmement, que le ministre nous garantisse qu'il y aura, avant son application, un renvoi à la Cour d'appel pour bien nous assurer que la division linguistique plutôt que confessionnelle proposée par le projet de loi 3 est en tout point constitutionnelle et ne risque pas d'être invalidée éventuellement par l'interprétation que pourrait donner une cour de dernière instance à l'article 93 de la constitution canadienne, et, troisièmement - je termine, M. le Président - que le principe de la

gratuité scolaire soit clairement établi dans le projet de loi 3. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Mille-Îles.

**M. Champagne:** Merci, M. le Président. Vu l'importance du projet de loi 3, je voudrais commencer avant le souper et continuer à 20 heures, avec votre permission.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Vous avez la permission. Il n'y a pas de problème.

**M. Jean-Paul Champagne**

**M. Champagne:** Merci, M. le Président. Je suis très fier d'intervenir au sujet du projet de loi 3 parce qu'il veut avant tout faire en sorte que nos enfants, nos étudiants aient une meilleure éducation, une meilleure qualité de l'enseignement, de meilleurs services.

Nous avons vu, le printemps dernier, l'importance que les Québécois et les Québécoises accordent à l'éducation ici au Québec. En effet, nous avons entendu aux mois de janvier et février 1984 au-delà d'une centaine de mémoires. Nous en avons reçu plus de 240. Jamais, depuis que l'Assemblée nationale existe, une commission parlementaire n'a reçu autant de mémoires. Jamais, depuis que l'Assemblée nationale existe, une commission parlementaire n'a entendu, pendant au-delà de six semaines, des auditions publiques au sujet d'un projet de loi. Mais c'est un projet de loi fondamental, un projet de loi qui touche nos enfants, un projet de loi qui parle d'éducation.

En parlant d'éducation, c'est très important aussi de mettre l'importance sur l'enfant. Je suis très fier de voir que le premier chapitre du projet de loi est consacré à l'élève. S'il n'y avait pas d'élève, il n'y aurait pas de commission scolaire. S'il n'y avait pas d'élève, il n'y aurait pas de directeur d'école. S'il n'y avait pas d'élève, il n'y aurait pas un ministre de l'Éducation. C'est la raison d'être du système scolaire; c'est parce qu'il y a des enfants. Il y a des enfants qui sont là pour recevoir la meilleure éducation. C'est pour cela que nous mettons toutes nos énergies dans ce projet de loi pour mettre des structures qui vont faire que le milieu va se prendre en main. C'est pour cela qu'on a toujours parlé d'une école communautaire, l'école qui forme, autour d'un patelin, la communauté, mais aussi une école qui veut se donner des services, qui veut se donner aussi une qualité de l'enseignement, une école qui veut devenir aussi responsable. Si les décisions de cette communauté se prennent ailleurs, peut-être au niveau de la commission scolaire, est-ce que la commission scolaire connaît les besoins du milieu? Peut-être, mais peut-être

que ceux qui vivent autour, ceux qui vivent avec leurs enfants, ceux qui vivent dans le petit patelin, ceux qui vivent dans cette école, connaissent les services dont ils ont besoin. Ils connaissent les besoins, que ce soient des besoins pour l'enfance inadaptée, que ce soient des services au point de vue de la garderie - ce sont eux dans le patelin qui connaissent cela - que ce soient aussi les activités parascolaires.

M. le Président, je suis content de voir que tout est centré en définitive, sur l'élève: meilleure qualité d'enseignement, meilleure qualité de services.

En deuxième lieu, j'en suis très fier, le deuxième élément fondamental du système, c'est l'enseignant. Je suis très fier aussi, comme enseignant, de dire que, pour la première fois dans un projet de loi, au Québec, nous avons des articles qui touchent directement l'enseignant en parlant de ses droits et de ses obligations. Le chapitre II consacre, d'une façon définitive, l'importance de l'enseignant dans toute cette structure. Hélas, dans la loi 40 on l'avait peut-être négligé. Dans la loi 3 l'enseignant a son importance et j'en suis très fier parce que c'est bien beau un bon ministre de l'Éducation que je vois devant moi, c'est bon un ancien président de commission scolaire, mais moi ma grande préoccupation comme parent qui envoie un enfant à l'école, je suis très fier et rassuré pour autant que j'ai un très bon enseignant, que j'ai un très bon directeur d'école qui mène sa barque.

Tant et aussi longtemps que je serai content, que je serai satisfait, tant et aussi longtemps que dans mon milieu, mon enfant aura un principal d'école responsable de son milieu, qui connaît ses besoins, qui connaît ses professeurs, qui connaît ses enfants - je ne veux pas déprécier les présidents de commissions scolaires, je ne veux pas déprécier les commissaires d'école, loin de là, je ne veux pas déprécier le ministre de l'Éducation - mais je serai rassuré comme parent qui envoie un enfant à l'école, pas parce que j'aurai un très bon président de commission scolaire, je le souhaite, pas parce que j'aurai un très bon ministre de l'Éducation, je le souhaite, mais je serai rassuré si j'ai un bon principal d'école, le capitaine de bateau ou chef d'orchestre qui sait ce qui se passe dans le patelin, qui sait quels sont les besoins de mon enfant ou des enfants qui vivent dans ce quartier. C'est pour cela que tout est structuré dans le projet de loi 3 de façon que la communauté se prenne en main, que les parents deviennent responsables de ce système d'enseignement dans le patelin.

M. le Président, vous me faites signe. Je continuerai sur cette envolée à 20 heures.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Merci. M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Bertrand:** Avant de demander la suspension des travaux jusqu'à 20 heures, je voudrais simplement indiquer qu'après en avoir discuté avec mes collègues de l'Opposition, il y aurait accord pour que, demain matin, l'interpellation qui était faite par un député de l'Opposition à l'endroit du ministre des Affaires sociales, en l'occurrence, au moment où cela a été fait, le président du Conseil du trésor et ministre des Affaires sociales par intérim, n'ait pas lieu. Ce sera remis à une date ultérieure. Nous en discuterons au cours des prochains jours puisque, effectivement, cet après-midi, le député de Joliette a été nommé ministre des Affaires sociales.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** D'accord. Compte tenu de ce temps, M. le député de Milles-Îles, vous aurez encore quatorze minutes à 20 heures. Suspension jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 58)

(Reprise à 20 h 2)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir.

Nous étions à l'étude du principe du projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public. M. le député de Mille-Îles, vous aviez déjà utilisé six minutes de votre temps, vous avez encore quatorze minutes.

**M. Champagne:** Merci beaucoup, M. le Président. Je vais essayer de continuer sur mon envolée d'avant le souper alors que je disais que - dans le chapitre I on parle de l'élève, dans le chapitre II, de l'enseignant. Je vois que cela va dans le sens de la priorité des usagers du système scolaire. L'élève, l'enseignant, ensuite cela va à l'école, on va à la commission scolaire et on termine par toutes les fonctions du ministère de l'Éducation.

Je veux bien répéter que le projet de loi 3 fait en sorte qu'on puisse donner la meilleure qualité d'enseignement possible, le meilleur service possible à nos enfants dans chacune de nos institutions, institutions qu'on veut rendre davantage communautaires, institutions qu'on veut davantage responsables.

Je voudrais aborder maintenant deux sujets: le comité d'école et sa constitution, son fonctionnement. Ensuite, je veux traiter du suffrage universel dont a parlé tout à l'heure par le député d'Argenteuil.

Dans le projet de loi 3, le conseil d'école est formé de quinze personnes. Il est composé avant tout de parents, qui sont majoritaires au conseil d'école, et c'est cela qui est important. On veut donner une plus

grande importance aux parents. Deux enseignants siégeront aussi au conseil d'école. Il y aura, en plus de cela, au sein du conseil d'école, des professionnels non enseignants et, au niveau du deuxième cycle, on pourra permettre aussi d'avoir deux élèves pour constituer le conseil d'école, ce qui va faire en sorte qu'on va se donner des moyens pour rendre le vécu de l'école plus viable et plus productif.

Il y a des règlements. Les enseignants déterminent le nombre de leurs représentants sous réserve des règles de composition. On parle du commissaire du quartier qui peut participer, mais sans droit de vote, au conseil de l'école; le directeur, c'est bien sûr, le pilier, le capitaine de ce bateau, il en fait partie, mais sans droit de vote. L'assemblée de parents peut désigner aussi un membre de la communauté pour siéger, pour occuper le siège d'un parent.

Maintenant, comment fonctionne ce conseil de l'école? Le conseil de l'école peut voir à toutes les orientations de l'école en principe. C'est surtout face au projet collectif. Chacune des écoles pourra se donner le projet collectif qui peut la représenter le plus en respectant les valeurs qui sont véhiculées dans chacune des familles, dans un quartier. Si les parents veulent une école avec une direction, avec un enseignement ou avec de l'autorité, on va espérer que cette école sera sous le signe de l'autorité, une école autoritaire. Si les parents majoritairement, avec les enseignants et le directeur de l'école veulent une école plus permissive, on ira dans ce sens. Si les parents, avec le directeur de l'école, les enseignants et les étudiants, veulent entreprendre une campagne de civisme, le respect des autres, on la prendra cette décision. C'est cela l'avis du quotidien, l'avis de l'école et, avec la loi 3, la fonction du conseil de l'école va faire en sorte qu'on pourra bâtir un projet collectif dans toutes les collectivités. On pourra décider, c'est sûr, du caractère confessionnel de cette école. On pourra aussi établir, avec les agents du milieu, les règles de conduite et de sécurité. On pourra aussi se donner d'autres services, comme on dit les activités parascolaires.

J'ai été président d'un comité d'école pendant trois ans et on a voulu, les parents, le directeur d'école avec les enseignants, se donner d'autres moyens après l'enseignement, donner des cours de danse, donner des cours d'échecs, donner des cours de judo. On avait de la difficulté à obtenir la salle de cette institution. J'ai toujours rêvé aussi d'avoir une école plus autonome, une école communautaire, une école responsable et je pense qu'avec la loi 3, les parents, avec les enseignants et aussi avec le directeur de l'école, pourront atteindre cet objectif. On pourra faire part - je parle bien tout le

temps de la fonction du conseil de l'école - à la commission scolaire des besoins de l'école en effectifs, en locaux, en services; on pourra déterminer aussi, au conseil d'école, l'utilisation des locaux d'école; c'est un problème dans chacune des localités. Est-ce que des contribuables autour d'une école ne pourraient pas faire usage de cette institution? Ce sont eux qui l'ont payée. Autrefois, je me souviens, il y a plusieurs années, à 4 heures, comme on disait dans le temps, c'était barré et cela ne servait pas. De plus en plus, on offre des locaux à la communauté. Et comme fonctions du conseil d'école, on verra à déterminer l'utilisation des locaux d'école. On pourra aussi établir des services de garde pour des élèves du préscolaire et du primaire, entre autres. Alors on voit que la fonction du conseil peut aider à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Je voudrais parler aussi du rôle de l'enseignant. L'enseignant participera à la détermination du projet collectif, comme il le fait actuellement. Dans le cadre du projet éducatif, les enseignants vont enrichir les programmes, vont choisir les modalités d'intervention pédagogique dans cette institution, vont choisir le matériel didactique, vont choisir leurs instruments d'évaluation. En plus de cela, dans le projet de loi 3, on leur reconnaît le droit de refuser de dispenser un enseignement confessionnel. Les enseignants vont faire partie du comité pédagogique et ils auront une importante fonction consultative dans ce comité. Ils auront un rôle consultatif et aussi des pouvoirs décisionnels sur l'implantation de nouvelles méthodes pédagogiques. Ils auront aussi des décisions à prendre sur le choix des instruments pédagogiques. Ils auront la décision de prendre des orientations pour le choix du matériel didactique. Voici la composition du conseil d'école et ses fonctions et toujours dans le meilleur objectif possible, une meilleure qualité d'enseignement.

Je voudrais parler maintenant du suffrage universel. Actuellement, dans des commissions scolaires, il y a deux parents qui siègent à chacun des conseils des commissions scolaires. Il n'y a pas de suffrage universel et, actuellement, cela existe. Je ne sais pas si l'Opposition, en revenant au suffrage universel, veut faire en sorte que ces parents sortent de ces conseils d'administration des commissions scolaires, ils n'ont pas été élus au suffrage universel. Et je pense qu'ils ont le droit d'être là. Il y a un grand principe qu'il faut énoncer... Et cela me fait plaisir de voir le député d'Argenteuil qui arrive dans cette salle pour parler... "No taxation without representation". Cela veut dire qu'il n'y a pas de représentation sans taxation. Vous ne pouvez pas établir la taxation si vous n'êtes pas un

représentant des élus du peuple. Moi, je dis oui à cela pour un échevin dans une municipalité qui a à rendre compte à la population des taxes ou des lois qu'ils vont adopter au niveau de la ville. Je dis aussi que les députés, qui sont élus au suffrage universel, auront des comptes à rendre. On le sait pour la prochaine fois, nous.

**Une voix:** Ah! oui!

**M. Champagne:** On aura des taxes; on aura peut-être augmenté ou diminué les taxes. On a aussi un pouvoir de taxation. Je suis d'accord avec le député d'Argenteuil pour le suffrage universel. Mais pourquoi, dans une commission scolaire, faudrait-il que ce soit absolument le suffrage universel? Le pouvoir de taxation est de 6%; 94% des taxes qu'ils reçoivent pour faire fonctionner la commission scolaire viennent directement du ministère, directement du gouvernement. Pourquoi dire absolument le suffrage universel? Moi, je n'y crois pas. Actuellement, il y a deux parents qui font partie du conseil de la commission scolaire. Pourquoi, si on augmente le nombre de parents de deux à six, cela ferait-il scandale et cela ne serait-il pas acceptable?

Actuellement, ce que veut la loi 3, c'est deux tiers au suffrage universel et un tiers élu - pas au suffrage universel - au niveau de l'institution, au niveau de l'école de quartier. Moi, je dis: Bravo! Eux, ils sont des usagers, ces parents-là. Eux, ils connaissent les besoins du milieu. Cela se fait dans d'autres sortes d'institutions. Il y a des usagers qui font partie des conseils d'administration des universités. Il y a des usagers qui font partie des conseils d'administration des cégeps. Il y a des usagers qui savent ce qui se passe dans un hôpital et qui connaissent les besoins et qui font partie du conseil d'administration. Ils ne sont pas élus au suffrage universel, mais je pense qu'ils savent ce que c'est qu'une bonne qualité de soins dans les hôpitaux. Dans les CLSC non plus, ils n'ont pas le suffrage universel et il y a un certain nombre de personnes qui siègent au conseil d'administration qui sont des usagers. Elles connaissent les besoins du milieu. Dans une école, qui connaît mieux que les parents les besoins de leurs enfants, les besoins des enfants des alentours? C'est pour ça que je suis d'emblée d'accord avec la représentation du tiers des parents qui sont élus, au suffrage universel, d'accord, mais qui sont élus par des représentants d'une communauté pour prendre soin le plus possible des intérêts de ceux qui vont aller siéger avec les autres commissaires d'école pour gérer la chose scolaire. C'est pour ça que j'ai beaucoup de réserve à dire, comme le député d'Argenteuil: Eux autres, le suffrage universel... Il n'existe pas actuellement, le

suffrage universel. Il y a des parents qui ne sont pas élus au suffrage universel. On les accepte depuis de nombreuses années et la Fédération des commissions scolaires est venue nous dire en commission parlementaire: Bravo! Ils en font du bon travail eux autres aussi parce qu'ils savent ce qui se passe dans le milieu.

Si on ajoute un tiers de représentation, pour le député d'Argenteuil, ça devient - on ne va pas dire scandaleux - de la moins bonne représentation. Moi, je dis que c'est une aussi bonne représentation, que c'est de la meilleure représentation, sans vouloir rejeter d'autres formes de représentation, parce que ce sont des usagers qui connaissent les besoins du milieu et qui sont prêts à faire tout leur possible pour se donner la meilleure qualité d'enseignement.

M. le Président, le projet de loi 3, est-ce qu'il chambarde tout? Non. C'est l'application du vécu. Actuellement, toutes les commissions scolaires, toutes les écoles ont leur comité d'école. C'est reconnaître dans le projet de loi 3 l'application et la consécration de ces comités d'école.

C'est bien sûr, il y aura du changement dans l'île de Montréal. Ça fait 20 ans qu'on essaie de restructurer les commissions scolaires de l'île de Montréal. Je pense qu'avec l'évolution, avec le réalisme qu'on connaît aujourd'hui, on devrait faire en sorte d'accepter la nouvelle restructuration dans l'île de Montréal.

Pour terminer, M. le Président, le projet de loi 3, c'est sûr qu'il parle de structures. Que ce soit le ministère de l'Éducation, que ce soient les commissions scolaires, que ce soit l'école, je pense que toutes ces institutions ont un rôle à jouer, soit coordonner l'effort de tous les agents de l'éducation parce qu'il ne faut pas oublier qu'au-delà de toutes ces structures du ministère, des commissions scolaires, de l'école, il y a l'enfant. Et nos enfants seront demain les responsables qui vont bâtir l'État du Québec et pour cela il faut leur donner la meilleure éducation. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Sauvé.

#### **M. Marcel Parent**

**M. Parent:** M. le Président, je pense que tous les membres de l'Assemblée nationale qui sont en cette salle sont conscients qu'ils participent, ce soir, à un événement important dans l'histoire sociale et culturelle du Québec. On parle actuellement de restructurer une institution de base de la collectivité. On parle de refaire et de remettre en question le système d'éducation qui a pour objet d'assurer à la population du Québec une relève de qualité. C'est peut-

être un des gestes les plus importants que l'Assemblée nationale s'apprête à poser, soit de toucher en profondeur une institution de base. Je pense que nous devons aborder ce projet de loi avec tout le sérieux qu'il mérite, en évitant de le politiser et en tâchant de l'étudier avec le plus grand sérieux possible pour s'assurer que les gestes que nous poserons dans quelque temps seront toujours bénéfiques et pour le plus grand bien de la jeunesse québécoise.

Par contre, plus j'écoute le débat sur le projet de loi 3, plus je trouve que les pires sourds sont ceux qui ne veulent pas entendre. Je ne comprends pas qu'un gouvernement qui a fait tant de volte-face et tant d'accrocs à ses promesses en soit rendu à se servir de l'éducation, à se servir de l'école pour se donner bonne conscience. Voilà qu'on se sert de nouveau de l'école pour tâcher de nous resservir ce vieux rêve péquiste de chambarder le système scolaire. Si on n'a pu faire l'indépendance, pourquoi mettre la pagaille dans l'école en administrant une réforme dont personne ne veut? Bien sûr, l'actuel ministre de l'Éducation, plus habile que son prédécesseur, au lieu de répéter inlassablement un monologue monotone, y est allé d'une première opération charme. Il a fait le tour de la province pour rassurer les esprits. Après le projet de loi 40, c'était assez facile d'avoir l'air rassurant en parlant de bon sens et de consensus.

(20 h 20)

À la suite de cette opération charme, il accouche du projet de loi 3, lequel, disons-le immédiatement, n'est pas meilleur que le projet de loi 40. En effet, il dilue encore le suffrage universel. Dans chaque région, la direction de l'enseignement public doit être assurée, M. le Président, par une commission scolaire et doit demeurer un corps politique investi d'un mandat populaire et formé de membres élus au suffrage universel. Les commissions scolaires doivent conserver la responsabilité du fonctionnement et la direction des écoles et des services publics sur leur territoire. Elles doivent posséder à cette fin tous les pouvoirs précis qui leur sont nécessaires.

En plus de diluer le suffrage universel, ce nouveau projet de loi enfarge les écoles avec trois comités qui vont se marcher sur les pieds et il enlève, en grande partie, l'autorité au directeur d'école.

M. le Président, il fait aussi que les catholiques devront demander l'école confessionnelle et l'enseignement religieux. Bref, il leur impose le fardeau de la preuve. Il demande à la plus grande majorité des Québécois de faire la preuve de leurs besoins sur le plan de l'école confessionnelle tandis qu'il donne le bénéfice à une minorité. Je pense que c'est absolument incompréhensible et inadmissible.

Sur le caractère linguistique que le

gouvernement entend donner aux commissions scolaires, nous signalons au gouvernement que les difficultés découlant de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique sont toujours là et que le gouvernement n'a pratiquement rien fait depuis quelques années pour les atténuer ou les faire disparaître.

Nous prévenons le gouvernement que nous ne saurions consentir à des changements majeurs dans ce domaine, surtout dans les territoires de Montréal et de Québec, à moins que toutes les précautions nécessaires n'aient été prises au préalable. Les propositions contenues à cet égard dans le projet de loi sont actuellement insatisfaisantes et nous ne saurions accepter que les groupes de citoyens qu'ont voulu protéger les Pères de la Confédération en rédigeant l'article 93 de la constitution canadienne soient réduits aux misérables ghettos confessionnels esquissés dans le projet de loi 3.

Il donne aussi la part du lion au ministre et rend légitimes tous les pouvoirs que le MEQ s'est arrogés, depuis les quatre dernières années et qui font l'objet, actuellement, de contestations judiciaires. Nous sommes conscients, M. le Président, que le ministère de l'Éducation est un rouage essentiel du système d'enseignement dont on a voulu doter le Québec. Il doit continuer d'assurer la direction générale du système d'enseignement public.

Le ministre de l'Éducation, c'est normal, doit disposer, à cette fin, de pouvoirs réels et efficaces. Le rôle du ministre de l'Éducation, par contre, doit maintenant être révisé de manière à tenir compte du rôle propre des commissions scolaires. Ce projet de loi ne répond à aucune des requêtes fondamentales des parents et de l'ensemble de la population du Québec. Cependant, depuis son dépôt, le ministre est fort actif. Il s'est ménagé un appui par ci, une adhésion par là. Il a même rencontré les petites commissions scolaires de la province qui avaient des problèmes d'intégration entre le niveau secondaire et le niveau primaire et leur a promis de la souplesse dans le mécanisme d'intégration. Autrement dit, il a fait une grande opération au somnifère.

Mais les grandes villes, Québec, Montréal, n'ont pas été visitées à l'occasion de cette opération charme et je dis encore une fois que ce projet de loi ne tient pas compte de la particularité de l'école en milieu urbain. Autrement dit, c'est un projet de loi qui ne reconnaît pas la ville. Je vais répéter ce que j'ai déjà dit en d'autres circonstances, c'est un projet de loi qui n'est simplement pas arrivé en ville.

Est-ce que le ministre de l'Éducation, après avoir lu le projet de loi, a entendu parler des documents suivants? Le livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au

Québec, publié par son ministère en 1977 à la suite d'une enquête par toute la province. Est-ce que le ministre a pris connaissance aussi du dernier rapport du 28 avril du Conseil supérieur de l'éducation sur la condition enseignante? Ces deux documents, le ministre ne semble pas les avoir lus. C'est malheureux. Est-ce que le ministre a aussi entendu parler de deux autres enquêtes réalisées à Montréal sur les attentes des parents face à l'école, l'une réalisée en 1978 et l'autre en 1982 par les parents de la Commission des écoles catholiques de Montréal? Est-ce que le ministre a déjà entendu dire que les parents de la CECM participent depuis 25 ans à la gestion des écoles? Il semble découvrir, il semble vouloir créer des choses qui existent déjà.

Cependant, vous savez fort bien que dans tel petit coin de la province, accorder trois commissions scolaires plutôt qu'une cela va faire envoler le projet de loi 3. M. le ministre, êtes-vous au courant que tous les commissaires de la région de Montréal se sont réunis une fin de semaine sous l'égide du conseil scolaire de l'île de Montréal et qu'ils ont rejeté à une très forte majorité votre projet de loi? Vous ne pouvez quand même pas dire que ce groupe de personnes sont des extrémistes, que ce sont des révolutionnaires! Ce sont des commissaires élus par la population comme nous le sommes tous. Ce sont des gens qui sont le prolongement de leur communauté sociologique et culturelle. Ils ont rejeté en grande majorité ce projet de loi.

Permettez-moi de révéler ici une découverte sensationnelle que tout le monde connaît, que le ministre, lui, ne semble pas connaître. Ce que veulent les parents c'est pourtant clair. Ce n'est pas compliqué. Cinq choses auxquelles le projet de loi ne touche pas du tout. Cinq choses remplies de bon sens. Cinq choses faciles. Mais depuis quelques années on dirait que le bon sens a de la misère à vivre au ministère de l'Éducation et au gouvernement. Les parents veulent simplement une revalorisation de l'école publique. Depuis 25 ans qu'on s'acharne sur l'école publique, on lui a infligé tous les progrès, tous les renouvellements possibles. Or, l'école publique n'a besoin que d'une chose pour bien remplir son rôle: c'est le besoin de paix pour jouer son rôle essentiel qui est facile, pas compliqué. Cela n'embête pas le monde. Ce n'est pas socialisant. Ce n'est pas fatigant.

L'école a une chose à faire et elle veut le faire. Elle veut bien enseigner les matières de base au primaire. Elle veut faire vivre les élèves dans un climat de paix et d'éducation. Cela n'est pas compliqué. Elle veut assurer une transition harmonieuse entre le primaire et le secondaire. Elle veut ne pas précipiter la spécialisation au secondaire et s'assurer d'un encadrement humain et

acceptable au niveau de l'école secondaire. Que voulez-vous? Cela est simple et facile. Cela n'est pas révolutionnaire, c'est calme, c'est le simple bon sens. Mais on a mis tout cela de côté et on a présenté un projet de loi pour tout remettre en question.

Pourtant cela n'est pas nouveau. C'est cela que le livre vert de 1977 vous disait. Ce livre vert a été fait non pas pour stimuler le fonctionnement des usines de pâtes et papiers, mais pour savoir comment orienter l'école de demain. Elle est là la vraie question, M. le Président. Est-ce que le ministère de l'Éducation existe pour élever un monument aux débris de ce vieux rêve péquiste de chambarder l'école ou bien est-ce que son devoir est de répondre aux demandes justes et raisonnables de la population? Il y a moins d'un an, M. le Président, à titre de président de la CECM, j'ai témoigné devant la commission parlementaire sur le projet de loi 40. À ce moment-là, j'ai informé le gouvernement, la commission, que les problèmes auxquels font face les commissions scolaires et les commissaires, ce sont des questions d'adaptation scolaire, d'application de programmes, de rendement scolaire, mais très rarement des problèmes confessionnels ou de structure.

Ce que j'ai de la difficulté à accepter dans ce projet de loi, c'est sa façon de le présenter. On demande aux gens de Barraute ou de Saint-Juste-de-Bretenières s'ils préfèrent une commission scolaire linguistique ou confessionnelle alors que pour eux cela n'a aucune signification. Dans ces coins de la province, tout le monde est catholique, tout le monde parle français. Cela n'a aucune signification qu'une commission scolaire soit linguistique ou confessionnelle, tandis que dans les grandes villes comme Laval, Montréal, Québec, cela change quelque peu. La situation n'est pas la même. Le tissu sociologique est différent.

Par contre, là où tout le monde s'entend, ce que les gens de Barraute, de Saint-Juste-de-Bretenières, de Laval, de Montréal veulent, c'est une école publique facile qui prépare les enfants à gagner honnêtement leur vie d'une façon compétente et enrichissante. Encore une fois, des choses faciles, à la portée de tout le monde, que tout le monde désire, on ne s'en est pas occupé, on a laissé pourrir le système scolaire au Québec et on veut le restructurer avant d'avoir essayé de l'améliorer.  
(20 h 30)

Le Parti québécois, actuellement, cherche des consensus. En voilà un consensus facile que celui-là. Vous n'aurez pas de difficulté à tous vous entendre. Tâchez donc d'essayer de revaloriser l'école publique. Je mets le ministre au défi de demander à la population si elle préfère le projet de loi 3 ou une vraie série de moyens pour

revaloriser l'école publique. Mais non, au lieu de cela, on procède à un remaniement de structures. Bientôt, l'école publique va souffrir de "structurite" aiguë et de "comitose" en plaques si le projet de loi est accepté. Ce projet de loi est sourd et muet pour la revalorisation de l'école publique.

Les parents, M. le Président, désirent être présents à l'école. Ils désirent participer à la gestion de l'école, mais ils ne veulent pas la gérer. Ce ne sont pas des gérants. Permettez-moi d'imaginer le fonctionnement de l'école Saint-X, dans une commission scolaire de la Côte-Nord. La commission scolaire comptera cinq comités, l'école trois comités. Imaginez-vous la joie des parents de faire 100 ou 150 milles par un froid sibérien, ou un froid québécois si vous voulez, pour participer à l'un des trois comités préconisés par le projet de loi 3. Les trois comités, dans la même école, avec un directeur sans droit de vote... M. le Président, commencez à organiser des dortoirs pour accueillir le directeur de l'école et les parents qui vont perdre leur temps là pendant que les enfants vont faire l'école buissonnière, pendant que les parents se disputeront et s'engeuleront sur le rôle de chacun de ces trois comités. Savez-vous quand les parents s'impliquent dans une école? Et à quelles conditions? C'est lorsque l'école leur propose un projet éducatif qu'ils peuvent bâtir et qui répond à leurs attentes. On a vécu des expériences comme cela à l'école de musique Le Plateau à Montréal, à l'école-atelier où la participation des parents a atteint un indice massif.

M. le ministre, la participation des parents, c'est un lent processus par lequel les parents apprivoisent tranquillement l'école. Ils découvrent les domaines dans lesquels ils peuvent aider à orienter l'école. Je vous prédis, M. le ministre, que votre troïka, dans laquelle vous vouliez embarquer l'école après avoir enlevé les guides des mains du directeur, elle va piétiner, tourner en rond, pour finalement se figer sur place. La participation, M. le ministre, cela ne se décrète pas, cela se cultive. La participation ne s'impose pas, cela s'apprend. C'est un long cheminement. À ce point de vue, je suis particulièrement inquiet de voir que, loin de vous inspirer de ce qui s'est fait de valable en ce domaine, vous voulez infliger aux parents un monstre à trois têtes pour mieux les domestiquer et, probablement, pour mieux les empêcher d'agir vraiment dans l'école.

Car en plus d'être Québécois, M. le Président, je suis d'origine montréalaise et j'ai vécu et je vis encore dans la région de Montréal. Et votre système de participation dans les écoles, dans les milieux urbains, particulièrement hétérogènes, sera difficilement applicable. Saviez-vous que la population de l'école polyvalente Pierre-Dupuis à Montréal située au centre-sud de



Montréal change à tous les deux ans. Saviez-vous qu'à Montréal, on compte, dans plus de quinze écoles, 30 ethnies différentes. Seulement que dans l'école Saint-Pascal-Baylon dans le quartier de Notre-Dame-des-Neiges, nous comptons 47 ethnies, comment voulez-vous penser que dans ces écoles, les parents qui ont peine à s'intégrer au milieu québécois, qui ont toutes les misères du monde à gagner leur vie, trouve le temps et le goût d'aller s'embarquer dans votre fameuse troïka.

De deux choses l'une, M. le Président, ou les parents se désintéresseront de l'école, ce qui est grave, ou l'école sera prise en main par un groupuscule de manipulateurs, ce qui est encore plus grave. Vous connaissez, M. le ministre, je suis certain que ce n'est pas ce que vous désirez, mais c'est ce vers quoi vous vous dirigez par exemple.

Encore une fois, les gens d'en face, vous cherchez des consensus, j'en ai un autre: prendre les moyens pour assurer une véritable participation à l'école. Cela serait bien n'est-ce pas? Plutôt de vous chicaner, de vous entendre sur cela. Je mets le ministre au défi de demander aux parents s'ils préfèrent une participation véritable à la gestion de l'école ou un monstre à trois têtes que leur propose le projet de loi 3.

Les parents veulent, M. le ministre, un régime de négociation intelligent dans le secteur public. Je pense que c'est le bon temps. Le ministre, M. Bérubé, répète à qui veut l'entendre qu'il veut changer le régime de négociation dans le secteur public. Or, le projet de loi 3 est particulièrement silencieux sur la question. Je comprends que le projet de loi n'en parle pas, il pourrait en parler en dehors, mais au lieu de cela il propose de nouvelles structures. Demandez donc aux parents si leurs enfants souffrent du système scolaire ou bien s'ils souffrent des grèves qui à tous les trois ans, font, de nos écoles des champs de bataille. On en est rendu à un point où les conventions collectives sont tellement tatillonnes qu'un élève doit passer devant deux écoles en avant de chez lui pour aller en fréquenter une troisième, pour entrer dans les normes.

On en est rendu au point où à la Commission des écoles catholiques de Montréal, par exemple, où il y a un très grand nombre d'enseignants, chaque année, plus de 1000 enseignants sont déplacés par la clause de l'ancienneté. On en est rendu aussi au point où le placement des enseignants est tellement complexe que beaucoup de classes et d'élèves ne connaissent leurs professeurs qu'au début du mois d'octobre, alors que le Parti québécois se préoccupe de chercher des consensus. Bien en voilà un troisième! Je mets le ministre de l'Éducation au défi de demander à la population si elle préfère un système de négociation civilisé et respectueux des objectifs de l'éducation

plutôt qu'un projet de loi 3.

Encore une fois, les parents en ont assez que les écoles fréquentées par leurs enfants deviennent, à tous les trois ans, des centres Saint-Julien de Saint-Ferdinand d'Halifax, où les syndicats brandissent des pancartes pendant que les élèves n'apprennent rien. Les parents veulent de bonnes communications avec l'école.

J'ai cru, dans ma naïveté de député nouvellement élu, que le gouvernement du Québec avait progressé et que la coutume de l'antiquité, voulant que l'on mette à mort un messenger qui apporte une mauvaise nouvelle, était dépassée. Eh bien, non! Lorsque le président du Conseil supérieur de l'éducation, M. Benjamin, a dit tout haut ce que les gens pensaient tout bas, on l'a simplement limogé et on l'a remplacé par le père du livre vert et du projet de loi 40.

Le livre blanc ne donne pas aux enseignants la place qu'ils devraient avoir dans l'éducation. Si on veut revaloriser l'école, si on veut redonner à l'école publique sa crédibilité, tâchons de redonner aux enseignants leur fierté de professionnels. Arrêtons de leur imposer des conventions collectives tatillonnes, arrêtons de leur frapper sur la tête par des décrets, respectons-les si on veut qu'ils forment des citoyens respectueux pour demain.

M. le Président, vous me faites signe que j'ai terminé. Je pourrais continuer pendant deux heures tellement on en a à dire sur le système d'éducation au Québec. Mais je vais vous dire que ce projet de loi, si vous voulez avoir l'acceptation de l'Opposition, il va falloir que vous le retouchiez, que vous changiez sa formule, que vous détailliez les garanties de la gratuité scolaire, que vous nous garantissiez, d'une façon claire, nette et précise, le suffrage universel et que vous teniez compte de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant les territoires protégés. Je termine, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Bourassa.

**M. Patrice Laplante**

**M. Laplante:** Merci, M. le Président. Je suis un peu déçu d'entendre le discours que l'ex-président de la CECM, aujourd'hui député de Sauvé, vient de prononcer. Pourtant, nous sommes deux amis. Nous avons fréquenté les mêmes institutions scolaires...

**Une voix:** Ah, je ne suis pas sûr!

**M. Laplante:** ....au point de vue de la représentation des parents. Nous avons été aux mêmes conseils. Pourtant, lorsque le député de Sauvé représentait les parents dans

les comités d'école, il réclamait, à ce moment-là, beaucoup plus de pouvoirs pour les parents. Il disait que la place des parents n'était pas assez grande dans les écoles. Est-ce parce qu'il est devenu commissaire un jour, est-ce parce qu'il est devenu président d'une commission scolaire au Québec que, aujourd'hui, ce même député veut laisser aux parents un rôle social seulement, tel que le permet la loi 27?

**Une voix:** C'est vrai.

**M. Laplante:** Pourtant, il a été l'un de ceux qui ont dit que les réunions des conseils d'école, des comités de parents avaient un rôle social, étaient des buveurs de café, des mangeurs de biscuits. Ce sont les épithètes qui étaient employées dans ce temps-là; il les a employées comme moi.

**Une voix:** Jamais!  
(20 h 40)

**M. Laplante:** Mais, aujourd'hui, le projet de loi 3 veut définir un rôle, la place du parent dans l'école. Il me semble que c'est logique. Aujourd'hui, il fait partie d'une formation politique, il suit une autre ligne. Lorsque vous parlez avec le député de Sauvé et que vous lui demandez: Êtes-vous pour la séparation linguistique des commissions scolaires? Sans hésitation, il vous dit: oui, là-dessus, mais je suis obligé de suivre une ligne de parti. À la Commission des écoles catholiques de Montréal du temps où il était là... Il ne faut pas avoir deux notions des parents dans une école. Il me semble que c'est logique d'avoir seulement une ligne de pensée lorsqu'on parle de revalorisation de l'école au Québec. On en a entendu de toutes les sauces, de toutes les couleurs là-dessus. C'est le temps ou jamais d'essayer de donner le réel rôle des parents dans ces écoles. C'est ce que le projet de loi s'applique à faire.

J'ai voulu ce soir essayer de faire un résumé au Québec depuis que le Québec... C'est le début du Québec... La place que le parent a toujours occupée dans un système scolaire. Il n'y a pas beaucoup de parents qui savent comment les commissions scolaires se sont bâties au Québec, les circonstances vécues par nos premiers habitants, comment la place des parents a pris une importance à un moment donné dans le rôle d'éducation des enfants.

C'est là-dessus que j'aimerais vous intéresser, M. le Président, et essayer dans les vingt minutes qui viennent, de déterminer quels étaient les droits des parents en éducation au Québec. Une longue tradition d'indifférence et de non participation de la part des parents eux-mêmes... Cela se comprend lorsqu'on considère l'isolement des familles rurales majoritaires sous le régime français jusqu'à la fin du siècle dernier. La

ferme était une entreprise familiale et les enfants étaient pour les parents une main-d'œuvre indispensable. On avait besoin d'eux à la maison, dans les bâtiments, dans les champs. C'est ainsi que la majorité de la population des campagnes restait privée d'enseignement. L'analphabétisme était le fait des masses rurales jusque vers le milieu du siècle dernier. Seulement pour vous donner un exemple, M. le Président, en 1827, sur 87 000 signatures contre le régime Dalhousie, 78 000 personnes ont signé d'une croix; 78 000 sur 87 000.

Par contre, en 1824, le Parlement du Bas-Canada avait voté une loi qui autorisait les fabriques à consacrer le quart de leur budget - M. le député d'Argenteuil, vous êtes fort en histoire, je ne sais pas si cela vous rappellera des choses - à l'établissement et à l'entretien d'une ou de plusieurs écoles dans chaque paroisse. Ce fut le premier organisme local ayant une juridiction officielle en matière scolaire. Comme les marguilliers étaient généralement des pères de famille ayant des enfants d'âge scolaire, on peut dire que les parents avaient une certaine représentation au milieu d'une fabrique. Hélas! Les écoles de fabrique furent marginales. Autrement dit, on a manqué notre coup. Mais pourquoi? On en comptait seulement 68 en 1830. À cause de l'apathie de la population qui n'était pas encore tellement intéressée à l'éducation, de l'absence de subsides gouvernementaux - le gouvernement ne finançait pas nos écoles à ce moment-là - et du maigre revenu des fabriques.

Par contre, en 1829, l'Assemblée législative vote une loi pour encourager justement cette éducation, l'éducation élémentaire. Cette loi prévoyait l'élection dans chaque paroisse ou canton d'une commission de syndics choisis parmi les propriétaires fonciers. C'est de là qu'est venu le fait que seulement ces propriétaires avaient le droit de vote à ce moment-là en ce qui regardait les enfants. Ce syndic assurait le contrôle, la direction, la régie, le maniement et l'administration exclusive des écoles. Le gouvernement défrayait à ce moment-là - cela a commencé en 1829 - la moitié du coût d'achat ou de construction d'une école jusqu'à concurrence de l'argent de ce moment-là - parce que c'étaient des livres à cette époque - jusqu'à concurrence de 50 livres. Il payait un traitement annuel. Le traitement annuel des enseignants était de 20 livres.

Aux écoles privées et aux écoles publiques tenues par des communautés religieuses dans les campagnes, on pouvait accorder ces subsides aussi à ce moment-là. En 1835 il y avait déjà au Québec 1372 écoles, mais leur nombre a diminué par la suite à cause du retrait des subventions sous un autre gouvernement qui est arrivé en

1836 et qui a décidé de ne plus financer les écoles.

Le rapport de lord Gosford, qui date de 1836, déplorait aussi l'incompétence des enseignants, le manque d'assiduité des écoliers et l'indifférence des parents vis-à-vis de l'instruction de leurs enfants, parce qu'à ce moment-là il n'y avait plus l'encouragement voulu pour que les parents, parce que c'étaient de grosses familles, puissent croire à l'éducation de leurs enfants.

Enfin, en 1841, la Législature du Canada Uni vota une loi qui confiait au conseil de district établi après les troubles de 1837-1838 le mandat de diviser les cantons et les paroisses en arrondissements scolaires. Là, on commençait à fabriquer les vraies commissions scolaires. Chaque paroisse-canton devait élire cinq ou sept commissaires d'écoles responsables du choix d'un emplacement. Déjà on avait déterminé dans la loi ce qu'ils devaient faire. Ils avaient à choisir l'emplacement pour la construction d'une école, ils avaient à faire l'engagement des enseignants et le choix des manuels. C'était reconnaître indirectement le droit des parents à l'éducation et c'est aussi le fondement des commissions scolaires locales.

En 1853 l'Assemblée législative organise une enquête sur l'état de l'éducation dans le Bas-Canada. C'est effarant ce qu'on retrouve à ce moment-là. En effet, on découvre que 422 enseignants seulement sur 1991 - déjà c'était une forte proportion pour le temps d'avoir près de 2000 enseignants - avaient la compétence prévue par la loi pour l'enseignement.

On s'aperçoit que la moitié des commissaires d'écoles aussi - il y avait 1025 commissaires - donc 502 ne savaient ni lire ni écrire. En somme, les droits des parents en matière scolaire étaient plutôt inopérants par le fait qu'un grand nombre d'entre eux étaient analphabètes.

Il faut attendre en 1960 - c'est beaucoup d'années après - pour voir les droits des parents reconnus explicitement. En effet, la loi accorde désormais à tous les citoyens majeurs et parents d'un enfant de moins de 18 ans le droit de vote à une élection de commissaires d'écoles. Rappelons qu'avant 1960 seuls les propriétaires fonciers votaient aux élections des commissaires. Pourtant, en 1971 tous les citoyens majeurs et, donc, tous les parents deviennent éligibles à la fonction de commissaire à l'échelon local.

On crée des comités d'école où les parents sont représentés. C'est la loi 27 qui commence à être en vigueur à ce moment-là.

À l'échelon régional on crée des comités de parents pour dialoguer avec les commissions scolaires. Une loi sanctionnée en juin 1979 affirme encore plus concrètement

le droit des parents en éducation. Des représentants des comités de parents deviennent membres de chaque corporation scolaire et siègent, sans droit de vote, au conseil des commissaires et au comité exécutif. On sait à ce moment-là le tollé de protestations qu'il y a eu à l'intérieur des commissions scolaires. Même la Fédération des commissions scolaires n'était pas d'accord pour que le parent aille siéger avec les commissaires d'écoles. Déjà on voulait encore rapetisser la place du parent à l'intérieur de ces commissions scolaires. Ça n'a pas changé depuis parce qu'ils ont peur. De quoi? Je ne le sais pas. Le pouvoir? Peut-être.

En décembre 1979 une nouvelle loi établit le conseil d'orientation de l'école. C'est l'avancement encore du parent qui se trace et qui assure la participation des parents à l'élaboration des orientations de l'école. En résumé, les lois de 1979 reconnaissent les droits des parents de deux façons précises. Premièrement, au plan de la commission scolaire, les parents deviennent membres du conseil des commissaires mais sans droit de vote. Deuxièmement, la participation des parents est assurée au conseil d'orientation scolaire pour la première fois. Malgré des progrès certains dans la reconnaissance effective de leurs droits et en tant que pères et mères d'enfants qui fréquentent l'école, les parents se sentent impuissants devant le côté inhumain de cette usine anonyme qu'est devenue l'école secondaire polyvalente. (20 h 50)

Les parents se plaignent. J'étais un de ces parents qui se plaignaient aussi du gigantisme de ces écoles à ce moment-là. Si on suit l'opération 55, construction d'écoles polyvalentes, les parents, à ce moment-là... M. le député d'Argenteuil, vous le savez très bien vous aussi, vous avez une grande honnêteté intellectuelle, vous savez très bien que si les parents à ce moment-là avaient été consultés formellement, avaient eu leur mot à dire, jamais on aurait construit ces grosses boîtes anonymes de 3000 ou 4000 élèves. C'est cela qui a gâté l'avenir de nos enfants, parce qu'ils ont été dépersonnalisés, ils ont été intégrés à des numéros. Cinq minutes de battement pour que chaque élève puisse courir d'une classe à l'autre. Le contact avec les enfants, il n'y en existait plus. Ce n'était plus le même système. Personne ne se reconnaissait là-dedans. Les enfants demandaient de l'aide, criaient au secours à leurs parents. Les parents impuissants disaient: Je ne connais rien, mon fils; je ne connais rien ma fille; qu'est-ce que tu veux? Je suis obligé de te laisser à toi-même.

Il est venu aussi, après, dans ces grosses boîtes, une démotivation du corps enseignant, et avec raison, parce qu'ils ont

eu des surcharges de travail. On a fait croire à ces gens-là qu'avec des spécialisations... On leur disait: Instruisez-vous avec l'opération 55; spécialisez-vous. Mais, à un moment donné, avec leur spécialisation, ils se sont retrouvés avec des groupes d'élèves nombreux. Les professeurs ne connaissaient plus leurs élèves. Ils ne pouvaient plus dire: Bonjour, Jacques; bonjour, Jean; bonjour, Denise. Ils ne pouvaient plus dire ces choses-là, parce que cela leur prenait un an avant qu'ils fassent le tour de ces élèves. Quand arrivait le temps des corrections, c'était encore la même chose. C'est cela qu'ils ont fait dans la revalorisation de l'école. On a tenu les parents sortis des écoles. On a créé un écoeurement des parents vis-à-vis de l'école.

Aujourd'hui, le projet de loi 3 favorise précisément cette rentrée des parents à l'école et on va le refuser, comme parti politique, vous autres, juste au nom d'une confessionnalité, au nom d'un territoire grand comme la CECM, en ne donnant pas le droit aux anglo-catholiques d'être chez eux. C'est leur droit sacré. Pourtant, c'est dans les droits individuels de ces gens-là. On essaie de s'excuser, M. le Président, au nom de l'acte constitutionnel canadien, article 93. On cherche un faux-fuyant, on essaie de bloquer ce projet de loi au nom de principes douteux. On voudrait que nos écoles restent catholiques, mais on n'ose pas le dire. On veut commencer par les structures. On dit: Peut-être que ce serait bon les écoles sur une base linguistique, mais arrive l'autre groupe qui dit: Nous autres, l'école, on la veut seulement catholique; pas de tolérance. C'est comme cela qu'on la voudrait. On voudrait encercler tout ce monde-là. On voudrait faire ce que l'Espagne a fait avec Franco. On a vu après ce qui est arrivé dans un régime comme celui-là. C'est un peu un régime totalitaire. Est-ce ce qu'on veut continuer à intégrer au Québec dans notre système scolaire?

Je vous en prie, laissez la place aux parents. Qu'est-ce que c'est, pour une commission scolaire comme celle de Montréal, avec 19 commissaires, d'avoir 6 représentants des parents? Je pense que la démocratie se joue. Je ne voudrais pas, par les paroles additionnelles que je vais vous dire, M. le Président, avoir un jugement défavorable envers les gens à qui je vais faire référence. Mais la vérité saute aux yeux. Il ne faut pas jouer à l'hypocrisie. Il faut dire les faits tels qu'ils sont. Pourquoi, aujourd'hui, M. le Président, avec 12% seulement de l'électorat montréalais, on élit une commission scolaire? J'en suis gêné. C'est une honte dans une démocratie. D'autant plus, merci aux personnes âgées si on a atteint les 12% de votation parce que dans chacune des résidences où il y a des personnes âgées, l'urne est là, la boîte de

scrutin est là. Ces gens-là n'ont que plaisir à aller voter. Pourtant, ils n'ont plus d'enfants qui vont à l'école. Ils ont fait leur effort par leurs taxes, après avoir élevé leurs enfants, les avoir dirigés du mieux qu'ils ont pu, leur école. Pourquoi ne va-t-on pas, par exemple, vers les parents, leur porter la même boîte de scrutin, les encourager à venir déposer ces bulletins? Peut-être que la Commission des écoles catholiques de Montréal, aujourd'hui, ne prendrait pas un virage de politique partisane dans son administration, peut-être qu'elle serait plus juste dans les mémoires qu'elle a là!

J'ai fait partie de la Fédération des commissions scolaires, M. le Président, j'en ai été un membre du bureau. Je sais ce qu'on disait des comités de parents, à ce moment. On les invitait seulement pour sauver la face. Je vais vous le dire, en dehors de la Chambre, devant d'autres témoins, des membres du bureau. On invitait les parents au congrès annuel de la Fédération des commissions scolaires seulement pour sauver la face parce qu'on les trouvait nuisibles dans le système. J'étais un des seuls à défendre les parents à l'intérieur de nos écoles, M. le Président. Je l'ai fait.

Aujourd'hui, la Fédération des commissions scolaires est beaucoup plus conciliante, c'est un fait. Je l'ai reconnu à la présentation de leur mémoire mais on bloque encore l'entrée des parents dans le système scolaire du Québec. On veut revaloriser l'école, M. le député de Sauvé. C'est avec les parents qu'il faut le faire, ce n'est pas avec les étrangers, ce n'est pas avec les financiers qu'on doit le faire, c'est avec le cœur des parents, avec la satisfaction d'avoir des enfants dans les écoles, de s'en occuper et de travailler avec le corps professoral qui s'y trouve. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le **Président**: M. le député de D'Arcy McGee.

#### M. Herbert Marx

**M. Marx**: Merci, M. le Président. J'aimerais aborder deux aspects qui touchent le projet de loi 3, l'aspect constitutionnel et l'aspect droits et libertés de la personne.

En ce qui concerne l'aspect constitutionnel, le ministre de l'Éducation a déjà soulevé le problème et également le député d'Argenteuil, le porte-parole de l'Opposition, a soulevé le problème constitutionnel.

Ce problème n'est pas un problème nouveau. En effet, j'ai eu l'occasion de faire deux études sur la question constitutionnelle, la première étant en 1972 sur le projet de

loi 28 où j'ai fait une étude avec les professeurs Chevette et Tremblay pour le ministère de l'Éducation et, en 1975, j'ai fait une étude pour le comité de restructuration du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

M. le Président, les garanties constitutionnelles dans la constitution canadienne se trouvent à l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867. La Législature provinciale a compétence exclusive en matière d'éducation et la Législature ou l'Assemblée nationale doit respecter les droits et les privilèges relatifs aux écoles confessionnelles.

Cet article 93 s'applique au Québec et à l'Ontario. On a voulu donner les mêmes garanties constitutionnelles aux protestants au Québec que celles qu'on a données aux catholiques en Ontario et vice versa.

J'aimerais juste lire l'article 93, le préambule et les deux premiers paragraphes qui nous concernent dans ce débat: "Dans chaque province et pour chaque province, la Législature pourrait exclusivement légiférer sur l'éducation sous réserve et en conformité des dispositions suivantes:

1<sup>o</sup> rien, dans cette législation, ne devra préjudicier à un droit ou privilège conféré par la loi lors de l'union - c'est-à-dire en 1867 - à quelque classe particulière de personnes dans la province relativement aux écoles confessionnelles.

2<sup>o</sup> tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés ou imposés par la loi, dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndicats d'écoles des sujets catholiques romains de la reine seront et sont, par les présentes, étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la reine dans la province de Québec. Voilà pour les garanties. (21 heures)

Le problème c'est qu'il faut savoir quels sont les droits et privilèges dans l'article 93 qui sont protégés. Ce sont des droits qui existaient en 1867. Pour le Québec, on trouve ces droits et privilèges dans la Loi du Bas-Canada de 1861. Toute loi que l'Assemblée nationale a adoptée depuis la Confédération, depuis 1867... Si on a accordé des droits à tel et tel groupe, on a créé telle et telle commission scolaire, ce ne sont pas des personnes ou des entités qui ont une garantie constitutionnelle. Par exemple, la CECM, la Commission des écoles catholiques de Montréal, n'a pas une garantie constitutionnelle parce que cela n'existait pas en 1867. Pour la même raison, le PSBGM n'a pas de garantie constitutionnelle parce que cette commission scolaire n'existait pas non plus en 1867.

De plus, les garanties de l'article 93 sont des garanties d'ordre religieux. En présentant le projet de loi sur la constitution du Canada devant la Chambre des lords à Londres en 1867, Lord Carnarvon a dit que

le but de l'article 93 était et je cite le Journal des débats de l'Angleterre: "To secure the religious minority of one Province the same rights and privileges and protection which the religious minority of another Province may enjoy." De plus, dans l'arrêt Mackell de 1917, une décision de comité judiciaire du Conseil privé, il a été énoncé: "That the class of persons to whom the right or privilege is reserved - par l'article 93 - must be a class of persons determined according to religious belief and not according to race or language."

Une lecture attentive des lois pertinentes de la jurisprudence et des documents historiques ne révèle en aucune façon que le fait pour les catholiques ou les protestants au Québec de se trouver dans la majorité dans une municipalité scolaire pourrait être considéré comme portant atteinte à un droit ou privilège visé par l'article 93 de la constitution.

Dans l'arrêt Hirsch le juge en chef de la Cour suprême du Canada a correctement remarqué que: "Everybody in the least familiar with the history of education in the Province of Québec knows that in 1867 in 'rural municipalities' the 'common schools' were in fact the schools of the majority and the 'dissentient schools' in fact the school of the minority, Catholic or Protestant as the case maybe."

La loi de 1861 a établi des garanties religieuses soit pour la majorité, soit pour la minorité. Mais ces dernières seules ont été "constitutionnalisées" par la suite par l'article 93. C'est-à-dire que la protection constitutionnelle était pour la minorité seulement, pas pour la majorité. Si les protestants étaient la minorité dans une municipalité quelconque, c'étaient eux qui étaient protégés. Si c'étaient les catholiques qui étaient en minorité, c'étaient eux qui étaient protégés. Le système scolaire en 1861 était le suivant. Il y avait des écoles communes, mais les protestants ou les catholiques avaient la possibilité de signifier leur dissentiment et d'établir leurs écoles à eux. Si les catholiques étaient en minorité c'était possible pour eux de faire la même chose. A Montréal et à Québec, il y avait une population assez substantielle de protestants et de catholiques et c'est pourquoi, dans la loi de 1861, on a établi tout de suite des commissions scolaires protestantes et catholiques pour les villes de Montréal et de Québec de l'époque. En fait, comme on le sait, l'école protestante était une école anglaise et l'école catholique était une école française.

Il va sans dire, M. le Président, qu'il faut respecter les garanties constitutionnelles. Il ne faut pas les diminuer, sauf avec le consentement des personnes concernées. Le problème est: Quelle est la portée et l'étendue de ces garanties? En fait, pour

savoir cela, il faut interpréter des lois du 19<sup>e</sup> siècle, appliquer la jurisprudence du comité judiciaire du Conseil privé et, surtout, la jurisprudence relative aux lois de l'Ontario. Le plus grand nombre de cas sont des cas qui viennent de l'Ontario, où on a interprété les lois ontariennes.

Je dois dire que le comité judiciaire du Conseil privé, qui était notre cour de dernière instance, à l'époque, a interprété d'une façon assez restreinte les garanties des minorités linguistiques et religieuses du Canada. Le comité judiciaire a toujours donné pleins pouvoirs à la Législature, soit provinciale ou fédérale, de faire les lois qu'elle voulait. Comme je viens de le dire, le comité judiciaire était peu respectueux des droits des minorités au Canada. Par exemple, prenons l'arrêt *Tiny* concernant la classification du niveau de l'enseignement. C'est un arrêt qui a été édicté en 1928 par le comité judiciaire du Conseil privé et qui dit: "It is indeed true that power to regulate merely does not imply a power to abolish. But the controversy with which the Board has to deal on the present occasion is a long way from abolition. It may be that the new laws will hamper the freedom of the Roman Catholics in their denominational schools... But they are still left with separate schools which are none the less actual because the liberty of giving secondary and higher education in them may be abridged by regulation. Such an abridgement may be in the usual course when a national system of education has attained a certain stage in its development and it would be difficult to forgo this power if the grading which may be essential is also to be possible. Their Lordships do not think grading is in itself inconsistent which such rights to separation of schools as were reserved at Confederation."

M. le Président, en me basant sur ce raisonnement, sur le fait que la loi québécoise de 1861 n'a prévu que des écoles communes pour l'instruction élémentaire de la jeunesse et, également, sur le fait que le gouvernement avait le pouvoir de classer le niveau de l'enseignement, je conclus que la protection constitutionnelle ne couvre que les quatre premières années scolaires dans une commission scolaire protégée par la constitution. C'est la logique de l'arrêt *Tiny* édicté par le comité judiciaire du Conseil privé. Ce sont des garanties minimales. C'était, pour les catholiques, les francophones du Manitoba, des garanties illusoires parce que le comité judiciaire a décidé que, en effet, ils n'ont pas de droit. En Ontario, c'était effectivement des garanties minimales.

(21 h 10)

Il va sans dire que certains juristes contestent cette opinion que je viens de vous donner. Par exemple, les gens disent que la loi québécoise de 1861 est différente de la

loi de l'Ontario de 1859 et que la jurisprudence de l'Ontario ne peut pas vraiment s'appliquer à la loi du Québec parce que ce sont deux lois différentes et ainsi de suite. On a fait toutes sortes de raisonnements. Je suis tout à fait d'accord avec le député d'Argenteuil qui a décrit que, avec le projet de loi 3, nous avons une insécurité judiciaire. Il a même cité un affidavit du ministère de la Justice où l'avocat du ministère a parlé de cette insécurité judiciaire, c'est évident qu'il y a une telle insécurité. La solution, telle que proposée par le député d'Argenteuil, était de demander un avis consultatif. C'est un cas spécial. Le député d'Argenteuil a déjà souligné que l'Assemblée nationale a demandé à la Cour d'appel, dans l'affaire Hirsch, de définir quels sont les droits des protestants et des catholiques à Montréal. Le Québec a souvent demandé un avis consultatif de la Cour d'appel du Québec; cela se fait dans d'autres provinces; cela se fait au niveau fédéral. Avec le projet de loi 3, nous devons demander un avis consultatif si on veut avoir une réponse claire en ce qui concerne les droits et les privilèges garantis soit aux protestants, soit aux catholiques, au Québec.

L'idéal serait qu'on pose des questions assez précises en fonction du projet de loi 3 et peut-être même demander au gouvernement de préparer ces questions avec les avocats des contentieux des fédérations des commissions scolaires et des commissions scolaires qui sont particulièrement intéressées par cette question. Avant de mettre en application le projet de loi 3, il serait bon, une fois pour toutes, de régler cette question des privilèges et des droits qui sont protégés par la constitution.

Sur le deuxième point: les droits et libertés. Le projet de loi 3 écarte l'application des chartes québécoise et canadienne parce qu'il y a des "nonobstant" dans ces chartes et l'Assemblée nationale peut écartier l'application de l'une ou de l'autre charte.

J'aimerais souligner, M. le Président, que, dans le livre beige que le Parti libéral du Québec a rendu public il y a maintenant deux ou trois ans, nous avons proposé une charte canadienne sans une clause "nonobstant". Nous avons voulu lier l'Assemblée nationale et le Parlement du Canada sans que ce soit possible pour ces Parlements d'écartier l'application de la charte canadienne.

Dans l'article 80 du projet de loi, on lit: "Malgré les articles 3 et 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, l'intégration des croyances et des valeurs religieuses d'une confession dans un projet éducatif où la reconnaissance confessionnelle d'une école ne porte pas atteinte à l'égalité dans la reconnaissance et l'exercice des libertés de conscience et de

religion pour le seul motif que toutes les personnes qui fréquentent l'école ne partagent pas ces croyances et valeurs religieuses." Cette clause de nonobstant est illimitée dans le temps. Elle vaut pour toujours. Mais on peut se demander s'il ne serait pas possible pour des avocats habiles - il y en a beaucoup - de plaider que l'article 80 ne couvre pas tout ce que le ministre pense que cela va couvrir. C'est une chose de rédiger un article dans une loi, c'est une autre de voir à l'application de cet article à comment dirais-je? dans le champ d'application aux personnes.

Probablement que l'article 80 est nécessaire si on veut qu'il y ait des articles qui ne soient pas trouvés invalides à cause de la charte québécoise. Mais la différence entre 1984 et 1861, c'est qu'aujourd'hui nous avons une société au Québec qui est multiculturelle et multireligieuse. C'est-à-dire que, en 1861, c'était nécessaire de protéger les deux minorités en place, soit les catholiques, soit les protestants. Mais, aujourd'hui, nous avons d'autres groupes religieux au Québec et je ne vois pas pourquoi on donnerait certains droits statutaires - parce que, en effet, dans le projet de loi 3, on donne des droits statutaires - à certaines religions et qu'on n'en donnerait pas à d'autres religions. Par exemple, ce sera possible en vertu de ce projet de loi, d'établir des écoles, soit catholiques, soit protestantes. Cela pourrait arriver qu'il y ait une école où 90% des élèves sont de religion hébraïque et que ce soit impossible - et ce serait effectivement impossible - d'établir une école juive. Même si seulement 10% des élèves dans cette école sont des protestants, cela va devenir une école protestante.

Il me semble que dans le Québec d'aujourd'hui, dans une loi statutaire comme le projet de loi 3, il faut mettre toutes les religions sur un pied d'égalité. Cela va pour la religion hébraïque, cela va pour les Grecs orthodoxes et ainsi de suite.

Enfin, M. le Président, j'aimerais dire un mot sur la charte canadienne. Dans le projet de loi, à l'article 682, je lis et je cite: "La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982." Je ne suis pas sûr que l'effet de l'article 682 sera d'écarter l'application de la charte canadienne à ce projet de loi, parce qu'il y a déjà la jurisprudence où on dit qu'une telle formulation, comme celle de l'article 682, est trop générale et il faut que le nonobstant de la charte canadienne soit fait d'une façon plus précise.

En conclusion, je pense que si on a une charte, il faut la respecter. Les Américains ont une charte des droits de la personne, ils ne peuvent pas mettre des clauses nonobstant dans leurs lois pour écarter l'application de

leur charte des droits de la personne. Il me semble que cela devrait être la même chose soit au Québec, soit au Canada. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Chauveau.

#### **M. Raymond Brouillet**

**M. Brouillet:** M. le Président, le projet de loi 3 que nous étudions présentement, tous l'admettront, est un projet majeur pour la société québécoise. L'importance du système d'éducation, tant pour le présent que pour l'avenir d'une société, n'est pas contestée, si vous voulez, mais c'est un fait admis par tous.

Certains, même ce soir, ont dit que ce projet de réforme n'était pas nécessaire, qu'il y avait d'autres aspects dans notre système d'éducation qui méritaient attention. Sur ce point, nous sommes d'accord. Il y a, dans le milieu de l'éducation, bien des dimensions qui demandent que nous y portions attention et qui demandent aussi que des solutions y soient apportées. Mais cela ne justifie pas le fait de nier la nécessité d'une réforme des structures si nous savons que le projet de loi qui, actuellement, régit le système d'éducation date de 1899, il est bien évident que, depuis ce temps, on y a ajouté toute une série d'amendements, de modifications. Mais tous ces amendements et modifications sont venus compliquer l'expression législative de notre système scolaire. Il était temps - et ce n'est pas d'hier ou d'avant-hier, c'est depuis 20 ans, 30 ans - que le milieu québécois et le milieu d'éducation revendiquent une réforme, une restructuration du système scolaire. (21 h 20)

C'est vrai que cela présentait des difficultés et des embûches et c'est pour cela que la plupart des gouvernements ont retraité devant la nécessité de réformer le système scolaire. Ils ont retraité parce qu'ils faisaient face dans la société à des réticences. Pour tel aspect, des réticences de tel groupe d'intérêts, pour tel autre aspect, des réticences de tel autre groupe. Devant ces réticences, on retraitait. Mais le gouvernement du Parti québécois a tenu parole et a donné suite à son programme électoral. C'est déjà depuis quelques années que le processus pour en arriver à une réforme de notre système scolaire a été mis sur pied. Ce projet touche tous les aspects du système scolaire, depuis la définition des droits des étudiants en passant par le rôle, les responsabilités et les pouvoirs des différents agents dans le milieu de l'éducation: les parents, les enseignants, le personnel non enseignant, le directeur de l'école, les commissions scolaires, et le ministère de l'Éducation. Toutes ces différentes

dimensions, ces différents volets du système scolaire trouvent leur place dans ce projet de loi qui intègre l'ensemble des dispositions législatives nécessaires pour gérer et établir un système scolaire.

Comme je le disais tantôt, ce projet de loi n'est pas le fruit du hasard. Il est le fruit de plusieurs années de réflexion à laquelle ont participé tous les agents et tous les groupes sociaux intéressés par l'éducation dans notre milieu. Le projet initial, qui a vu le jour il y a quelques années, a servi de point de départ à cette réflexion collective. Il était ambitieux, ce projet de départ, et c'est vrai qu'il a subi depuis, grâce à la réflexion collective, beaucoup de modifications. Mais c'est grâce à ce projet de départ si, aujourd'hui, nous sommes arrivés à ce qu'un certain consensus se dégage des réflexions et nous avons le fruit de ce large consensus dans le projet de loi que nous avons devant nous aujourd'hui.

Un point majeur de cette réforme, c'est la modification du statut de la confessionnalité au sein de notre système scolaire. Au chapitre de la confessionnalité, le projet de loi 3 manifeste la volonté gouvernementale de répondre aux besoins diversifiés et de plus en plus diversifiés de notre population en matière de religion. Deux objectifs majeurs sous-tendent les dispositions du projet de loi en cette matière. Tout d'abord, le respect de la liberté de conscience et de religion de tous les enfants et de tous les jeunes qui fréquentent les écoles publiques. Le deuxième objectif, c'est le respect du droit à des services confessionnels de qualité pour les enfants catholiques et protestants dans toute école publique. Mon propos consistera à montrer comment ces deux objectifs, le respect de la liberté de conscience et le respect du droit des services confessionnels, sont concrétisés dans les différents chapitres du projet de loi dont j'évoquerai brièvement les principales articulations relatives à la dimension confessionnelle.

J'aborderai tout d'abord le point fondamental de la réforme, celui du passage du système confessionnel actuel à un système linguistique. Vous savez qu'actuellement, tout notre système scolaire est réparti selon le critère de la religion. Il y a des commissions scolaires catholiques qui gèrent l'ensemble des écoles catholiques sur leur territoire et les commissions scolaires protestantes qui gèrent l'ensemble des écoles protestantes sur leur territoire.

Avec le projet de loi que nous avons devant nous, c'est un nouveau critère qui va servir pour répartir les commissions scolaires: ce sera le critère linguistique. Nous aurons des commissions scolaires francophones qui géreront l'ensemble des écoles francophones de leur territoire et des commissions scolaires anglophones qui géreront l'ensemble

des écoles anglophones de leur territoire.

Quelle est la raison qui amène le gouvernement à modifier le critère de répartition des écoles? C'est l'évolution de la société québécoise, M. le Président, qui justifie cette réforme fondamentale. De plus en plus nous avons, dans notre société, des tendances différentes, des gens qui ont des opinions différentes, des croyances différentes, et le système que nous avons actuellement ne respecte pas cette grande diversité d'opinions et de croyances de notre société. Il fallait modifier ce système pour répondre davantage aux caractéristiques de notre société et adopter plutôt, pour la répartition des écoles et la répartition des commissions scolaires, le critère linguistique.

Il ne faut pas cependant penser que ce nouveau système scolaire s'oppose aux droits confessionnels des catholiques et des protestants ou à la reconnaissance confessionnelle des écoles. Si le caractère confessionnel était affecté au niveau des commissions scolaires jusqu'à aujourd'hui, nous savons que les écoles étaient aussi reconnues comme catholiques jusqu'à aujourd'hui, ou comme protestantes, mais, avec le nouveau projet de loi, les écoles pourront conserver leur statut confessionnel. Il pourra y avoir, dans une commission scolaire francophone, des écoles francophones catholiques, des écoles francophones protestantes ou encore des écoles francophones qui auront choisi de ne pas avoir de confessionnalité particulière.

Le projet de loi prévoit que toutes les écoles conserveront leur caractère confessionnel protestant ou catholique durant trois années à compter du 1er juillet 1986 et, durant ces trois années, les parents des enfants de chaque école auront à réfléchir sur leurs aspirations, sur leur vécu et auront à décider, par les voies démocratiques, s'ils veulent maintenir pour leur école le caractère confessionnel.

C'est le conseil d'école élu démocratiquement - conseil où siégeront des parents, des enseignants, le directeur de l'école, des étudiants, du personnel non enseignant, des professionnels dans l'école - qui aura à décider du moment et de l'opportunité de consulter les parents qui ont des enfants à l'école sur le maintien du caractère confessionnel ou sur la révocation du caractère confessionnel. Et si une majorité de parents décidaient, à la suite d'une consultation, de conserver le caractère confessionnel, à ce moment-là la demande serait faite par le conseil d'école au grand comité, comité catholique ou comité protestant, pour obtenir la reconnaissance du caractère confessionnel, soit protestant, soit catholique, de leur école.

Vous avez là un processus très démocratique, un processus qui invite les gens du milieu à réfléchir sur leur



engagement sur le plan de la foi et qui les amène à décider, après réflexion, en toute conscience, s'ils désirent conserver le caractère confessionnel de leur école.  
(21 h 30)

C'est la commission scolaire qui procédera à la consultation, une fois que le conseil d'école en aura fait la demande, et cette consultation sera assujettie à certains règlements établis par le ministère. Le ministère assurera le respect du droit des parents d'être consultés et de se prononcer sur le caractère confessionnel de leur école et, en même temps, le ministère s'assurera que les mêmes règles démocratiques s'appliquent partout au Québec. Nous croyons que, de cette manière, les différents partenaires de l'école seront amenés, par une démarche dynamique, à se prononcer sur le caractère confessionnel de leur école. Les gens de chaque milieu pourront se donner l'école qui correspond le mieux à leurs croyances et à leurs valeurs religieuses, et tout cela, bien sûr, dans le respect de la liberté de conscience de chacun des élèves qui fréquentent l'école, parce que l'école qui restera confessionnelle parce que les parents le désireront, ou qui deviendra confessionnelle parce qu'une majorité de parents le désirera, cette école demeurera, par la loi, une école publique et une école commune, c'est-à-dire une école ouverte à tous les enfants, quelle que soit l'appartenance religieuse de cet enfant.

En plus de cette reconnaissance du caractère confessionnel de l'école, le projet de loi 3 affirme, d'une façon explicite, la possibilité pour un conseil d'école d'intégrer dans le projet éducatif de l'école, des croyances et des valeurs religieuses d'une confession particulière ou de plusieurs confessions.

M. le Président, vous me faites signe qu'il me reste cinq minutes? Deux minutes. Je m'aperçois que...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Je m'excuse.

**M. Brouillet:** Écoutez! Je vais m'en tenir au...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** C'est moi qui suis dans l'erreur. Effectivement, vous avez jusqu'à 21 h 39. J'avais marqué 21 h 19. Je croyais avoir marqué 21 h 14. Donc, vous avez sept minutes.

**M. Brouillet:** Merci. On va essayer de s'en tenir aux sept minutes. Je devrai faire un choix dans ce qu'il me reste.

Donc, les parents ont un droit, dans l'école, d'élaborer un projet éducatif et d'y introduire, d'y intégrer des valeurs religieuses

d'une confession particulière ou de plusieurs autres confessions. Mais cela doit se faire dans le respect de la liberté de conscience de tous les enfants qui fréquenteront l'école. À ce droit d'intégrer des valeurs religieuses au projet éducatif, il faut ajouter le droit à l'enseignement religieux. Dans l'école, les commissions scolaires devront fournir aux enfants qui fréquentent l'école des cours de religion et de morale catholique, des cours d'enseignement moral et religieux protestant et un enseignement moral sans référence confessionnelle. Les enfants fréquentant l'école ont un droit de choisir et d'obtenir l'un ou l'autre de ces services. S'ils ne s'inscrivent pas, s'ils ne désirent pas s'inscrire au cours d'enseignement religieux et moral confessionnel, soit catholique soit protestant, à ce moment-là, ils devront suivre un cours de morale sans référence confessionnelle.

Autre droit, M. le Président. Les parents et les enfants inscrits à toute école publique au Québec auront aussi le droit d'obtenir des services d'animation pastorale et des services d'animation religieuse. Le projet de loi 3 assure que soient offerts aux élèves catholiques et aux élèves protestants qui le désirent des services complémentaires en animation pastorale catholique et en animation religieuse protestante. Ces services que doivent offrir toutes les écoles aux élèves qui désirent s'en prévaloir sont cependant laissés au choix des élèves.

Nous avons vu l'ensemble des droits dont jouissent les parents et les enfants en regard de l'aspect confessionnel de l'école et le projet de loi veut assurer aussi aux parents tous les services requis pour que ces droits soient respectés et puissent être vraiment appliqués à l'école.

Le projet de loi prévoit que dans chaque commission scolaire un responsable des aspects confessionnels du système soit nommé pour servir d'appui à l'administration des écoles catholiques et aussi pour veiller à la qualité de tous les services confessionnels offerts. C'est, au niveau de la commission scolaire, un cadre responsable.

Il y a aussi, au niveau du ministère, le maintien des deux postes et fonctions de sous-ministres adjoints l'un de foi catholique, l'autre de foi protestante.

Je voudrais aborder le troisième volet de ces institutions qui vont assurer et garantir le respect des droits au service relatif à la confessionnalité. C'est l'existence des comités confessionnels qui vont continuer leur rôle. Je vais m'en tenir simplement à l'énumération de quelques-uns des rôles des comités confessionnels, soit le comité catholique, soit le comité protestant.

Ils auront tout d'abord à reconnaître le caractère confessionnel des écoles à la demande des parents. Ils auront aussi à veiller aux conditions de qualification du

personnel qui va dispenser l'enseignement moral et religieux, tout cela en vue d'assurer une meilleure qualité de l'enseignement moral et religieux.

Les comités confessionnels auront aussi à approuver les programmes, les guides pédagogiques, le matériel didactique et les instruments pédagogiques requis pour l'enseignement moral et religieux catholique ou protestant. Aussi, les comités confessionnels verront à déterminer le temps prescrit pour l'enseignement religieux.

Vous avez là tout un ensemble de garanties assurées par la loi pour surveiller le respect des droits relatifs aux valeurs confessionnelles au sein des écoles.

Voilà les principaux aspects, M. le Président, que je voulais signaler en référence à la dimension confessionnelle du projet de loi 3. Il me semble avoir démontré que les objectifs poursuivis par le gouvernement, le respect de la liberté de conscience et de religion de tous les enfants et de tous les jeunes qui fréquentent les écoles, le droit à des services confessionnels de qualité pour les élèves catholiques et les élèves protestants dans toute école publique, que ces deux objectifs, dis-je, pourront être atteints dans les différents milieux avec l'appui législatif que constituent les diverses dispositions du projet de loi en regard de la dimension confessionnelle du système scolaire. De plus, l'ensemble de ces dispositions, par l'équilibre qu'il assure entre les droits individuels et les droits collectifs, favorise une concertation harmonieuse au sein de chaque collectivité locale sur laquelle nous devons absolument compter pour la mise en oeuvre de cette nouvelle loi. Merci.

**Le Président:** M. le député de Sainte-Anne.

#### **M. Maximilien Polak**

**M. Polak:** Merci, M. le Président. Pour bien comprendre le projet de loi 3, je voudrais d'abord, en quelques minutes, en faire l'historique.

En juin 1982, le ministre de l'Éducation du temps, le ministre Laurin, publiait un livre blanc intitulé: "Une école communautaire et responsable". L'objectif du projet était, comme le projet le disait, de revaloriser l'école et d'en faire le pivot du système scolaire.

Il s'agissait - je m'en souviens très bien et tout le monde s'en souvient, M. le Président - d'un bouleversement complet du système actuel. Comme le livre blanc le disait, je cite: "Il s'agit bien d'une option qui, à sa source même, entraînerait le réaménagement majeur de notre système scolaire."

(21 h 40)

Un an plus tard, en juin 1983, le

ministre Laurin déposait le projet de loi connu dans le temps comme le projet de loi 40 qui réitérait - parce que, savez-vous, M. le ministre Laurin était tout de même un homme avec une tête dure - en dépit de toutes les critiques qu'on avait contre le livre blanc, il déposait un projet de loi exactement comme le livre blanc. Même orientation. On a eu les audiences publiques. Vous vous rappelez, des gens sont venus ici de partout. Des groupements sont venus de partout dans le milieu scolaire, qui protestaient. C'était en janvier et février 1984. L'opinion générale n'était pas seulement qu'on était contre le projet, mais que le projet de loi 40 était condamné comme totalement inacceptable et de la part des enseignants, et de la part des parents, et de la part de tous ceux qui sont actifs dans le domaine scolaire.

Les parents, par exemple, qui avaient eu, dans ce projet de loi, des pouvoirs accrus, ne voulaient même pas les avoir, préférant laisser l'éducation de leurs enfants aux commissions scolaires et aux bons professeurs. L'idée de l'école communautaire était d'ailleurs rejetée unanimement. Devant cette énorme critique, le ministre Laurin promettait des modifications et le premier ministre était même obligé de le remplacer comme ministre de l'Éducation par un autre ministre, qui est le ministre actuel de l'Éducation, M. Yves Bérubé.

Nous savons que depuis ce temps, des négociations et des discussions ont eu lieu avec le milieu scolaire et, finalement, on a maintenant ce qu'on appelle le dépôt du projet de loi 3 au mois d'octobre 1984. Il s'agit d'une loi assez volumineuse et complexe et en 20 minutes, évidemment, il est impossible de discuter de tout, sauf quelques aspects. Si je critique quelques aspects majeurs, cela ne veut aucunement dire que nous acceptons les autres principes et aspects de ce projet de loi.

Tout à l'heure j'étais ici quand le député de Bourassa parlait comme commissaire de la CECM. Je ne l'ai jamais connu comme commissaire de la CECM, mais moi j'étais commissaire du Bureau des écoles protestantes du grand Montréal et j'étais membre de l'exécutif du Conseil scolaire de l'île de Montréal. C'était ma plus belle expérience dans la vie publique scolaire parce que j'ai vu, au conseil scolaire, la coopération entre les différentes commissions scolaires catholiques, protestantes, de langue française, anglaise, et ça marchait très bien. Je voudrais, en me basant sur mon expérience pratique, faire la comparaison avec ce que le projet de loi 3 tente de nous donner maintenant.

Le projet de loi 3 souffre d'une maladie péquiste qui s'appelle la maladie de la "structurite". "Structurite", cela veut dire la maladie de trop de structures. Trop de

concertation, trop demander des opinions, des discussions interminables, des comités de partout, bla, bla, bla, parler et très peu d'action. Je voudrais analyser un peu dans ce projet de loi 3 les structures qui existent au niveau des écoles et au niveau des commissions scolaires. Dans le projet de loi qui est maintenant devant nous on aura, si le projet de loi est adopté, à chaque école... Il ne faut pas oublier que la majorité de nos écoles dans la province de Québec sont des écoles avec moins de 100 élèves par école. On entre maintenant dans chaque école. Dans cette petite école de moins de 100 élèves. On aura d'abord un conseil d'école composé d'un maximum de quinze personnes et divisé comme suit: dix parents des élèves qui fréquentent l'école, deux enseignants de l'école - cela fait douze - un membre du personnel non enseignant, disons celui qui s'occupe de la "maintenance" de l'école - treize - et deux élèves du deuxième cycle du niveau secondaire, s'il s'agit d'une école du niveau secondaire, pour un total de quinze personnes ayant droit de vote. Tous ces gens sont élus par leurs pairs.

Les fonctions de ce conseil - je parle toujours, M. le Président, du projet de loi 3 - sont de déterminer ce qu'on appelle les orientations de l'école. Il "peut intégrer dans le projet éducatif de l'école les croyances et les valeurs religieuses d'une confession particulière ou de plusieurs confessions religieuses". Évidemment, sur le plan pratique, il faut bien le comprendre, M. le Président, avoir des enfants de croyance catholique, protestante, neutre, grecque ou de toutes sortes de groupements sous un même toit peut créer beaucoup de difficultés.

M. le Président, on cherche dans le projet de loi la définition d'une école catholique, par exemple. On a vu les gens de la Commission des écoles catholiques venir témoigner ici à Québec. Pour eux, une école catholique veut dire une école qui non seulement dispense un enseignement religieux, mais une école qui, généralement, dégage une atmosphère qu'on appelle catholique. C'est très difficile et, sans doute, il y aura des conflits si on a ces enfants de différentes croyances religieuses sous un même toit. Le projet de loi ne donne aucune solution. Il dit simplement qu'on a la possibilité d'avoir différentes confessions religieuses ensemble, sous un même toit.

Le but de ce conseil d'école est, justement, de donner un avis à la commission scolaire sur l'orientation de l'école et aussi "sur tout sujet propre à assurer une meilleure organisation des services". Aussi, le conseil doit adopter les prévisions budgétaires de l'école, annuellement, pour ensuite les soumettre, pour approbation, à la commission scolaire. Je parle toujours, M. le Président, de ce que j'appelle la maladie de la

structurite. C'est un premier comité qui s'appelle le conseil d'école.

On maintient, dans le projet de loi, ce qu'on appelle les commissions scolaires. On les maintient. Mais au lieu d'avoir des commissaires élus, comme maintenant, au suffrage universel, on aura un tiers des commissaires provenant directement du milieu scolaire, des parents, et deux tiers élus au suffrage universel. Il faut bien comprendre le système pour ceux qui ne connaissent pas le milieu scolaire.

À ce jour, par exemple, à la Commission des écoles protestantes du grand Montréal, il y a quinze commissaires. Chaque commissaire représente un quartier. Il est élu dans son quartier et le représente. Les quinze ensemble forment la Commission des écoles protestantes du grand Montréal. Le même principe s'applique aux autres commissions scolaires. On change tout ce système. Maintenant, il y aura deux tiers des commissaires élus au suffrage universel, mais un tiers des commissaires seront des parents du milieu de ces conseils d'école.

Je vous l'ai expliqué tout à l'heure, on a un conseil d'école dans chaque école, ensuite il y a une élection parmi les membres de ces différents conseils pour choisir les parents qui participent à l'administration de la commission scolaire. Le nombre des commissaires d'écoles dépend exactement du nombre des enfants. Par exemple, dans une commission scolaire de moins de 3000 élèves, il y aura six quartiers et, donc, six commissaires d'écoles. Dans une commission scolaire de 9000 élèves ou plus, il y aura douze quartiers et, par le fait même, douze commissaires élus au suffrage universel. Suffrage universel voudrait dire que chaque citoyen qui a droit de vote élit son commissaire d'écoles dans le quartier où il réside.

M. le Président, on applique donc pour ces commissaires qui sont élus au suffrage universel, mais seulement les deux tiers de tous les commissaires, le principe une personne, un vote ou, comme on dit en anglais "one person, one vote".

À ces commissaires élus au suffrage universel, il faut ajouter - je parle toujours du projet de loi 3 - cela est une innovation - un nombre de parents élus parmi les membres des conseils d'école. Dans l'exemple que j'ai donné d'une commission scolaire de 9000 élèves et plus, cinq parents viendront de ce secteur des conseils de parents, plus un parent membre du comité consultatif des services aux élèves handicapés de sorte que, dans l'exemple que j'ai donné d'une commission scolaire de 9000 élèves ou plus, on aura douze commissaires élus au suffrage universel, par tous les citoyens, et six commissaires qui ne sont pas élus au suffrage universel, mais qui sont comme nommés, pour faire un total de 18

commissaires.

(21 h 50)

L'argument que le ministre invoque, c'est de dire: Voici, par ce système, un tiers des commissaires qui sont comme nommés, qui parviennent directement du secteur des parents, on aura des commissaires plus représentatifs parce qu'ils seront en même temps parents des enfants qui sont à l'école. Tout le monde sait que, parmi les commissaires actuels, dans le système qu'on a, entre 80% et 90% de tous les commissaires sont en même temps parents des élèves à l'école.

Je ne sais pas si le député de Bourassa est un homme marié, M. le Président, mais s'il l'était, je suis presque certain qu'il était représentant en même temps des enfants et qu'il venait du milieu. Comme moi, d'ailleurs, il était un parent qui avait des enfants à l'école. Quand il était commissaire à la CECM il était père de famille; il savait très bien ce que voulait dire l'éducation, même si on m'a dit, tout à l'heure, en secret à l'arrière, que c'était le commissaire le plus faible de toute la CECM dans son histoire! Jamais de la vie!

**Une voix:** On t'a dit cela!

**M. Polak:** M. le Président, on m'a dit; je ne vais pas dire qui. On a donc désormais dans le projet de loi 3 deux catégories de commissaires. Évidemment, cela va créer des conflits, des antagonismes. Les commissaires, comme le député de Bourassa et comme moi dans le temps quand j'étais commissaire d'écoles, étaient élus par la population et les élus voyaient ceux qui étaient nommés comme n'étant pas des commissaires à part entière. Tandis que ceux qui étaient nommés, je parle des commissaires qui venaient, justement, du milieu des parents, voyaient plutôt les élus comme des gens coupés de la base des écoles.

M. le Président, j'ai vécu pendant des années dans ce milieu scolaire comme commissaire d'écoles et comme membre de l'exécutif du Conseil scolaire de l'île de Montréal et il n'y a rien de mieux que l'expérience d'avoir, justement, parmi ces commissaires une grande proportion de parents qui avaient des enfants à l'école et, en même temps, des commissaires qui n'avaient pas d'enfant dans l'école, qui représentaient peut-être des gens qui n'avaient pas d'enfant dans l'école, mais qui étaient des hommes d'affaires, par exemple, qui payaient pour le système scolaire, qui ne pensaient pas toujours aux problèmes des enfants, mais pensaient plutôt au système d'organisation scolaire, à l'efficacité de l'administration scolaire. On avait besoin de tels commissaires également.

Le projet de loi contribue même au problème, parce que, lorsqu'on lit le projet

de loi 3, on voit que les commissaires qui sont élus au suffrage universel sont nommés pour un mandat de trois ans, tandis que ceux qu'on appelle les nommés, qui viennent directement du milieu des parents, ont un mandat de deux ans. Évidemment, il y aura tout de suite un conflit, parce que vous aurez autour d'une même table 18 commissaires, dont un tiers aura un mandat de deux ans et les deux tiers auront un mandat de trois ans. Qu'est-ce qui arrive? Après un an et demi d'administration, ceux qui sont là pour deux ans terminent presque leur mandat, tandis que ceux qui ont encore un an et demi à faire disent: On a encore un an et demi à faire. Ils commencent déjà à moins écouter l'opinion de ceux qui ont juste six mois à faire.

Autre problème dans le projet de loi 3. Le président de la commission scolaire, dans le système actuel, est élu parmi les commissaires, pour le même mandat que les commissaires, soit trois ou quatre ans, alors que dans le nouveau projet de loi 3, le président est élu pour une période d'un an seulement. Cela veut dire que, chaque année, vous aurez une élection pour un président de la commission scolaire. Cela veut dire en même temps que, chaque année, très souvent, on aura des activités électorales. Qu'on aime cela ou qu'on ne l'aime pas, on a un groupe de commissaires qui doivent élire un président parmi eux. Quelques mois avant commencent les négociations pour voir qui va être président, qui aura l'appui de qui et savez-vous, la bonne éducation de nos enfants en souffre.

Dans le système actuel, on a l'avantage d'avoir des commissaires élus directement au suffrage universel. Chaque commissaire représente son quartier. Je représentais, dans le temps, mon quartier et je m'occupais de défendre les intérêts des écoles de mon quartier, soit au primaire ou au secondaire. Tandis que dans le nouveau système, toujours selon le projet de loi 3, on aura des commissaires nommés qui représentent certaines écoles, qui ont tendance à représenter l'école d'où ils viennent, où ils ont été élus et qui ont tendance à oublier les autres écoles. C'est une autre anomalie du projet de loi.

Comme d'autres l'ont dit avant moi et comme d'autres vont le répéter après moi, le principe d'une personne, un vote "one person, one vote", a été violé dans ce projet de loi. C'est très grave, parce qu'il y a des personnes qui votent deux fois. Elles votent une fois comme citoyens pour élire un commissaire dans leur quartier et une deuxième fois pour élire, comme parents, justement, un représentant des parents à leur conseil d'école.

Rapidement, parce que je vois que mon temps expire, non seulement on aura au niveau de chaque école ce comité de

parents, mais on aura plus d'organismes. On n'aura pas seulement... Excusez-moi, M. le Président, je me perds. Il y a tellement de comités, je ne sais plus combien; donc, il faut que je relise mes notes. J'ai donc dit qu'on aura un conseil d'école, mais en même temps on aura un comité de parents dans chaque école. Je vais vous donner l'exemple de la plupart des écoles qui ont à peu près une centaine d'élèves dans la province de Québec. Un comité de parents avec un nombre de parents ne dépassant pas quinze. On aura, toujours avec le nouveau projet de loi, un comité pédagogique composé d'enseignants et de professionnels. On aura un comité d'élèves avec un maximum de quinze membres et on aura toujours le pauvre principal d'école, le pauvre directeur d'école qui participe aux séances de tous ces comités. Je me demande sérieusement, après tout cela, s'il lui reste un peu de temps pour s'occuper de l'éducation de nos enfants.

J'appelle cela la maladie de la structure péquiste. Cela veut dire structures, organismes sans fin. Est-ce que vous en avez assez? Je vais vous parler rapidement des autres organismes qui existent dans le projet de loi. On aura, au niveau de la commission scolaire, en sus de tous les organismes que j'ai mentionnés, un comité exécutif, un comité consultatif de gestion, un comité consultatif des services aux élèves handicapés, un comité consultatif du transport, un comité régional des parents et un comité pédagogique régional. Cela, c'est juste en prenant quelques principes du projet de loi.

J'ai vécu dans le monde scolaire. C'est très difficile de trouver parmi les parents des gens assez enthousiastes qui veulent donner de leur temps à ces comités. Au lieu d'avoir deux ou trois comités comme maintenant, on en aura six, sept ou huit, toujours avec le même nombre de parents.

M. le Président, je sais que mon temps est presque expiré. Je voudrais seulement dire un mot sur le fameux problème des commissions scolaires confessionnelles. Le ministre dit maintenant à la Commission des écoles protestantes du grand Montréal, qui administre 75 écoles: Vous aurez le droit de continuer à exister, mais seulement dans le territoire que vous aviez en 1867. J'ai appelé aujourd'hui le directeur général. Je lui ai demandé: Combien d'écoles resteront avec vous? Il m'a dit: Il restera exactement une école. Au lieu de 75, ce sera une. J'ai appelé le directeur général de la CECM. Je lui ai demandé: Combien d'écoles restera-t-il avec vous? Il a dit six.

Quand le député d'Argenteuil a suggéré le point d'aller devant la cour pour demander une opinion sur la constitutionnalité de ce projet de loi, évidemment, je suis pour ça à 100%. Le projet de loi, dans sa forme actuelle, est absolument inacceptable. Merci

beaucoup.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Groulx.

**M. Fallu:** M. le Président, permettez-moi de demander l'ajournement du débat.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, tout en rappelant qu'il n'y aura pas d'interpellation demain matin, mais que ce sera reporté à une date ultérieure après discussion avec le leader de l'Opposition, je fais motion pour que nous ajournions nos travaux à lundi prochain, 15 heures.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Cette motion est-elle adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Adopté. Nous ajournons nos travaux à lundi, 15 heures.

(Fin de la séance à 22 heures)